

## La rencontre de la Martinique et le retour de l'émir Jaber dans son pays

### MM. Bush et Mitterrand célèbrent l'entente franco-américaine

Le président américain George Bush, qui a commencé mercredi 13 mars par Ottawa sa tournée de consultation des alliés sur l'après-guerre du Golfe, a lancé une mise en garde voilée à l'Irak qui continue, en violation des accords de cessez-le-feu, de faire usage de ses hélicoptères pour réprimer la rébellion au sud du pays. M. George Bush était attendu jeudi à Fort-de-France, à la Martinique, où il doit s'entretenir avec M. François Mitterrand.

#### FORT-DE-FRANCE

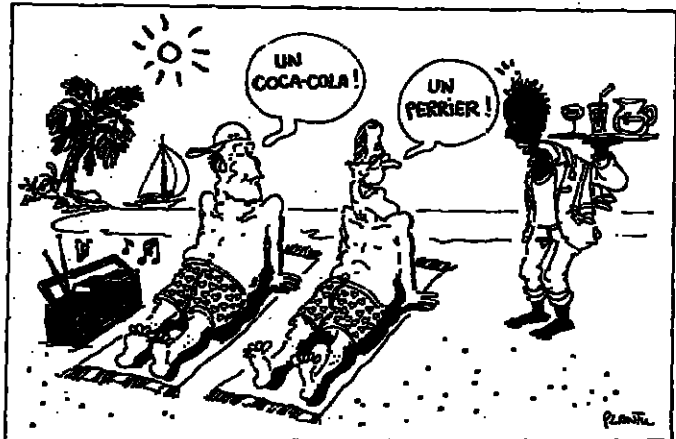
de notre envoyée spéciale

« On n'exprime pas une différence pour le plaisir. On le fait quand c'est nécessaire, et telle n'est pas la situation aujourd'hui », avait lâché, lundi 11 mars, le porte-parole de l'Élysée, M. Hubert Védrine, en évoquant la rencontre qui doit réunir jeudi à la Martinique MM. Bush et Mitterrand.

M. Roland Dumas venait d'exposer la politique de la France sur l'après-guerre du Golfe (le Monde du 12 mars) et M. Védrine avait enfoncé le clou en soulignant avec insistance la « synergie » et la « proximité » des politiques de Paris et de Washington sur le sujet central de cette après-guerre : la question israélo-arabe.

S'agissant des relations franco-américaines, on n'a probablement jamais entendu de la part de la France de langage qui s'accompagne aussi peu de réserves ni de précautions. Rien ne devrait troubler l'harmonie de la rencontre de la Martinique, après laquelle M. Bush s'envolera vers d'autres îles, les Bermudes, pour

recevoir un soutien non moins ferme d'un autre de ses alliés, le Britannique John Major.



Est-ce à dire que Paris se range désormais docilement derrière des États-Unis en position de leadership absolu : il y aurait une certaine irresponsabilité à récuser les démarches américaines qui s'engagent au Proche-Orient avec, semble-t-il, de meilleures chances que jamais, sous le seul

prétexte qu'elles sont américaines. De même, il aurait été vain, voire démagogique, de s'entêter à défendre une méthode, celle de la conférence internationale, qui ne pouvait déboucher sur rien à ce stade, puisque l'un des principaux intéressés, Israël, la refuse.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 5

### Au Koweït, l'industrie pétrolière est dévastée

Après sept mois d'exil à Taïf (Arabie saoudite), l'émir du Koweït, le cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, était attendu jeudi 14 mars dans l'après-midi à Koweït-Ville. Il devait être reçu par les ministres de son gouvernement et les diplomates dans son pays libéré depuis quatorze jours. Il sera informé de l'ampleur du désastre écologique et économique. La remise en état des champs de production pétroliers koweïtiens pourrait s'avérer beaucoup plus longue et coûteuse que prévu. Une délégation d'industriels américains, conduite par M. Mosbacher, le secrétaire au commerce, a quitté Washington mercredi pour le Koweït.

#### KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Vue de nuit, la ville de Koweït se pare d'une mystérieuse beauté. Immeubles, rues, ponts, disparaissent. On ne distingue plus que des silhouettes noires, découpées sur un horizon flamboyant, un gigantesque théâtre d'ombres en technicolor. Les puits de pétrole qui flambent jusqu'aux faubourgs éclairent de rouge-sang la capitale privée de courant.

Vu de jour et de près, le spectacle des champs en feu perd beaucoup de son romantisme. Les alentours d'Al Ahmadi, capitale pétrolière de l'émirat, offre

un spectacle désolant : sable noir, épaves et barbelés à perte de vue. La plaine - qui recèle en ses tréfonds le second champ de pétrole du monde, Burgan et ses satellites Ahmadi et Maqwa - semble piquée d'innombrables lances-flammes fichées au ras du sol. Chaque puits crache en grondant une coulée de flammes courtes, lourdes, si épaisses qu'elles paraissent liquides, coiffées d'un panache de fumée grise.

Les Irakiens, à la veille de leur départ, ont apparemment bien fait les choses.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 24

### Les occasions manquées de M. Saddam Hussein

Ayant trop longtemps douté de la détermination des coalisés à déclencher les hostilités, M. Saddam Hussein n'a cessé de manquer, jusqu'au bout, toutes les occasions d'éviter une guerre désastreuse. C'est ce que souligne le témoignage très privilégié de M. Evgueni Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, par trois fois envoyé à Bagdad pour faire entendre raison au président irakien.

Lire page 3 l'article

de FRANCIS CORNU et de MICHEL TATU

## Maghreb : une démographie moins explosive

La fécondité est en baisse. La limitation des naissances n'est pas la seule explication

par Guy Herzlich

### L'Europe en procès

#### II. Souveraineté limitée

La création du marché unique passe par des abandons de souveraineté sur les règles du jeu pour les entreprises.

Lire l'article d'ALAIN VERNHOLLES page 25 - section C

### Yougoslavie :

#### La crise serbe

L'opposition démocratique pose de nouvelles exigences

page 6

### Calendrier scolaire

Le projet de retour aux trois zones mécontente parents et enseignants

page 9

« Sur le rif » et le sursaut complet se trouvent page 34 - section C

Faut-il avoir peur du Maghreb ? Souvent, l'Afrique du Nord, en raison de sa natalité fertile, apparaît comme une menace, une « zone de pression démographique » sur une Europe en déclin. On imagine une foule croissante d'immigrants potentiels pénétrant derrière la porte aujourd'hui close, prêts à s'insérer par les moindres failles de la barrière. Les Maghrébins forment déjà une partie importante des

étrangers installés en Europe (40 % en France, près de 23 % aux Pays-Bas et plus de 17 % en Belgique) et une immigration clandestine continue, surtout en Europe du Sud ; or la population du Maghreb croît toujours rapidement, au rythme de 2 % l'an (et près de 3 % en Algérie). Entraîné par l'élan, M. Jacques Chirac, en 1985, avait prédit pour 2025 une Afrique du Nord réunissant « quatre fois plus d'hommes » que l'Europe, ce qui, pris stricto sensu, lui attribuerait plus d'un milliard d'habitants.

La perspective semble aujourd'hui assez improbable, au vu d'études récentes sur l'évolution démographique et sociale des pays arabes. Le Maghreb n'est pas condamné à la conquête ou à l'immobilisme, comme le Touran des Noyers de l'Altenburg de Malraux. Dans ces trois pays, la société change et la fécondité baisse plus vite que prévu. Dès 1987, indique M. Philippe Fargues, chercheur à l'Institut national d'études démographiques, spécialiste de la population et de la société des pays arabes, le taux

de fécondité était tombé à 4 enfants par femme en Tunisie, 4,6 au Maroc et 4,8 en Algérie (1). Chiffres très élevés par comparaison avec l'Europe, qui n'arrive pas à 2, trop élevés pour assurer les emplois nécessaires aux générations montantes, mais déjà bien éloignés de ceux enregistrés dix ans plus tôt (5,5 en Tunisie, 5,9 au Maroc et 7,4 en Algérie). La baisse a été particulièrement rapide en Algérie (35 % sur ces dix années, contre 27 % en Tunisie et 22 % au Maroc).

Lire la suite page 26

### LIVRES • IDÉES

#### L'homme moral

A partir de l'expérience extrême des camps, Tzvetan Todorov renoue avec un humanisme longtemps relégué au magasin des nouveautés.

■ Raymond Aron et la guerre froide : les chroniques d'un spectateur engagé ; le judaïsme et la politique ■ Elisabeth Roudiez savant et marxiste ■ La politique et le choléra.

■ Ionasco, un funambule dans « la Pliade » ■ Les trains-soleil de Miroslav Best ■ La poésie du nombre ■ Deux figures fin de siècle : Jean de Tinan et Maria de Rénier

■ Le feuilleton de Michel Braudeau, « Drôles de drames » ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Paroles d'exilés » ■ Philosophies, par Roger-Pol Droit : « La fabrication du bien »

pages 15 à 22 - section B

### AFFAIRES

■ Le rachat d'entreprises par leurs salariés : des expériences négatives médiatisées ont donné l'impression d'un échec inéluctable ; l'émancipation de la Générale de restauration ; les aventures de Jeanneau ■ Une « petite France » sur le tchernozem russe ■ Sombre année pour les banques britanniques

pages 27 à 29 - section C

## BERNARD-HENRI LEVY

Les aventures de la liberté



Grasset

« Vient de paraître. 604 pages. 129F.







# LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Le récit des dernières tractations soviéto-irakiennes avant l'offensive terrestre

## Les occasions manquées de M. Saddam Hussein

Jusqu'à l'heure H de l'offensive finale contre ses troupes - et même au-delà, - M. Saddam Hussein n'a cessé de chercher à gagner du temps. Comme il l'avait fait tout au long de la crise. C'est ce que souligne un témoin très privilégié, M. Evgueni Primakov, conseiller de M. Gorbatchev pour les affaires du Proche-Orient.

Cet expert qui, dans le passé, avait souvent rencontré le président irakien, allait être, après l'invasion du Koweït, chargé de mission à trois reprises auprès de ce dernier. Au nom du numéro un soviétique, il a tenté, à chaque fois, de convaincre

M. Saddam Hussein qu'il n'avait, au bout du compte, aucune chance de résister à la coalition anti-irakienne. A moins de retirer son armée de l'émirat. Ce seront autant d'occasions manquées par le maître de Bagdad d'éviter la guerre et de préserver son potentiel militaire, garantie majeure de son pouvoir en Irak et de son influence à l'extérieur. Dans quatre volumineux articles publiés par la Pravda, M. Primakov vient de relater cette obstination et cet aveuglement. Voici l'analyse de ce document révélateur, notamment sur l'ultime phase de la médiation soviétique.

M. Evgueni Primakov commence le récit de la dernière période du conflit (1) - à partir de l'offensive aérienne du 17 janvier - par la constatation d'une des erreurs « fatales » de M. Saddam Hussein: jusqu'à la dernière minute, le dictateur ne pensait pas que la coalition irakienne allait déclencher des opérations militaires. Après avoir rappelé qu'il s'était employé, lors de ses deux précédents voyages en Irak (en octobre 1990), à le convaincre du contraire, M. Primakov cite le fait suivant: « Comme on me l'a raconté à Bagdad en février, Saddam Hussein, aussitôt informé (en décembre) de la proposition du président Bush d'échanger des visites entre les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de l'Irak (2), fit remarquer à son entourage: je vous l'avais bien dit que l'Union soviétique ne cherche qu'à nous effrayer en nous faisant croire que la guerre est inévitable. En fait, les événements suivent un autre scénario. »

Inclus dès le 17 janvier dans un « groupe de crises » constitué au Kremlin, M. Primakov révèle un premier effort de paix soviétique, resté inconnu à l'époque: M. Gorbatchev ordonne, le 19 janvier, que soit transmis à Bagdad le message suivant: « Si nous recevons à titre confidentiel l'assurance de l'Irak qu'il est prêt à retirer ses troupes du Koweït, nous nous adresserons aux Etats-Unis pour leur proposer un cessez-le-feu. » Washington, assure M. Primakov, fut informé de cette démarche, mais celle-ci resta sans effet car « Bagdad garda le silence pendant deux jours, puis donna une réponse négative, déclarant par le canal de sa radio que des propositions de ce genre « devaient être adressées au président Bush ».

Nouvelle tentative, plus connue, le 9 février, date à laquelle M. Gorbatchev fait une déclaration annonçant l'envoi de son émissaire à Bagdad. Une autre proposition consistait à faire venir M. Tarek Aziz à Moscou, mais le président soviétique l'avait écartée: « Nous n'avons pas de temps à perdre à des pourparlers indirects », avait-il dit. Il faut parler à Saddam Hussein directement. Voici donc M. Primakov parti pour un voyage rendu très compliqué par les bombardements alliés sur l'Irak: après un vol, via Téhéran, jusqu'à Bakhtar dans l'ouest de l'Iran, suivent quatre heures de route jusqu'à la frontière irakienne, puis un peu plus de deux heures jusqu'à Bagdad.

### « Il avait perdu 15 à 20 kilos... »

On roule vite, malgré la nuit qui tombe et diverses précautions pour éviter les raids aériens: les voitures du cortège s'allument leurs phares qu'à tour de rôle, et, arrivés dans les faubourgs de la capitale, on se disperse après avoir maudé de tous les carrossiers: c'est sous ce « camouflage » que se déplacent tous les membres de la direction irakienne, constate l'envoyé soviétique, qui se demande si cet artifice ne va pas le faire encore plus sûrement repérer.

Arrivé le 11 février, à 11 heures du soir, à l'hôtel Kaschid, il rencontre M. Tarek Aziz le lendemain en fin de matinée à la résidence de l'ambassadeur soviétique. Le ministre irakien se montre agressif. Il attaque si vivement la politique soviétique que M. Primakov doit lui faire remarquer qu'il n'a pas fait tout ce voyage « pour entendre tout ça ». On maintient tout de même la rencontre avec M. Saddam Hussein pour le soir même. Celle-ci a lieu non pas dans un lointain bunker, comme il s'y attendait, mais dans une maison d'hôtes du centre-ville, pas même dans la cave. M. Saddam Hussein y arrive avec toute la direction irakienne, enlève son manteau militaire, se débarrasse de son étui à revolver qu'il pose à terre: « C'est alors que je remarquai combien il avait maigri », note M. Primakov. Depuis son dernière rencontre (en octobre), il avait perdu 15 à 20 kilos. Mais son aspect extérieur était calme, assez sûr de lui.

La conversation ne devient intéressante qu'après les premières récriminations, et lorsque, à la demande du Soviétique, les deux hommes se retrouvent en tête-à-tête. Cette fois, Saddam Hussein ne parle plus du

Koweït comme de la « 19ème province » de l'Irak et pose une série de questions sur ce qui suivra un éventuel retrait. Va-t-on tirer « dans le dos » des soldats quittant l'émirat? Les bombardements seront-ils arrêtés et les sanctions levées? Il veut aussi savoir s'il est possible de changer le régime du Koweït. Pour finir, il assure qu'il lui faut consulter sa direction et demande à son hôte de rester à Bagdad. Pas question, répond celui-ci, qui a prévu de repartir vers l'Iran le lendemain, à 6 heures. Bien qu'il ne le dise pas dans son récit, il a probablement communiqué son itinéraire au Poutine et ne souhaite surtout pas en changer.

C'est donc à 2 heures du matin, mercredi 13 février, que parvient, à l'ambassade soviétique à Bagdad, la réponse à la demande soviétique de retrait. Mais cette réponse, telle que la résume M. Primakov, est dilatoire: « La direction irakienne étudie sérieusement les idées exposées par le représentant du président de l'URSS et y répondra à bref délai. On fait savoir en même temps que M. Tarek Aziz sera à Moscou le dimanche suivant. »

### « Des heures qui deviennent des jours »

Il reste encore quatre jours jusqu'à ce dimanche, et le seul élément nouveau sera, le vendredi 15, la déclaration de de l'Irak acceptant la résolution 660 des Nations Unies mais avec une série de conditions aussi strictes qu'insupportables par les alliés. Entre autres, Bagdad établit un lien entre son acceptation et l'annulation immédiate de toutes les autres résolutions (notamment celles portant sur l'embargo et les sanctions), ce qui signifie un retrait sans fin de la guerre et celui des Israéliens de la Palestine, etc. Recevant M. Tarek Aziz le lundi 18 février, M. Gorbatchev attire son attention sur les contradictions de ce texte, en particulier sur le fait que le mot « Koweït » n'y figure même pas.

Il n'y a pas encore à ce stade, du moins selon M. Primakov, de « plan de retrait ». La seule chose sur laquelle le président soviétique consent à s'engager est que l'on ne tire pas sur les soldats irakiens en retraite. Mais il fait savoir que l'évacuation doit commencer immédiatement et être achevée dans le délai le plus bref possible.

Le facteur temps devient en effet de plus en plus impérieux, mais Bagdad ne l'a toujours pas compris. M. Tarek Aziz veut bien admettre que tous les points énumérés dans la déclaration du 15 février sont « une sorte de programmes » plutôt que de véritables conditions d'un retrait. Mais il souligne qu'il doit « rendre compte à Saddam Hussein ».

Or le président irakien prend encore son temps. Alors que M. Aziz est resté chez lui le lundi 18 et qu'à Washington, le compte à rebours de l'offensive terrestre est largement commencé, à Moscou on se borne à mesurer, selon M. Primakov, « les heures alarmantes qui s'écoulent, et qui deviennent des jours, dans l'attente des nouvelles de Bagdad ».

Après quatre longues journées, M. Saddam Hussein déclare, jeudi 21 février, sur les ondes de Radio Bagdad, que son peuple et son armée « veulent continuer la lutte ». Tout en parlant vaguement de « retrait », il attaque vivement les coalisés (« Ils veulent que nous nous rendions, mais ils seront déçus ») et affirme que la « mère des batailles sera notre victoire et notre martyre ».

Pourtant, le Kremlin va créer la surprise dans la nuit qui suit en annonçant que l'Irak a décidé de se rallier à un plan soviétique en huit points. Venant de Téhéran, M. Tarek Aziz est arrivé quelques heures auparavant à Moscou. Il a été conduit directement de l'aéroport dans le bureau de M. Gorbatchev, qui a conféré avec lui pendant trois heures, avant de prolonger cette nuit blanche par une conversation téléphonique d'une heure trente avec M. Bush. Il est de toute manière trop tard, puisque le président américain va lancer le même jour son ultimatum et que l'offensive terrestre est déjà techniquement déclenchée. Mais le récit de ces ultimes négociations est tout de même éclairant.

M. Gorbatchev discute point par point ce qui va devenir ensuite un

« plan en six points ». On est encore très loin du compte: ainsi Tarek Aziz avance d'emblée, pour le retrait irakien du Koweït, un délai de « trois à quatre mois », ramené un peu plus tard à « six semaines au minimum ». Si l'on songe que Bagdad n'avait trois jours plus tard que ce retrait à été exécuté en un jour seulement, on mesure le caractère dérisoire de ce combat de la dernière heure.

C'est en tous cas quelque peu abusivement que le porte-parole soviétique, M. Vitali Ignatenko, qui s'adresse aux journalistes en pleine nuit, leur demande d'applaudir le succès de la diplomatie soviétique. Car en fait, rien n'est réglé. Ainsi, au cours des conversations qui reprennent le vendredi 22 dans la matinée à la résidence du ministère soviétique des affaires étrangères en présence de MM. Besmertnykh, Belonogov et Primakov, on discute une heure entière du délai de libération des prisonniers de la coalition. Face à l'insistance des Irakiens pour étaler sur six semaines leur retrait de l'émirat, les Soviétiques obtiennent seulement de raccourcir le délai de l'évacuation de Koweït-ville, fixé à quatre jours. M. Aziz, qui affirme ne pouvoir sortir du « mandat sévère » qui lui a été confié, continue d'exiger que les résolutions autres que la 660 soient annulées sans autre forme de procès.

Et encore cela ne suffit pas. Bien que, assure le ministre irakien, il « ne doute pas de la réponse positive » de Bagdad, il a besoin de l'approbation de « toute la direction irakienne et en premier lieu de Saddam Hussein ». Comme le téléphone ne fonctionne plus entre Bagdad et ses ambassades à l'étranger, il propose que M. Primakov et lui reviennent dans la capitale irakienne pour un nouvel entretien avec le dictateur.

### Liaisons soviétiques et chiffre irakien

Refus des soviétiques, qui imposent une variante encore moins conventionnelle: c'est par les liaisons soviétiques, mais en utilisant le chiffre irakien, que le plan en six points est transmis de Moscou à Bagdad, et c'est par le même canal qu'arrive dans la capitale soviétique, la nuit suivante, la réponse - positive mais confidentielle - de Saddam Hussein. Et ce n'est que le samedi 23 février, en milieu de journée, juste avant son départ de Moscou, que le chef de la diplomatie irakienne en fait part aux journalistes. Selon le plan soviétique, l'Irak admet sans condition la résolution 660, le retrait doit débuter au lendemain d'un « cessez-le-feu » et s'achever en 21 jours, délai après lequel toutes les résolutions de l'ONU deviendront caducues.

Le même mode de transmission sera utilisé après l'annonce - dimanche 24 février - du déclenchement de l'offensive terrestre, mais pour mieux accompagner la déroute à la fois militaire et diplomatique de l'Irak. Ainsi, dans la nuit du 25 au 26, M. Aziz vient en personne porter à l'ambassade soviétique à Bagdad un message de M. Saddam Hussein annonçant que le retrait du Koweït a déjà commencé, qu'il sera achevé « dans le plus bref délai » et que l'Irak « pose la question d'un cessez-le-feu ». Vingt-quatre heures plus tard, l'ambassadeur soviétique est chargé de transmettre au conseil de sécurité un message de M. Aziz déclarant que l'Irak accepte les résolutions 660, 672 et 674.

Encore quelques heures et ce seront toutes les autres résolutions qui seront acceptées en bloc. Mais le président Bush n'a déjà plus besoin de M. Saddam Hussein, à peine davantage de M. Gorbatchev.

FRANCIS CORNU et MICHEL TATU

(1) dans la Pravda du 2 mars.

(2) Il s'agissait de la rencontre de la dernière chance, proposée par M. Bush et qui finalement n'eut lieu, entre MM. Baker et Aziz, qu'en janvier, à Genève.



### Un dictateur soucieux de son image

M. Evgueni Primakov, qui connaît Saddam Hussein depuis la fin des années 60, a peut-être tenté de sauver la mise du dictateur, il ne le porte pas pour autant dans son cœur. A l'appui de traits déjà rapportés ici - « une dureté qui devient souvent cruauté, une propension à aller d'un seul coup, à n'importe quel prix, vers le but choisi, le tout lié à une dangereuse imprévisibilité » (le Monde du 1<sup>er</sup> mars) - il cite sans commentaire ce propos du leader kurde Moustapha Barzani, qui venait d'échapper à une grave attentat (un cheikh qui lui rendait visite en 1974 avait été « piégé » à son insu par une bombe placée dans ses affaires personnelles... et avait péri dans l'explosion): « C'est l'œuvre de Saddam ».

### « Un retrait serait pour moi suicidaire »

Le reste du récit de l'envoyé spécial de Mikhail Gorbatchev montre aussi un dictateur très soucieux de son « image », inquiet à l'idée d'avoir à se déjouer. Ainsi, son retrait sans gloire du Koweït n'en paraît que plus

amer au vu de cette confiance rapportée par M. Evgueni Primakov sur son entretien, fin octobre, avec ce dernier: « Vous comprenez, dit le dictateur, qu'après ma renonciation, le 15 août, à tous les résultats de huit ans de guerre avec l'Iran, le peuple irakien ne me pardonnera pas un retrait sans condition du Koweït. Et qu'en sera-t-il de notre accès à la mer? » Et d'ajouter: « Cela serait suicidaire pour moi ».

Pour les mêmes raisons, c'est d'abord devant son entourage que le satrape cherche à briller. En particulier lorsqu'il tient le langage de la fermeté, Saddam Hussein semblait, « s'adresser davantage à ses collègues irakiens qu'à moi-même », note M. Evgueni Primakov. Cependant, lesdits collègues, tous en uniformes, ne sont que des bédouins. Lorsque le dictateur feint de le convaincre qu'il y a parmi eux « des faucons et des colombes », le Soviétique résume ainsi les « nuances »: « La liberté de pensée consistait en ceci que certains des présents opinèrent du bonnet avec une véhémence particulière pour dire leur accord avec les propos

de Saddam Hussein. Les autres le faisaient avec moins d'enthousiasme, mais le faisaient tout de même. »

Pour le narrateur, il est également clair que l'on ne rapporte à un tel président que les bonnes nouvelles: « Les mauvaises, on pouvait les payer très cher... » Une de ces mauvaises nouvelles fut la résolution 678 de l'ONU autorisant l'emploi de la force contre l'Irak, à l'expiration d'un ultimatum, mais c'en fut une aussi pour M. Primakov. Celui-ci estimait qu'à l'état de « projet », ce texte pouvait être utile pour faire fléchir « Saddam Hussein », mais qu'une fois voté - ce fut fait fin novembre - il devenait « contreproductif ». Sans mentionner Edouard Chevardnadze, qui avait poussé à son adoption, le conseiller soviétique donne clairement à entendre qu'il paye son opposition d'une éclipse temporaire mais nette: « A cette époque, Tarek Aziz se rendit à Moscou, suivi du ministre saoudien des affaires étrangères. Bien qu'étant en Union soviétique, je ne rencontrai ni l'un ni l'autre... »

M. T.

POINT VIRGULE

Gertrude Stein  
Le monde est rond

Charles Bernier  
Pierre Rézenn  
Dictionnaire du français parlé

Les Idiomatiques

Mots d'Europe

Francis Cornu et Michel Tatu

James Melton  
Paroles d'esclaves

EDITIONS DU SEUIL

## LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La situation en Irak et la tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

## La presse de Bagdad reconnaît pour la première fois l'existence d'une rébellion dans le pays

Pour la première fois depuis le début de l'insurrection dans le sud et le nord de l'Irak, la presse de Bagdad a reconnu, mercredi 13 mars, l'existence d'une rébellion contre le président Saddam Hussein, en affirmant qu'elle était vouée à l'échec. « L'Irak n'est pas une proie facile pour les tenants du mal et de l'ambition », avertit le quotidien gouvernemental *Al-Jumhuriya* qui présente les mouvements d'opposition en lutte contre le régime comme « des traîtres et des agents dont les objectifs malveillants sont connus ».

Il ajoute que le gouvernement a survécu à de nombreuses tentatives de renversement qui « n'ont récolté que le désespoir ». Pour *Al-Kadissiyyeh*, l'organe du ministère de la défense, l'Irak fait face à « la conspiration la plus grave de son histoire contemporaine », et les Etats-Unis poursuivent « leur sale complot dans la lignée du colonialisme britannique ».

Selon la radio iranienne, plusieurs personnes auraient été tuées mercredi lors de manifestations antigouvernementales dans plusieurs

quartiers de la capitale irakienne. A Damas, un porte-parole du Front du Kurdistan a annoncé que les forces du président Saddam Hussein avaient fait exploser deux puits de pétrole mercredi à Kirkouk. « D'intenses batailles font rage en ce moment dans la ville de Kirkouk entre les forces gouvernementales et les combattants kurdes », a-t-il dit. Selon l'agence iranienne IRNA, les rebelles de l'Union patriotique du Kurdistan ont dit avoir abattu mercredi un hélicoptère militaire qui attaquait des habitants dans la province de Souleymanieh, tuant le pilote et le copilote.

## Bombes au napalm

A Paris, selon un communiqué du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les rebelles auraient pris d'assaut la prison Badouch de Mossoul, troisième ville d'Irak, et libéré tous les détenus. Un porte-parole a indiqué que le PDK avait pris la ville d'Akra, au nord de Mossoul,

et contrôlait 75 % du Kurdistan irakien. Un Irakien arrivé mardi soir en Iran a déclaré à l'IRNA que les rebelles tentaient de chasser les troupes loyalistes de la ville mais que des unités de la garde républicaine faisaient usage de bombes au napalm. L'agence écrit qu'une trentaine d'Irakiens brûlés au napalm sont arrivés mardi à Khorramchahr. Radio-Téhéran a cité des réfugiés du nord de l'Irak d'après lesquels beaucoup de villes changent de mains quotidiennement, au gré des affrontements. Les chars y pénétraient le jour après des mitrailleurs d'hélicoptères sur les zones tenues par les rebelles, mais des résistants attaquaient les chars la nuit et reprenaient le contrôle des lieux.

A Téhéran, l'ayatollah Ali Khamenei, chef spirituel de l'Iran, a déclaré que « seul l'Islam était à même de sauver le peuple d'Irak des malheurs qu'il connaît depuis si longtemps, sous la politique maléfique de ses dirigeants », affirmant que le fait d'ouvrir le feu sur des Irakiens était « haram » (interdit par l'Islam). — (AFP, Reuters)

## Les ambiguïtés de Washington

Les Etats-Unis reprochent-ils à Saddam Hussein d'utiliser des hélicoptères pour mater l'opposition au régime, ou simplement de faire voler ces appareils trop près des lignes américaines ? L'avertissement lancé mercredi 13 mars à l'Irak par le président Bush illustre en tout cas les ambiguïtés de l'attitude des Etats-Unis à l'égard d'un pays livré à la guerre civile et avec lequel les hostilités n'ont pas formellement cessé.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse donnée à Ottawa, mercredi 13 mars, M. Bush a fait part de « sa préoccupation concernant l'usage d'hélicoptères irakiens en violation de ce qui était convenu ». Le président américain, sans que l'on sache s'il déplore l'usage des hélicoptères pour mater la rébellion contre Saddam Hussein ou leur simple survol un peu trop rapproché des lignes alliées, n'a pas exprimé de menace précise. Il s'est borné à expliquer que cette question « devrait être résolue » avant tout cessez-le-feu permanent.

L'une des conditions auxquelles l'Irak est tenu de se plier depuis la « suspension des opérations offensives » concerne précisément l'emploi de ses hélicoptères et avions, qui ne doivent pas s'approcher à moins de 10 kilomètres de la ligne qui sépare ses forces de celles de la coalition. Si l'on prend l'avertissement de M. Bush au pied de la lettre, il signifie que l'Irak aurait enfreint cette règle en utilisant des hélicoptères pour attaquer les insurgés à proximité immédiate de la zone occupée par les troupes américaines.

Mais le président américain, tout en restant délibérément vague, semblait bien avoir autre chose en tête. N'a-t-il pas expliqué que « ces hélicoptères ne devaient pas être utilisés à des fins de combat à l'intérieur de l'Irak » — ce qui cette fois concernerait aussi bien le nord-est

que le centre ou le sud-est du pays ? Un peu plus tard, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, précisait que l'Irak devait « convaincre le monde que ses desseins, que ce soit à l'égard de la communauté internationale ou de sa propre population, ne sont pas militaires et agressifs ».

Quelques jours plus tôt, les Etats-Unis avaient, de manière beaucoup plus ferme, mis en garde les dirigeants irakiens contre l'utilisation d'armes chimiques pour venir à bout des populations rebelles. Mais, pour le reste, l'administration américaine en est restée à une attitude d'attente. Jour après jour, le Pentagone et le département d'Etat ont donné l'impression de compter les points avec une sorte de détachement.

## Desirs et craintes contradictoires

Le « message » implicite contenu dans les briefings a évolué en même temps que les événements sur le terrain. Après avoir confirmé, dans un premier temps, l'étendue des troubles, porte-parole officiels et responsables « anonymes » ont donné l'impression que l'insurrection était vouée à l'échec, avant de noter qu'elle semblait renaitre de ses cendres dès que les forces de répression avaient le dos tourné.

Mercredi, le département d'Etat a pour la première fois fait état de troubles à Bagdad, « probablement dans les quartiers chiites, dans la partie est de la ville ». Et le porte-parole, notant « l'étendue du mécontentement », estimait que l'issue des troubles était « encore impossible » à déterminer.

Est-ce parce que la révolte est décidément coriace, et que les témoignages sur les horreurs de la répression se font plus précis, que le président Bush a jugé nécessaire d'élever légèrement la voix ? Par la même occasion, M. Bush a mis en garde l'Iran contre toute velléité de s'approprier une quelconque portion du territoire irakien, tout en précisant aussitôt que rien ne lui permettait de croire que telle était l'intention de Téhéran.

L'attitude de Washington semble en tout cas le résultat de désirs et de craintes contradictoires. Pendant six semaines, l'aviation américaine a pilonné les infrastructures de l'Irak, contribuant à l'effondrement des services publics qui a semblé-t-il jouer une part importante dans la révolte, au même titre que les souffrances endurées par la population et l'humiliation d'une défaite écrasante. Parallèlement, le président Bush laissait entendre de manière de plus en plus explicite que l'un de ses objectifs majeurs était l'élimination de Saddam Hussein. (Il a d'ailleurs redit mercredi qu'il serait « impossible d'avoir des relations normalisées avec l'Irak tant que Saddam est là ».)

En même temps, les Etats-Unis ne souhaitent ni la désintégration de l'Irak, ni même un affaiblissement excessif du pays, source de nouveaux déséquilibres dans la région. « Ce qui me préoccupe, c'est l'instabilité », a d'ailleurs reconnu le président Bush lors de sa conférence de presse. Et les responsables américains considèrent avec la plus grande réticence ceux qui sont les opposants « naturels » de Saddam Hussein, qu'ils soient chiites ou kurdes, et d'une manière plus générale ils ont évité tout contact avec les représentants de l'opposition irakienne.

## Prolonger l'occupation du sud-est du pays

La seule solution satisfaisante pour les Etats-Unis, celle que M. Bush a plusieurs fois évoquée publiquement, semblerait être un coup d'Etat militaire à Bagdad. Mais, confrontés à une situation de guerre civile et de chaos, l'administration ne semble plus avoir de politique bien établie, sinon celle qui consiste à attendre.

Attendre signifie aussi prolonger l'occupation du sud-est de l'Irak : le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, a été très clair sur ce point, en déclarant mercredi que les troupes américaines resteraient sur leurs positions en Irak « jusqu'à ce que la situation soit mieux stabilisée ». Ce n'est qu'après avoir

mentionné cette nécessaire stabilisation que M. Cheney a évoqué les conditions mises en avant précédemment par l'administration avant d'envisager toute évacuation : s'assurer que « l'Irak va se plier à toutes les résolutions de l'ONU ». Pour le reste, les intentions de Washington restent indéterminées. Un brouillard comparable recouvre d'ailleurs son attitude à l'égard du Koweït, pays ami et reconnu, mais qui donne déjà du souci à son protecteur.

Au piétement des autorités légitimes dans les semaines qui ont suivi la libération s'ajoute désormais une préoccupation supplémentaire : les ex-cébes commis contre nombre de résidents étrangers — Palestiniens, Soudanais, ou autres — accusés, à titre individuel ou collectif, de collaboration avec les occupants irakiens. Le département d'Etat s'est longtemps réfugié derrière le manque d'informations confirmées ou de preuves tangibles, mais l'accumulation de témoignages réunis par la presse américaine sur les violences et les disparitions, rend cette position de plus en plus inconfortable.

JAN KRAUZE

Le ministre français de la défense en visite dans la région du Golfe. — Le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, effectuera vendredi 15 et samedi 16 mars sa première tournée dans le Golfe depuis la fin des combats. A l'issue d'une visite, jeudi 14 mars, à Rome et à Ankara, où il devait s'entretenir notamment avec ses homologues italien et turc de la situation au Proche-Orient, le ministre devait arriver, vendredi en milieu de journée, en Arabie saoudite. Il y inspectera à Rafah, à la frontière saoudo-irakienne, les troupes françaises qui s'étaient vu encourager avant le début de l'engagement terrestre. Samedi, M. Joxe se rendra d'abord au Koweït, puis repassera par Ryad, avant de se rendre à Doha, capitale du Qatar, pour une série d'entretiens avec ses homologues koweïtiens, saoudiens et qatari. Il regnera Paris dimanche. — (AFP)

## M. Baker et M. Assad ont eu sept heures d'entretien à Damas

Le président syrien Hafez El Assad et le secrétaire d'Etat américain James Baker avaient beaucoup de choses à se dire. Les entretiens qu'ils ont eus, mercredi 13 mars, à Damas, ont duré deux fois plus longtemps que prévu : sept heures.

Les Etats-Unis et la Syrie sont d'accord sur l'opportunité d'un règlement des problèmes du Proche-Orient dans le cadre des résolutions de l'ONU, mais ils ont toujours des différences d'interprétation sur le terrorisme, ont indiqué, jeudi à Damas, les chefs de la diplomatie des deux pays, James Baker et Farouk El Chahrah. « Il y a actuellement une occasion qu'il faut saisir afin de pouvoir réaliser quelques progrès au Proche-Orient », a déclaré M. Baker lors d'une conférence de presse avant son départ de Damas, au terme d'une visite de vingt-quatre heures. Il existe, selon lui, « une tentative sérieuse de la part du gouvernement syrien d'aller de l'avant dans un processus de paix actif au Proche-Orient ».

De son côté, le porte-parole de M. Assad, M. Joban Kariel, a déclaré que le président et le secrétaire d'Etat avaient réaffirmé la nécessité d'une paix « juste et globale » au Proche-Orient, fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoient la restitution des territoires arabes occupés par Israël.

Selon l'agence syrienne SANA, « la question des otages étrangers (retenus) au Liban et les efforts exercés en vue de leur libération ont également été évoqués » lors des entretiens. (M. Baker devait rencontrer jeudi à

Damas le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fares Bouze, avant de poursuivre sa tournée par Moscou). Confirmation a été donnée par M. Baker dans sa conférence de presse.

Au moment où le secrétaire d'Etat américain arrivait à Damas venant d'Israël, la Syrie annonçait son intention de demander à Washington de faire preuve d'une plus grande fermeté envers Jérusalem. Selon la presse (officielle) et les autorités syriennes, Damas devait exhorter les Etats-Unis à faire pression sur Israël afin qu'il accepte de se soumettre aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

« Les pays qui souhaitent véritablement aboutir à une paix juste doivent reconsidérer leur position et orienter leur diplomatie dans le sens d'une plus grande fermeté », écrit ainsi le journal gouvernemental *Sawra*, ajoutant : « Les déclarations et les souhaits ne sont pas suffisants pour contraindre Israël à se soumettre à la volonté internationale ; il doit y avoir des mesures concrètes, à commencer par le boycottage d'Israël et la menace d'exclure l'Etat hébreu des organisations internationales ».

Cependant, à Jérusalem, M. Shamir a estimé, au lendemain de ses entretiens avec M. Baker, que « la Syrie ne compte pas parmi les pays modérés : c'est un pays dangereux pour Israël ». « Le secrétaire d'Etat ne l'a pas inclus parmi les pays de la coalition anti-irakienne ayant une attitude plus positive à l'égard d'Israël. Elle forme une catégorie à part, et même les Américains comparent le président syrien Hafez El Assad à Saddam Hussein », a-t-il ajouté à la télévision israélienne. — (Reuters, AFP)

Pour avoir évoqué d'éventuelles « concessions » palestiniennes

## M. Bassam Abou Charif s'est attiré les foudres de l'OLP

Conseiller de M. Yasser Arafat, M. Bassam Abou Charif a soulevé un véritable tollé, mercredi 13 mars, et a dû faire marche arrière après qu'une télévision britannique eut assuré qu'il avait fait état d'une prochaine initiative palestinienne avec d'importants compromis. Démenti par l'OLP, il a annulé une conférence de presse qu'il devait tenir à Londres et a ensuite nié avoir évoqué d'éventuelles « concessions » territoriales à Israël. A Jérusalem, les déclarations de M. Bassam Abou Charif ont été traitées par le mépris et considérées comme sans intérêt.

## TUNIS

de notre correspondant

Est-ce son penchant à plastronner devant la presse ou — plus probablement — le zèle qu'il met à lancer des ballons d'essai pour le compte de M. Arafat ? Quoi qu'il en soit, M. Bassam Abou Charif tient depuis deux ans le devant de la scène médiatique palestinienne, quitte à recevoir quelques camouflets de la direction de l'OLP qui l'oblige alors à protester contre la « déformation » de ses propos.

Ce transfuge du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a l'art de dire tout et son contraire selon ses interlocuteurs, de plus souvent des envoyés spéciaux de la presse internationale. Ils ne repartent jamais bredouilles.

Après sept mois d'exil en Arabie saoudite

## L'émir Jaber devait regagner jeudi le Koweït

Le ministre koweïtien de l'information a annoncé, mercredi 13 mars, que l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al-Ahmed Al-Sabah, devait rentrer jeudi dans son pays, plus de deux semaines après la libération du Koweït après sept mois d'exil en Arabie saoudite.

L'émir, qui se trouvait dans la ville de Taïf, où la famille royale saoudienne a sa résidence d'été, devait revenir en avion et être accueilli à l'aéroport international de Koweït par des membres du

gouvernement et le corps diplomatique. S'il a été très critiqué pour ne pas être rentré plus tôt dans l'émirat, il semble que la principale raison tienne au problème du lieu de sa résidence à Koweït (son palais a été dévasté) et à celui d'une sécurité encore difficile à assurer. Cheikh Jaber ne devrait donc pas faire une entrée triomphale dans son pays libéré. Selon le ministre koweïtien de l'information, seule une réception à l'aéroport était prévue. — (AP)

## Célébration franco-américaine

Suite de la première page

Par souci de cohérence, on s'attendait à ce que l'idée d'une Conférence n'est pas définitivement contrariée, qu'il faudra bien, un jour ou l'autre, que des accords entre Israël et ses voisins, s'ils voient le jour.

## Au domaine de l'Acacou parmi les mangroves... FORT-DE-FRANCE

de notre envoyé spécial

Les présidents américain et français ont couronné de leur contrer brièvement : généralement un emménagement d'un observatoire d'une conférence de presse commune dans la région des Caraïbes. Ils s'étaient vu en décembre 1989 à Saint-Martin et en avril 1990 à Key-Largo (Florida). Depuis le début de la crise du Golfe, ils ne sont plus venus que seule fois à Paris, à l'occasion de la signature de la CSCE. Un novembre, même s'ils ont eu de nombreuses entretiens téléphoniques.

On a cherché, pour le moment, un lieu qui devienne l'histoire et les traditions de l'île. Les deux présidents ont choisi Key-Largo, un endroit qui a une histoire riche en mangroves, les mangroves et les vagues écologiques du golfe. M. Bush n'est pas venu pour la première fois de son voyage, mais pour le rhum martiniquais, par exemple, de la distillerie Chateau. L'émigration du même nom est l'un des plus beaux exemples d'émigration, traditionnellement martiniquaise, avec ses murs faits de terre de bois, ses fenêtres, sans verres, fermées par des volets en bois qui mènent à d'agréables chambres d'air. Les deux présidents pourront, s'ils le souhaitent, profiter au maximum de la beauté des mangroves, les mangroves et les vagues écologiques du golfe. M. Bush n'est pas venu pour la première fois de son voyage, mais pour le rhum martiniquais, par exemple, de la distillerie Chateau. L'émigration du même nom est l'un des plus beaux exemples d'émigration, traditionnellement martiniquaise, avec ses murs faits de terre de bois, ses fenêtres, sans verres, fermées par des volets en bois qui mènent à d'agréables chambres d'air. Les deux présidents pourront, s'ils le souhaitent, profiter au maximum de la beauté des mangroves, les mangroves et les vagues écologiques du golfe.

## MM. Raymond Seitz et Bruce Gelb nouveaux ambassadeurs des Etats-Unis à Londres et à Bruxelles

Le président George Bush a fait part, mercredi 13 mars, de son intention de nommer M. Raymond Seitz, actuel secrétaire d'Etat adjoint pour l'Europe et le Canada, au poste d'ambassadeur au Royaume-Uni, a annoncé la Maison Blanche.

M. Seitz remplacera M. Henry Catto, qui est nommé directeur de l'Agence des Etats-Unis pour l'information (USIA). A la tête de cette agence, qui administre les services d'information du gouvernement américain, M. Catto succédera à M. Bruce Gelb, qui a été nommé ambassadeur en Belgique.

M. Seitz (cinquante ans) est un diplomate de carrière : ayant occupé de nombreux postes américains à l'étranger (numéro deux à Londres de 1984 à 1989) que dans l'administration centrale.

Agé de soixante ans, M. Catto a été porte-parole du secrétaire à la Défense de 1981 à 1983, représentant américain à l'ONU à Genève en 1976-77, ambassadeur au Salvador de 1971 à 1973.

M. Gelb, avant d'être nommé à la tête de l'USIA en 1989, avait assumé uniquement des responsabilités dans des firmes privées. — (AFP)

PLUS VITE, MOINS CHER!  
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite!

3615 NEUBAUER votre occasion + un grand jeu!

Les offres exclusives gratuites NEUBAUER:

- 205 V.I.P. Cuir/Bois
- ou latéral cuir sur la PEUGEOT de votre choix
- ou Contrat Service de 4 ans ou 80 000 km
- ou votre Peugeot super équipée (alarme, toit ouvrant et poste de radio)

\* sur présentation de cette annonce jusqu'au 15 mars 1991 : ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎ 47.66.02.44  
10, rue Curatonsky 75017 PARIS ☎ 42.70.67.60  
179, bd. Hausmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34  
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68  
29, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE  
LE « MONTESQUIEU ANGLAIS », TEXTE INTÉGRAL, traduit, commenté, traduit par André Privat, docteur de lettres, licencié de l'Académie, l'Europe de More : monarchie, corruption, inflation, guerre, la faiblesse, l'instabilité, l'utopie : les fautes, l'urbanisme, l'économie, le droit, le respect, l'humanité, la religion, la morale internationale : l'éducation.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'ALLOUARDIAN  
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Hofman, gravures, Couteau reliure de porcelaine, Notes, Tables, Lexique, Index, 780 pages.

LE LIVRE À OFFRIE : 250 F. francs.  
Béguin Paris et chez l'auteur, rue de la République, 10, Paris 11. Par poste, commandes par CCP. A. Privat 1402.01 2 Lignes ou par chèque ou eurocheque BNP en francs français à l'ordre de A. Privat, 10, rue de la République F. 93110 LA MADELERNE. Livré par retour, emballage à tout épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.

Tél. : 20.45.25.16. Diffusé sur demande.

سكزا من لاجل



## DIPLOMATIE

Les rencontres d'après-guerre entre responsables alliés

### Célébration de l'entente franco-américaine

Suite de la première page

Par souci de cohérence, on s'efforce aujourd'hui à Paris d'expliquer que l'idée d'une Conférence n'est pas définitivement enterrée, qu'il faudra bien, un jour ou l'autre, que des accords entre Israël et ses voisins, s'ils voient le jour,

soient sanctionnés et garantis par la communauté internationale.

Il n'empêche, la démarche de M. Baker - le dialogue direct d'abord, la bénédiction internationale ensuite - est inverse de celle que prônait Paris il y a quelques semaines encore. La France a bel et bien, et c'est heureux, changé son fusil d'épaule. Le dernier discours du président américain, dans lequel il parlait d'échanger « les territoires contre la paix » et faisait, pour la première fois, référence à deux résolutions de l'ONU sur le sujet, l'y aura grandement aidé.

On peut maintenant affirmer qu'aucune administration américaine n'a jamais été aussi déterminée à résoudre cette question et que le même objectif est désormais partagé par Washington et Paris.

Le reste, affirmait lundi M. Védrine, n'est qu'une question de méthodologie accessoire. Paris aura pourtant laissé entendre pendant très longtemps que sa « différence » portait sur davantage qu'une question de méthode, ceci alors même que les « bonnes inten-

tions » de M. George Bush au Proche-Orient étaient déjà perceptibles. La nouveauté que va sceller jeudi la rencontre de la Martinique, c'est le renoncement au dogme selon lequel la France n'existait au plan international que prenant systématiquement ses distances d'avec Washington.

Peut-être M. Roland Dumas avait-il cela en tête lorsqu'il brocardait, dans nos colonnes, les « illusions » gaullistes. Le président de la République est, en tout cas, manifestement résolu à lever ce tabou de la diplomatie française qu'il avait lui-même parfois très activement contribué à entretenir et qui s'est révélé, dans les circonstances récentes, plus encombrant qu'utile.

C'est un aboutissement de la pédagogie par laquelle, tout au long de la crise du Golfe, M. Mitterrand a progressivement libéré l'opinion publique de ses a priori anti-américains. C'est aussi un assainissement des relations franco-américaines nécessaires, si l'on veut que s'instaure un véritable partenariat et non l'hégémonie que certains redoutent tant.

D'autres dossiers, un peu mis en sommeil, vont être revus dans les mois qui viennent, celui de l'OTAN et de la place des Européens en son sein, notamment. Ils

seront dans des conditions d'autant meilleures que la méfiance réciproque ne sera plus l'ingrédient des relations transatlantiques.

C'est une démonstration de bonne entente que MM. Bush et Mitterrand s'appellent donc à faire jeudi à Fort-de-France. Elle n'exclut pas que l'un et l'autre aient particulièrement à cœur tel ou tel aspect de l'après-guerre du Golfe. M. Mitterrand insistera sans doute sur le Liban, M. Bush sur la Turquie, par exemple.

On verra si, pour faire cette démonstration, le président français est amené à en rabattre sur d'autres points qu'il inscrivait hier dans ses priorités. M. Védrine déclarait lundi, à propos du contrôle des ventes d'armes présentées récemment comme l'une de ces priorités françaises : « On n'a pas l'impression que tous les pays soient prêts à s'imposer une discipline nouvelle » ; il disait, à propos de l'idée d'une réunion au sommet des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU : « Notre proposition est très ouverte quant au moment et à l'ordre du jour ». Simple prudence pour ne pas prêter de conversations de jeudi ou bien profil bas ?

CLAIRE TRÉAN

### M. Bush se dit attaché à « l'unité et l'intégrité du Canada »

En choisissant de commencer, mercredi 13 mars, sa tournée de consultations de l'après-guerre par Ottawa, le président George Bush a montré qu'il n'était pas avare d'attentions délicates vis-à-vis de ses alliés les plus fidèles, surtout quand ces derniers ont besoin de quelques égards pour des raisons de politique intérieure.

MONTREAL

de notre correspondant

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, dont la cote de popularité s'est réduite à la portion congrue (15 % de favorables), a montré tout au long de la journée du 13 mars une joie qu'on ne lui connaissait plus depuis longtemps. Le président américain, dont la première visite dans sa tournée d'après-guerre a été pour Ottawa, l'a en effet remercié, en y mettant l'emphasis nécessaire, pour la contribution du Canada à la coalition internationale victorieuse de l'Irak : le gouvernement conservateur canadien a en effet décidé de participer à la guerre, faisant de son mieux avec ses moyens militaires très modestes, alors que les

partis d'opposition et une bonne moitié des Canadiens s'y opposaient.

Traité sur les pluies acides

M. Mulroney n'a pas davantage dissimulé sa grande satisfaction lors de la signature, attendue par le Canada depuis près de dix ans, d'un traité bilatéral sur la lutte contre la pollution causée par les pluies acides. La création d'un comité de surveillance de la qualité de l'air et de la « mise sur pied » d'un processus de règlement des différends, ont rassuré les Canadiens sur le sérieux de leur partenaire, dont les usines et centrales thermiques, ont, par leurs rejets toxiques, gravement endommagé l'écosystème des forêts et des lacs du Canada.

Le chef du gouvernement canadien a également avoué le plaisir qu'il avait eu à entendre M. Bush lui confier, au cours de leurs entretiens, qu'il « tenait absolument à l'unité et à l'intégrité du Canada », à un moment où le Québec menace de déclarer sa souveraineté politique à brève échéance s'il n'obtient pas d'Ottawa plus de pouvoirs exclusifs. Aux questions insistantes des journalistes, le président amé-

ricain s'est toutefois contenté de répondre que les Etats-Unis « étaient très heureux avec un Canada uni, allié et ami solide » et qu'il fallait se poser des questions sur l'« inconnu » que constituerait l'indépendance du Québec. C'était peut-être un peu moins ce que M. Mulroney attendait, mais c'était déjà beaucoup, le jour même où une importante firme financière canadienne annonçait que la cote de crédit public du Québec avait été mise « sous surveillance », en raison des incertitudes pesant sur l'avenir de la province francophone.

Enfin les deux chefs de gouvernement se sont accordés pour critiquer M. Arafat, qui a « déçu » M. Bush et perdu de sa « crédibilité » en soutenant le président Saddam Hussein avec « beaucoup trop de zèle ». A la veille de son voyage en Martinique, le président américain s'est déclaré « intéressé » par les avis et commentaires que M. Mitterrand aura sur l'attitude de l'OLP. « J'ai beaucoup de respect pour la connaissance du Moyen-Orient du président Mitterrand », a-t-il ajouté.

MARTINE JACOT

## AMÉRIQUES

EL SALVADOR : après les résultats des élections législatives et municipales

### Les progrès enregistrés par la gauche rendent un cessez-le-feu possible

La Convergence démocratique (union de la gauche non communiste) a organisé, mercredi 13 mars, une manifestation dans les rues de San-Salvador pour dénoncer la manipulation des résultats des élections législatives et municipales de dimanche au profit du parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, droite), et de son allié, le Parti de conciliation nationale (PCN). La veille, le principal dirigeant de la gauche, M. Ruben Zamora, avait demandé aux observateurs internationaux de rester quelques jours de plus dans le pays pour empêcher la « fraude technique », en particulier la falsification des procès-verbaux.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Selon M. Zamora, l'ARENA chercherait ainsi à consolider sa majorité à l'Assemblée législative et à empêcher la Convergence démocratique de devenir la troisième force politique, car cela lui donnerait accès à certaines institutions importantes, comme le Conseil électoral. Or, c'est précisément cet organisme qui est chargé d'organiser les élections et de décompter les voix. « Tout indique que la fraude a été organisée avant les élections », affirme M. Zamora en montrant une cinquantaine de bulletins de vote en faveur de la Convergence démocratique découverts dans une poubelle de la banlieue de San-Salvador. Le manque d'autobus le jour du scrutin était planifié, de même que le déplacement de dernière minute de certains bureaux de vote et la confusion dans les listes électorales. Nous avons également constaté des différences importantes entre les résultats annoncés officiellement et ceux qui figurent sur les copies des procès-verbaux.

Les observateurs internationaux critiqués

Après s'être félicité du travail réalisé par les centaines d'observateurs internationaux, y compris une délégation de parlementaires français, la gauche regrette aujourd'hui les déclarations « un peu précipitées » de certains organismes, en particulier l'Organisation des Etats américains, qui s'est bornée à constater que « les anomalies logistiques avaient eu un impact limité ». « La qualité du travail des observateurs laisse à désirer », affirme M. Zamora, car ils sont essentiellement venus ici pour vérifier les progrès de la démocratie et, par conséquent, le bien-fondé de la politique des Etats-Unis à l'égard

du Salvador. L'opposition se dit également préoccupée devant la lenteur du Conseil électoral, qui n'a donné pour l'instant que des résultats très partiels et a demandé aux Salvadoriens de faire preuve de « patience ». Selon les projections des principaux partis, l'ARENA aurait remporté quarante-deux sièges sur quarante-quatre, la démocratie-chrétienne aurait entre vingt-six et vingt-huit députés et la Convergence démocratique entre sept et neuf sièges. Le PCN, qui fut jusqu'en 1979 le parti des militaires au pouvoir, aurait cinq sièges et l'Union démocratique nationaliste (UDN, communiste) un député.

Malgré tout, la gauche et la démocratie-chrétienne sont plutôt satisfaites de leur performance. Elles envisagent déjà de conclure des alliances au sein de l'Assemblée législative pour obliger le gouvernement à réaliser une réforme constitutionnelle et à réviser sa politique économique néo-libérale, et pour obtenir une participation plus active aux négociations de paix avec le Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) sous les auspices des Nations unies.

La surprise des insurgés

Sur ce dernier point, tous les secteurs politiques s'attendent à une « accélération » du processus qui pourrait déboucher sur un cessez-le-feu « avant le mois d'octobre », même si le FMLN a entrepris depuis quelques jours de récupérer certaines positions militaires qu'il avait dû abandonner sous la pression de l'armée. Après avoir dénoncé les élections, la guérilla reconnaît aujourd'hui que « le peuple a conquis un espace politique au détriment du militarisme et pourra utiliser la présence de la gauche au Parlement pour créer des conditions juridiques plus favorables aux luttes populaires ».

Les rebelles ont été surpris par les résultats du scrutin, mais évitent de crier victoire afin de ne pas donner des arguments à ceux qui n'ont cessé d'affirmer que la Convergence démocratique est le « bras politique du FMLN ». Selon un dirigeant politique proche des insurgés, ces derniers ne s'attendaient pas que la Convergence démocratique et l'UDN obtiennent plus de 10 % des suffrages exprimés (au total, la gauche aurait au moins 15 % des voix). « Les commandants », affirme-t-il, bondissaient de joie, dimanche soir, quand ils m'ont téléphoné pour vérifier l'exactitude des informations annonçant que la gauche était devenue la troisième force électorale du pays. La réduction de nos résultats par la fraude pourrait donc les inciter à accuser la pression militaire, alors que nous n'avons jamais été aussi proches de la paix.

BERTRAND DE LA GRANGE

### MM. Raymond Seitz et Bruce Gelb nouveaux ambassadeurs des Etats-Unis à Londres et à Bruxelles

Le président George Bush a fait part, mercredi 13 mars, de son intention de nommer M. Raymond Seitz, actuel secrétaire d'Etat adjoint pour l'Europe et le Canada, au poste d'ambassadeur au Royaume-Uni, a annoncé la Maison Blanche.

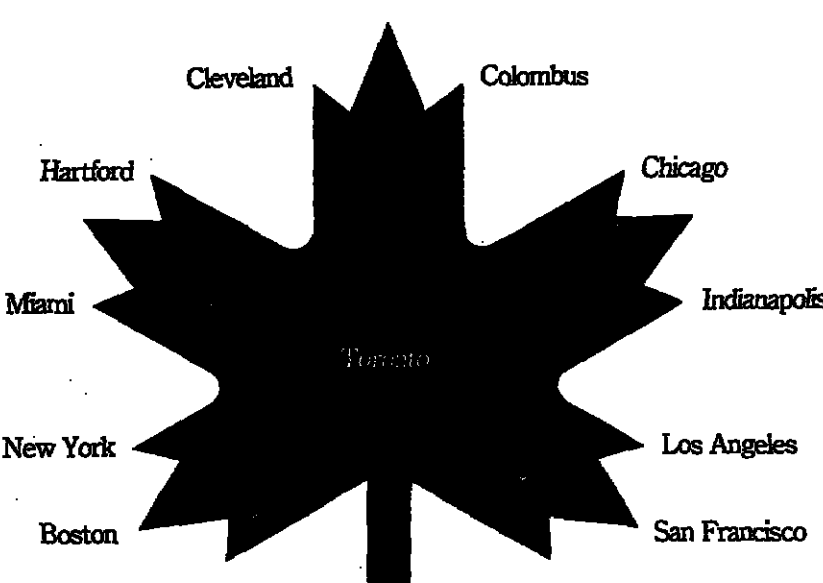
M. Seitz remplacera M. Henry Catto, qui est nommé directeur de l'Agence des Etats-Unis pour l'information (USIA). A la tête de cette agence, qui administre les services d'information du gouvernement américain, M. Catto succèdera à M. Bruce Gelb, qui a été nommé ambassadeur en Belgique.

M. Seitz (cinquante ans) est un diplomate de carrière ayant occupé de nombreux postes aussi bien à l'étranger (numéro deux à Londres de 1984 à 1989) que dans l'administration centrale.

Agé de soixante ans, M. Catto a été porte-parole du secrétariat à la défense de 1981 à 1983, représentant américain à l'ONU à Genève en 1976-77, ambassadeur au Salvador de 1971 à 1973.

M. Gelb, avant d'être nommé à la tête de l'USIA en 1989, avait assumé uniquement des responsabilités dans des firmes privées. — (AFP)

Vous ne pouvez plus ignorer que Toronto est le nouveau centre des Etats-Unis !



Il fallait y penser ! Passer par Toronto au lieu de s'obstiner sur New York. Nous assurons un vol direct pour Toronto plusieurs fois par semaine. Réalisez que vous aller vous retrouver aux portes de l'Amérique, et tout en restant dans le Terminal Air Canada,

franchir très rapidement les douanes pour le Canada et les USA. Quand d'autres piétineront à New York, vous aurez déjà redécouvert en direction des plus grandes villes des Etats-Unis en savourant tranquillement le plaisir d'un service chaleureux et efficace, spécialement conçu

pour assurer un confort maximum aux hommes d'affaires. Les Etats-Unis via Toronto : une bonne inspiration.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS







## EUROPE

### ROUMANIE

## La difficile moralisation du commerce

Aujourd'hui, on trouve tout dans les magasins de Bucarest, à condition de payer en dollars. Les autorités tentent de réagir

#### BUCAREST

de notre correspondant

Du citron au télécopieur japonais dernier cri, on trouve tout, ou presque, dans la capitale roumaine. De nouvelles boutiques, aux vitrines agaçantes et bien éclairées, offrent des marchandises encore introuvables il y a quelques mois ; elles ont envahi les rues de Bucarest, qui n'étaient parsemées naguère que de magasins d'Etat, vides, poussiéreux et sombres. Chaque jour s'ouvre dans la capitale au moins un de ces nouveaux commerces « capitalistes » ou « semi-capitalistes » (avec une part de capital d'une société d'Etat), où les prix s'affichent très souvent en dollars. Soixante ont éclo en décembre, trente en janvier. Selon la mairie, ils sont plus de mille au total aujourd'hui.

Tout ce qu'il était pratiquement impossible d'acheter, même contre une petite fortune, devient disponible : un rasoir jetable (17 francs le paquet de dix), du savon, un téléphone-répondeur (900 francs), des cigarettes américaines (5 francs le paquet), des chaussures italiennes, une télévision coréenne (à partir de 1 500 francs), un jean (150 francs), des piles, du jus d'orange (5 francs le litre) ou même une voiture japonaise (à partir de 50 000 francs). Mais le plus modeste de ces articles d'importation, vendu quelques centaines de lei ou quelques dollars, est théoriquement inaccessible au salarié roumain (sans revenu occulte), qui gagne en moyenne un peu plus de 3 000 lei par mois. Soit environ 75 francs, au cours du marché libre des devises, récemment créé.

« Je ne peux acheter ce que je veux, mais avant je n'étais payé que 2 500 lei tandis qu'aujourd'hui j'en gagne 6 000, alors évidemment j'ai davantage envie de travailler », explique une vendeuse heureuse d'avoir du chauffage, même si, révolution libérale oblige, elle doit aussi ouvrir le samedi.

Ces magasins champignons, dont la plupart vendent de l'alcool et des cigarettes, ne font pas que des heureux. Des députés se sont indignés et le premier ministre a jugé intolérable que les ventes ne se fassent pas dans la monnaie nationale. La prochaine convertibilité du lei devrait mettre un terme au scandale. Le syndicat des employés du commerce d'Etat n'est pas content non plus. Il a organisé deux grèves pour défendre les magasins d'Etat, au nom du « service rendu à la population », mais surtout des intérêts de ses membres qui pouvaient joliment arrondir leur salaire en négociant, sous le comptoir, ce que l'on ne trouvait jamais en rayon.

#### « Représentants » de la police

La rumeur veut aussi que ces nouveaux magasins aient été ouverts par des anciens de la Securitate (la police politique) ou de l'« aristocratie rouge », reconvertis et supposés être les seuls à disposer des relations et des fonds nécessaires pour se lancer dans les affaires. « Il est possible que ceux qui sont derrière ces affaires soient des anciens agents de la Securitate », admet M. Laurentiu Stoica, chargé des espaces commerciaux à la mairie de Bucarest, mais je crois plutôt que ce sont plusieurs personnes ordinaires, qui avaient un peu d'argent et qui se sont associées. » En fait, dans bien des cas, les « nomenklaturistes » se sont très naturellement glissés dans les

costumes de commerçants privés. « Sans m'associer avec des entreprises d'Etat - et leurs dirigeants - auxquelles je dois donner une bonne partie des bénéfices, je n'aurais pu ouvrir un magasin, car ce sont eux qui possèdent tous les emplacements commerciaux », explique un homme d'affaires étranger.

La nomenklatura s'est ainsi assuré des places rémunérées - officiellement et officieusement - aux conseils d'administration des sociétés exploitantes, où l'on peut même trouver, selon la mairie, des « représentants » de la police ou du parquet. La location « aux enchères », qui avantage ceux qui se sont associés avec les anciennes structures, ne devrait pas changer grand-chose, même si elle évite les accusations de corruption. Lors de ces premières enchères, organisées lundi 11 mars par la mairie de Bucarest, dix magasins d'Etat ont été loués à des sociétés privées ou mixtes. L'attribution s'est faite selon un complexe système de points, où l'offre financière n'était pas le facteur principal, mais où une association avec la direction de l'ancien magasin apportait un avantage déterminant.

#### « Du pain pétri à la française »

La plupart de ces commerces sont des sociétés mixtes, avec du capital privé étranger et du capital de sociétés d'Etat en cours de privatisation. Alors que les Roumains se spécialisent plutôt dans le service ou l'alimentation (cent cinquante cafés ou snack-bars à capitaux 100 % roumains se sont ouverts à Bucarest), la distribution des produits importés passe souvent par l'association avec des étrangers, auxquels on ne demande pas l'origine de l'argent investi. Les commerçants du Proche-Orient, turcs, syriens et libanais, sont venus en nombre. Avec leurs bénéfices, ils achètent des produits roumains qu'ils arrivent à revendre dans leur pays.

« Si c'était à refaire, je ne le referais pas », assure M. Georges Lefranc, un des rares Français qui ait ouvert à Bucarest deux magasins où il vend de la lingerie féminine française et des parfums. Mais M. Lefranc ne peut pas répondre sa mise. Les produits roumains sont, selon lui, invendables sur le marché français. « Beaucoup de Roumains n'ont pas de devises, il faut vendre en lei. Et que faire avec des lei ? » Pour « s'en sortir », il commercialise des invendus, des fins de série. Une société italienne a fait scandale en vendant des produits alimentaires légèrement périmés. Peu nombreux à ouvrir boutique, les Français s'offrent cependant le plus grand des succès. Derrière la place Unirii, dès 7 heures du matin, une foule de plus de deux cents personnes, au bord de l'émeute, attend, par un froid glacial, l'ouverture de « Panino ». Simplement pour y acheter du pain - à un prix non subventionné, double de celui des magasins d'Etat - mais un pain pétri « à la française ». « Nous vendons tout, près de douze mille pains par jour », explique M. Nicolae Stan, directeur technique de Panino, une société formée, à égalité, de capitaux privés français et de ceux de trois sociétés d'Etat roumaines. Six autres boulangeries identiques devraient bientôt ouvrir dans la capitale. Apparemment avec moins de difficultés que pour la première. Le premier ministre n'avait-il pas dû intervenir personnellement pour faire sauter tous les verrous administratifs ?

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68  
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

### IMMEUBLE à ISSY-les-MOULINEAUX

(92) - 31, boulevard Garibaldi de 4/5 pièces  
compr. un LOCAL COMMERCIAL et un APPARTEMENT

Mise à prix : 300 000 F

S'adresser pour tous renseignements : 1° au cabinet de M<sup>re</sup> DENNERY-HALPHEN, avocate, 12, rue de Paris, 92100 BOULOGNE ; 2° à la SCP Jacques SCHMIDT, société d'avocats, PARIS-17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram. Tél. : 47-63-29-24. Et au greffe du Tribunal de grande instance de NANTERRE.

## Jameson Irish Whiskey.



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.  
A consommer avec modération.

## POLITIQUE

En vue de sa convention des 6 et 7 avril

## Le PS tente d'apurer le contentieux de la guerre

Le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté à l'unanimité, mercredi 13 mars, un « texte préparatoire » à la convention nationale des 6 et 7 avril, texte dont l'objet est d'apurer le contentieux né des appréciations contradictoires qui s'étaient exprimées au sein du parti pendant la crise du Golfe. Cependant, jeudi matin, les responsables du courant Socialisme et République ont désavoué, avec l'aval de M. Chevènement, le vote émis la veille par leurs représentants au bureau exécutif.

« Unité » et « clarté », les deux objectifs que M. Pierre Mauroy s'était assignés dans sa lettre aux militants, au début de ce mois, sont bien mentionnés en tête du texte qu'ont adopté, mercredi, les membres du bureau exécutif, mais la lecture du document donne à penser qu'ils n'ont été atteints qu'à un degré très relatif. Certes, l'unité est apparente, puisque tout le bureau exécutif, sans aucune abstention ni refus de vote, a approuvé cette longue déclaration, fruit de laborieuses discussions, mardi et mercredi, au niveau de la « coordination » du parti, instance qui réunit les représentants des cinq courants associés à la direction. L'unité réelle reste, cependant, à démontrer.

Quant à la clarté, si l'approbation du texte par les représentants du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement

ment représente incontestablement, de leur part, une évolution, elle leur a été facilitée par le fait qu'ils détenaient, d'une certaine manière, la clé de la convention. Dès lors que l'ancien ministre de la défense et ses amis avaient décidé, le 10 mars, de rester unis au sein du parti et dans la « synthèse », toute tentative d'un autre courant pour les pousser dans leurs retranchements serait apparue comme une manœuvre visant à remettre en cause les équilibres au sein de la direction et aurait été contrée par les courants rivaux. Confirmation en a été donnée, mercredi, au bureau exécutif, par l'hostilité générale que s'est attirée le représentant des populistes lorsqu'il a proposé un amendement tendant à « durcir » le texte à l'encontre des adversaires de la guerre.

## La réforme du scrutin régional

Les rumeurs de la semaine ont été amusées, à provoquer M. Pierre Guillard, principal représentant de Socialisme et République à la direction du PS, en proposant d'écrire : « Les faits ont tranché » (entre ceux qui avaient soutenu la politique du président de la République et ceux qui l'avaient contestée), plutôt que de se borner à constater : « Les faits sont là ». Ils sont revenus à la charge devant le bureau, mais M. Guillard n'a eu aucune peine à écarter cette pique. Tout est donc clair : « Les faits sont là », et, selon la formule d'un rorcardien, Socialisme et République ne mange que la moitié de son chapeau. La semaine prochaine, le

bureau exécutif devra se pencher sur le sort des onze parlementaires qui s'étaient montrés indiscrets lors du vote, le 16 janvier, sur la déclaration du gouvernement relative à l'ouverture des hostilités dans le Golfe. Pour ceux d'entre eux qui sont considérés comme ayant tenu compte de la sanction qui leur avait été appliquée — la suspension de délégation — elle sera levée à la fin de la session parlementaire du printemps.

Pour les autres, elle sera maintenue jusqu'au prochain congrès, prévu pour le printemps ou le début de l'été 1992. Sont dans ce cas MM. Roland Carraz, député de la Côte-d'Or (Socialisme et République), ainsi que les deux animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, respectivement député et sénateur de l'Essonne. S'y ajoute M. Max Gallo, député européen, membre de Socialisme et République.

Tandis que les fabulistes montrent, une fois encore, tout l'intérêt qu'ils accordent aux activités du PS en organisant leur propre « université de printemps », à la fin de cette semaine, à Grand-Quevilly, leur hostilité à la réforme du mode de scrutin régional semble s'être résorbée. Pour plus de sûreté, cependant, M. Pierre Mauroy a obtenu du président de la République que cette réforme fasse l'objet d'un projet de loi du gouvernement, et non d'une proposition du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dont le président, M. Jean-Auroux, fabuliste, manquait notoirement d'enthousiasme.

PATRICK JARREAU

Les élections territoriales en Polynésie française

## M. Flosse espère prendre sa revanche sur M. Léontieff

Les électeurs de la Polynésie française voteront, dimanche 17 mars, pour renouveler les quarante et un sièges de l'assemblée territoriale présidée actuellement par M. Jean Juventin, ancien député, maire de Papeete, qui fait équipe avec le président du gouvernement local, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit, tous deux soutenant la politique du gouvernement de M. Michel Rocard. Le mode de scrutin en vigueur pour ces élections est celui des élections régionales, c'est-à-dire la proportionnelle au scrutin de liste sans panachage.

## PAPEETE

de notre correspondant

Vainqueur des élections de 1986, M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique-Sud dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, de 1986 à 1988, maire de Papeete, ancien député RPR et chef de file du Tahoraia Huiraatira (Rassemblement pour le peuple), a déployé de grands moyens dans l'espoir de prendre sa revanche sur M. Léontieff qui avait provoqué son renversement en lui retirant son soutien à la suite de l'échec du 23 octobre 1987 à Papeete. Bénéficiaire de deux mandats après avoir été inculpé d'ingérence à la suite de plusieurs accusations formulées par ses adversaires politiques, M. Flosse, qui est dans l'attente d'une troisième décision judiciaire, mise également sur l'effite-

ment des positions de MM. Juventin et Léontieff, dont la majorité a connu quelques défections au cours des mois passés.

C'est le cas notamment de l'autre député non inscrit du territoire, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, qui a retiré sa délégation de vote au groupe socialiste de l'Assemblée nationale, en novembre dernier, après avoir accusé le gouvernement central de pratiquer vis-à-vis de la Polynésie une « politique discriminatoire » d'autant plus « dangereuse » que le territoire lui paraissait en état de « banqueroute ».

Sollicité à la fois par M. Flosse et par ses anciens alliés, M. Vernaudon, président du Aia Api (Norvège

MICHEL YIENGKOW

## L'élection municipale de Biarritz

## L'état-major du RPR se mobilise pour M. Marie

Jusqu'au jeudi 14 mars, l'état-major du RPR ne s'était pas occupé publiquement de l'élection municipale partielle de Biarritz, qui verra s'affronter au second tour, le 17 mars, une liste « libérale », conduite par M. Bernard Marie (RPR), maire sortant, et une liste composite (UDF, ex-PS, Abertzale et régionalistes, Verts) dirigée par M. Didier Borotra (UDF-CDS), premier adjoint sortant (le Monde du 13 mars). Ce n'est plus le cas.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, devait venir sur place pour une réunion de soutien à M. Marie, jeudi soir, en compagnie

O. B.

## Le projet de statut de l'île

## La majorité sénatoriale rejette la notion de « peuple corse »

La commission des lois du Sénat a commencé, mercredi 13 mars, l'examen du projet de loi relatif au statut de la Corse, adopté en novembre dernier par l'Assemblée nationale en première lecture. La majorité sénatoriale a profondément modifié le texte, en supprimant notamment la notion de « peuple corse » figurant à l'article premier. Ce projet figure à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement, qui s'ouvre le 19 mars.

Les sénateurs débattent donc du projet de loi sur la Corse. Le président de la commission des lois, M. Jacques Larché (Rég. et Ind., Seine-et-Marne), qui est aussi le rapporteur du texte, a rejeté, mercredi 13 mars, le principe du dépôt d'une question préalable — selon laquelle il n'y aurait pas eu lieu à débattre — sur ce projet. Cependant, M. Larché et la majorité sénatoriale entendent bien modifier profondément la version du texte issue de la première lecture à l'Assemblée nationale.

Soulignant dans son rapport le « caractère grave » dans lequel allait s'ouvrir le débat, M. Larché estime que ce projet « n'apporte pas de solution, car ce n'est pas en accentuant la différence de la Corse que l'on peut résoudre les problèmes ». Le rapporteur a renouvelé son opposition à la notion de « peuple corse », laquelle, indique-t-il, « ne

PASCALE ROBERT-DIARD

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 13 mars, au palais de l'Élysée.

## Saisine pour avis de la Cour de cassation

Le ministre délégué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation. Cette procédure a pour objet d'assurer plus rapidement l'unité de la jurisprudence en permettant aux juridictions de l'ordre judiciaire de solliciter l'avis de la Cour de cassation lorsqu'elles sont confrontées, dans un domaine autre que pénal, à une question de droit nouvelle, présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges. Sans s'imposer en droit aux juridictions qui l'auront demandé, l'avis de la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire devra,

cependant, inspirer la solution retenue par le juge du fond, cette procédure devant réduire fortement le nombre des recours en appel et des pourvois en cassation destinés à faire trancher les questions de droit nouvelles.

## Lutte contre la ségrégation sociale dans les villes

(Le Monde du 14 mars.)

## Pharmacie d'officine

(Le Monde du 14 mars.)

## Prévention des accidents du travail

(Libre page 24.)

## Pêche maritime

(Le Monde du 14 mars.)

## Nomination

Sur proposition du secrétaire d'Etat des anciens combattants et victimes de guerre, le conseil des ministres a nommé, mercredi 13 mars, M. Luc Tonnerre directeur de l'administration générale.

## Une « action validée par les faits »

Le texte adopté à l'unanimité par le bureau exécutif du PS, mercredi 13 mars, en vue de la convention nationale des 6 et 7 avril, affirme que « des les premiers jours [de la crise du Golfe] et tout au long de ces derniers mois, le Parti socialiste a soutenu, avec une détermination sans faille, la politique de M. François Mitterrand et de son gouvernement » et indique que, « avec la convention nationale, l'heure est venue, dans l'unité et la clarté, d'approuver cette action, validée par les faits ».

Après avoir rappelé que la France, jusqu'au 15 janvier, s'était montrée « disponible pour la recherche de la paix », le bureau exécutif observe : « Ce fut en vain. Fidèle à la « logique de guerre » jadis dénoncée, dès le mois d'août, par M. Mitterrand, le dictateur irakien ne prit en considération aucun de ces appels. » Dans ces conditions, estiment les dirigeants socialistes, « la guerre était bien une guerre contre la violation du droit international ».

« Ceux d'entre nous, déclarent-ils, qui ont manifesté leurs inquiétudes lors de la déclaration gouvernementale du 15 janvier [sur l'ouverture des hostilités] peuvent être, aujourd'hui, rassurés par le dénouement. Ceux qui ont manifesté leur désaccord après cette date doivent admettre, aujourd'hui, que les faits sont là : la guerre ne s'est pas enlisée et a été limitée dans le temps, le conflit n'a pas été détourné des objectifs fixés par l'ONU et s'est borné à la libération du Koweït. La paix, maintenant, est à notre portée, dans des conditions radicalement différentes de celles que le dictateur irakien nous fait imposer par la force. Quant au règlement des conflits de la région, une occasion unique se présente pour l'ouverture d'une négociation que nous réclamons depuis tant d'années. » « Le droit du peuple palesti-

nien à une patrie et à un Etat doit être reconnu, indiquent-ils. La configuration qu'aura le futur Etat, sa forme institutionnelle, ses limites exactes seront l'objet de la négociation ».

« Nous attendons de l'actuel gouvernement israélien, déclarent-ils, qu'il ait, dans la même sagesse que la même intelligence dans la paix que dans la guerre. En particulier, la colonisation massive et la répression dans les territoires occupés doivent être abandonnées. De leur côté, les Palestiniens et l'ensemble des Etats arabes doivent, définitivement, reconnaître le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité dans des frontières sûres et garanties. » Le bureau exécutif rappelle que « l'engagement de l'OLP sur ce point, au sommet d'Algier, en 1989, [avait] été salué par les socialistes comme un pas très positif » et qu'« ils n'en sont que plus fondés à dénoncer l'alignement des dirigeants palestiniens sur les positions de Saddam Hussein, au risque de paralyser cautionner la volonté d'anéantir l'Etat hébreu ».

## Rassemblement la gauche aux élections régionales

« Il était naturel que nous constations que, en agissant de cette manière, l'OLP affaiblissait la crédibilité internationale qu'elle avait acquise au cours des années passées », affirment les dirigeants du PS, se référant ainsi aux déclarations de M. Pierre Mauroy ayant faites en Israël fin janvier dernier (le Monde des 30, 31 janvier et 2 février). Ils ajoutent, cependant, que, « en tout état de cause, c'est au peuple palestinien qu'il appartient d'exercer son droit imprescriptible de choisir ses représentants ».

Le texte du bureau exécutif aborde, en outre, les problèmes de politique intérieure, en insistant,

notamment, sur l'idée qu'« il n'y a pas d'alternative à la politique [économique] actuelle », mais que, « pour les socialistes, elle n'est pas une fin en soi, elle reste au service d'une ambition : le progrès social ». Les dirigeants du PS estiment que « pour garantir la pérennité de la Sécurité sociale et pour réduire les inégalités, il n'y a pas d'autre voie que d'engager des réformes de fond » et que, pour ce qui est des réformes, deux principes devront être observés : « Réaffirmer le droit à la retraite à soixante ans, ne pas remettre en cause les droits acquis ».

Les dirigeants socialistes rappellent que leur stratégie pour les prochaines échéances électorales est de « consolider la majorité présidentielle, l'élargir et rassembler à gauche ». Ils expliquent, à ce propos, que leur « volonté de dialogue avec toutes les composantes de la gauche inspire [leur] volonté de réforme du mode de scrutin régional. Il s'agit, bien sûr, avant tout, d'assurer à la région la stabilité et les majorités claires qu'une proportionnelle intégrale, à l'évidence, ne lui donne pas. Il s'agit, aussi, de permettre, au second tour, de passer devant l'opinion le même contrat de rassemblement de la gauche que celui qui nous lie dans les autres scrutins ».

Les États généraux de la gauche, prévus par le congrès de Rennes il y a un an, « pourront se tenir lorsque la gauche se sera, une nouvelle fois, dans un an, rassemblée au second tour pour conquérir des régions et des conseils généraux », indique le bureau exécutif, en affirmant, par ailleurs, que le dialogue avec France unie « doit rapidement prendre une dimension nouvelle » et que « le débat avec les sensibilités écologistes — à commencer par Génération écologie — représente un enjeu considérable ».

## L'avenir du mouvement pacifiste

## Les « 75 » se séparent, le Forum continue

Les pacifistes réunis autour de M. Denis Langlois, leur porte-parole, dans l'appel des 75, ont décidé de se séparer. « Aujourd'hui, la guerre menée par la coalition étant suspendue, a indiqué ce collectif, mercredi 13 mars, le rôle unificateur et fédérateur contre la guerre qu'a joué l'appel des 75 » a pris naturellement fin puisqu'il n'a jamais eu vocation à devenir une organisation permanente. » En cessant leur activité collective, les « 75 », qui avaient été soutenus activement par le PCF, la CGT et les organisations d'extrême gauche, dénoncent « l'horrible massacre du peuple irakien ».

Le Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, en revanche, a décidé, le même jour,

de « continuer son action pour la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés au moment de sa création ». Selon cet autre collectif, qui regroupe, notamment, des Verts et des opposants communistes, « le problème israélo-palestinien nécessite plus que jamais une mobilisation de l'opinion publique ».

Trois opposants à la guerre du Golfe, MM. Julien Dray, député PS de l'Essonne, Antoine Waechter, député (Vert) européen, et Jean-Pierre Brard, député (PC) de la Seine-Saint-Denis et maire de Montreuil, « refondateurs », ont animé, mardi, un débat sur les conséquences de ce conflit, qui, selon eux, aurait pu être évité en maintenant l'embargo contre l'Irak.

■ Désaccord au bureau politique du PCF sur la guerre du Golfe. — Le bureau politique du PCF a adopté, mardi 12 mars, un long document rappelant ses positions contre la guerre du Golfe. Il y affirme notamment : « Confrontée à ce conflit, la France avait, en somme, le choix entre deux attitudes. La première consistait à mettre tout le poids de son autorité internationale en faveur d'une solution négociée aux problèmes posés permettant l'évacuation du Koweït par l'Irak. (...) La deuxième attitude consistait à tenter de tirer son épingle du jeu en étant aux avant-postes de l'aventure américaine. (...) C'est malheureusement ce second choix qui a prévalu. (...) La France a ainsi hypothéqué sa capacité de jouer un rôle politique majeur pour régler les problèmes de la région. (...) La teneur de ce document n'a pas été approuvée par MM. Charles Fiterman et Guy Hermier, qui avaient déjà exprimé leurs réserves, au cours des semaines écoulées, sur les analyses de leur parti relatives à la crise du Golfe (le Monde daté 17-18 février).

## Le projet méco

Le ministère de l'éducation nationale a rendu public, mercredi 13 mars, un projet d'arrêté visant à modifier le calendrier scolaire triennal 1990-1993 adopté l'unanimité par le Conseil supérieur de l'éducation en juin 1990 (le Monde du 14 mars). Pour M. Olivier Schramm, directeur de cabinet de M. Lionel Jospin, s'agit d'un « ajustement » d'une concertation entre le ministère de l'éducation nationale et celui du tourisme, à la demande du premier ministre.

Les modifications du calendrier scolaire qui seront adoptées par le Conseil supérieur de l'éducation le 25 mars devraient notamment porter sur les congés d'été et de Noël, à partir de l'année scolaire prochaine. Les trois autres sessions scolaires pour ces congés, qui devraient être un samedi après le dimanche au lieu d'un jeudi comme jusqu'ici, La durée des vacances de février serait en outre raccourcie de deux semaines, dans l'attente de la décision du Conseil supérieur de l'éducation. Ce nouveau calendrier devrait être définitivement fixé à l'automne.

## Les professionnels du tourisme

Les professionnels du tourisme qui avaient, sans succès, tenté de convaincre le Conseil supérieur de l'éducation d'une demande de suppression des congés d'été et de Noël, ont déploré l'absence de l'ampleur des modifications envisagées pendant la session du 25 mars. Ils ont promis de continuer à faire pression sur le gouvernement. Pour le Syndicat des professionnels de tourisme, il s'agit d'un « ajustement » entre les intérêts des professionnels et ceux des professionnels.

Les représentants des professionnels et des syndicats d'enseignants ne l'ont pas vu de cette manière. Le projet, qui ne prévoit pas de congés d'été et de Noël, garantissant en effet la continuité du système de l'enseignement.

## JUSTICE

## Les rem

Deux médecins des Alpes-Maritimes, les docteurs Philippe Lagarde, chirurgien et Jean-Louis Matagot, et un autre, médecin généraliste, ont été condamnés à 12 mois, dont 6 à l'interdiction de l'exercice de leur profession, par le tribunal correctionnel de Nice, présidé par M. Jean-François Ferry, sous l'inculpation d'avoir cherché à exercer l'usage de la pharmacie ainsi que, pour le premier, d'exercer illégalement la médecine. Il est notamment reproché à ces deux praticiens qu'ils ont pratiqué, dans le département, le traitement du cancer d'un patient recouru à un test payant de dépistage sans valeur scientifique, d'avoir créé une association destinée à recueillir des fonds pour financer un traitement, ainsi que le stade de l'expérimentation, sans le consentement de l'opéré, à des fins de recherche.

NICE

de notre correspondant médical

Francis-tireurs inspirés et maladroits ou vulgaires charlatans ? Telle est la question simplifiée à laquelle a été réduite l'affaire Lagarde-Matagot, à ce moment où elle est jugée, au début de l'année 1991, par le tribunal correctionnel de Nice. Les deux médecins, alors âgés de 40 et 45 ans, ont été condamnés à 12 mois, dont 6 à l'interdiction de l'exercice de leur profession, par le tribunal correctionnel de Nice, présidé par M. Jean-François Ferry, sous l'inculpation d'avoir cherché à exercer l'usage de la pharmacie ainsi que, pour le premier, d'exercer illégalement la médecine. Il est notamment reproché à ces deux praticiens qu'ils ont pratiqué, dans le département, le traitement du cancer d'un patient recouru à un test payant de dépistage sans valeur scientifique, d'avoir créé une association destinée à recueillir des fonds pour financer un traitement, ainsi que le stade de l'expérimentation, sans le consentement de l'opéré, à des fins de recherche.

Bien plus que celui du docteur Roquette, qui fait figure de préface, le procès aujourd'hui en cours du docteur Lagarde, dont le verdict, essentiel, est sans doute d'ordre politique, sans doute d'ordre moral, peut-être d'ordre juridique en promouvant, qu'il tenait comme un devoir.

مركز من لاجل



## SOCIÉTÉ

Retour aux trois zones pour les vacances d'hiver et de printemps

### Le projet de révision du calendrier scolaire mécontente parents et enseignants

Le ministère de l'éducation nationale a rendu public, mercredi 13 mars, un projet d'arrêté visant à modifier le calendrier scolaire triennal 1990-1993 adopté à l'unanimité par le Conseil supérieur de l'éducation en juin 1989 (« le Monde » du 14 mars). Pour M. Olivier Schrameck, directeur de cabinet de M. Lionel Jospin, il s'agit d'un « ajustement », né d'une concertation entre le ministère de l'éducation nationale et celui du tourisme, à la demande du premier ministre.

Les modifications du calendrier scolaire qui seront soumises au Conseil supérieur de l'éducation le 28 mars devraient seulement porter sur les congés d'hiver et de printemps à partir de l'année scolaire prochaine. Les trois zones seraient rétablies pour ces congés, qui débuteraient un samedi après la classe, au lieu d'un jeudi comme cette année. La durée des vacances de février serait en outre ramenée à deux semaines, donc légèrement raccourcie. Ce nouveau calendrier devrait être définitivement fixé à la mi-avril.

#### « Intérêts catégoriels »

Les professionnels du tourisme qui avaient, sans succès, saisi à deux reprises le Conseil supérieur de l'éducation d'une demande de révision devraient donc être satisfaits. L'amplitude des congés scolaires pendant la période des vacances de neige passe en effet de six à huit semaines. Pour M. Henri de Lassus, directeur de cabinet du ministre du tourisme, il s'agit d'un « bon compromis » entre les intérêts des élèves et ceux des professionnels.

Les représentants des parents d'élèves et les syndicats d'enseignants ne l'entendent pas de cette oreille. Le retour aux trois zones obligerait en effet à remettre en cause le rythme de sept semaines de

travail suivies de deux semaines de repos, dont s'approchait l'actuel calendrier et qui semble le mieux adapté aux besoins des enfants. Si les modifications proposées sont adoptées, le temps de travail entre deux périodes de congé serait, selon les zones, de six à neuf semaines et demie. Les deux fédérations de parents d'élèves ont immédiatement réagi aux propositions du ministère. Pour M. Jean-Pierre Mailles, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui souligne que seulement 8 % des enfants partent aux sports d'hiver, il s'agit d'une décision « aberrante », destinée à « servir les intérêts du tourisme d'hiver ou à compenser les incompétences des responsables des transports ». Quant à M. Jacques Hui, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement

public (PEEP), il déplore « que de simples intérêts catégoriels remettent en cause un calendrier » qui avait l'avantage de répondre, au moins partiellement, à une meilleure prise en compte des rythmes de l'enfant.

De leur côté, les syndicats d'enseignants dénoncent unanimement le projet de calendrier. La Fédération de l'éducation nationale (FEN) parle de « manœuvres grignotages », le SNU-PEGC juge « scandaleux » qu'on fasse si peu de cas de l'avis du Conseil supérieur de l'éducation, et le SGEN-CFDT trouve « inadmissible » que l'on cède « aux seuls assauts de la montagne ». Pour le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré), « cet épisode fait bien apparaître le peu d'attachement porté aux jeunes et à leur scolarité par le premier ministre ».

« La grande majorité des élèves sont pénalisés par des congés de février dont l'organisation et la durée sont commandées par les sports d'hiver. Or, ces derniers, poursuit le syndicat enseignant, concernent « moins de 3 % des individus appartenant à des ménages disposant d'un revenu inférieur à 100 000 francs par an ».

Une fois la décision prise à la mi-avril par le ministre de l'éducation nationale, le Conseil supérieur de l'éducation n'émettant qu'un avis consultatif, l'évaluation menée actuellement dans une centaine d'établissements scolaires auprès des élèves, des parents et des enseignants se poursuivra. Les résultats seront présentés en décembre 1991 et ils serviront de base à l'élaboration du prochain calendrier triennal 1993-1996.

C. G.



### Lobby contre lobby

par Christine Gorin

Il fallait que le sujet soit bien urgent pour convoquer une conférence de presse interministérielle. Et qu'il soit bien grave pour que les directeurs de cabinet des ministres de l'éducation nationale et du tourisme relancent, de concert, ce vaste débat qui agite régulièrement la France entière : la date des vacances scolaires.

Question à M. Henri de Lassus, directeur de cabinet de M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme : « N'avez-vous pas l'impression d'une victoire à l'arraché du lobby de la neige ? » Réponse outrée de M. de Lassus : « Mais nous n'avons jamais parlé, de notre côté, de lobby de l'éducation nationale ! »

Lobby contre lobby, en quelque sorte. Étonnante conception que

de placer sur le même plan les 150 000 professionnels de la neige d'un côté et, de l'autre, un million d'enseignants et trois millions d'élèves et leurs familles. Quand 6 à 8 % d'enfants seulement partent aux sports d'hiver, il ne faut de doute pour personne que ça préoccupe des 92 % qui n'ont pas cette chance relative du traitement de faveur !

L'équipe de M. Lionel Jospin avait pourtant refusé un joli coup : faire adopter en juin 1989, à l'unanimité, par le Conseil supérieur de l'éducation, où s'affrontent généralement les intérêts des parents et ceux des enseignants, un calendrier qui respectait au plus près, assurait-on, le rythme et les besoins des élèves. Et cela pour trois ans. Avec l'avantage de ne plus voir resurgir, chaque année,

les empoignades sur le calendrier et les embouteillages des départs.

Les offensives répétées des professionnels du tourisme, qui ont tiré le bénéfice des bouchons alpins du 16 février, auront au moins de cette initiative, aidée à l'époque comme un succès par l'ensemble des partenaires, parents et enseignants, médecins et spécialistes. Un tel consensus est assez rare pour être manipulé avec précaution.

En laissant les professionnels du tourisme imposer leur volonté, le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale ont sûrement fait preuve de « pragmatisme ». Mais ils ont perdu une belle occasion de « placer l'élève au centre du système éducatif », cette grande ambition de la loi d'orientation sur l'éducation.

### Les nouvelles dates proposées

Le calendrier proposé par le ministère de l'éducation nationale pour l'année scolaire 1991-1992 fixe la rentrée au 10 septembre 1991. Les vacances s'écarteraient de la manière suivante :

**Vacances de Toussaint.** — Zones A, B, C : du samedi 26 octobre 1991 au lundi 4 novembre 1991.

**Vacances de Noël.** — Zones A, B, C : du samedi 21 décembre 1991 au 6 janvier 1992.

**Vacances d'hiver.** — Zone A : du samedi 15 février au lundi 2 mars. Zone B : du samedi 22 février au lundi 3 mars. Zone C : du samedi 29 février au lundi 16 mars.

**Vacances de printemps.** — Zone A : du samedi 11 avril au lundi 27 avril. Zone B : du samedi 18 avril au lundi 4 mai. Zone C : du samedi 25 avril au lundi 11 mai.

**Vacances d'été.** — Zones A, B, C : du mercredi 8 juillet au jeudi 10 septembre.

La zone A comprend les académies de Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Rennes, Toulouse. Dans l'académie de Grenoble, les vacances d'hiver sont fixées du 7 février au 25 février ; les vacances de printemps du samedi 18 avril au lundi 4 mai.

La zone B comprend les académies d'Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen et Strasbourg.

La zone C comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

## JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Nice

### Les remèdes miracles du docteur Lagarde

Deux médecins des Alpes-Maritimes, les docteurs Philippe Lagarde, cinquante et un ans, stomatologue, et Augustin Roquette, quarante et un ans, radiothérapeute, comparaissent depuis le 12 mars, devant la 6<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Nice, présidée par M. Jean-Pierre Ferry, sous l'inculpation d'escroquerie et exercice illégal de la pharmacie ainsi que, pour le premier, d'exercice illégal de la biologie. Il est notamment reproché à ces deux praticiens qu'ils s'étaient spécialisés dans le dépistage et le traitement du cancer d'avoir eu recours à un test payant de dépistage sans valeur probante et d'avoir créé une association destinée à recueillir des fonds pour financer un traitement, alors au stade de l'expérimentation, présenté de façon à donner des espoirs excessifs aux malades.

NICE

de notre correspondant régional

Francs-tireurs inspirés et martyrs, ou vulgaires charlatans ? Telle est la question simplifiée à laquelle a été réduite l'affaire Lagarde-Roquette au moment où elle a été révélée, au début de l'année 1988 (« le Monde » du 17 février 1988). Les agissements des deux médecins avaient alors été dénoncés au parquet de Nice par un médecin inspecteur de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, M. Jean Lorenzi, entraînant l'interpellation puis la démission provisoire des intéressés (quatre jours pour le docteur Roquette, quarante-trois jours pour le docteur Lagarde).

Bien plus que celui du docteur Roquette, qui fait figure de comparse, le procès aujourd'hui est celui du docteur Lagarde dont le tort essentiel, aux yeux de ses détracteurs, est sans doute d'avoir cru pouvoir adopter une attitude aventureuse en promouvant, seul, ce qu'il tenait comme une découverte

décisive dans le diagnostic universel des cancers. Décrit comme un touche-à-tout, il s'était, en effet, tourné rapidement vers la cancérologie, sans jamais avoir obtenu la qualification médicale requise, en s'inscrivant à un test hématologique de dépistage expérimenté, dès 1946, par un médecin allemand, le docteur Henri Heitman. A la mort de celui-ci, en 1977, il avait repris, à son compte, ses travaux en proposant un nouveau protocole associant l'hémotest Heitman — rebaptisé micro-cinolor hématost — et la cancérologie de Veronesi, un autre test considéré, aujourd'hui, comme obsolète par la communauté scientifique.

Dans un de ses ouvrages, publié en 1983, le docteur Lagarde n'hésitait pas à présenter cette démarche sous un jour des plus favorables en affirmant qu'elle était de nature à « permettre le diagnostic, l'évaluation de la maladie cancéreuse et le contrôle des thérapeutiques ». Il prétendait même qu'elle pouvait donner des résultats positifs « allant de 70 à 98 % » avant, il est vrai, de revenir plus prudemment sur cette assertion et de reconnaître qu'« aucun test au monde ne peut prétendre faire le diagnostic infallible du cancer ».

#### Une technique jugée sans valeur

Consistant en l'étude, au microscope, de l'aspect de la coagulation sanguine après prélèvement de trois gouttes de sang au bout du doigt, sans manipulation ni préparation, le test Heitman-Lagarde a été, en fait, unanimement jugé sans valeur par les sommités de la cancérologie. Un expert, le docteur Pierre Burtin, directeur de recherches au CNRS, est venu dire à la barre qu'il s'agissait d'un test « purement qualitatif et intuitif ». Le professeur Simon Schraub l'a qualifié, pour sa part, d'« artisanal », fondé sur « une technique imprécise, non standardisable ». Et n'ayant fait l'objet d'« aucune étude critique importante ». Un test, a-t-il même écrit, « qui est dangereux puisqu'il dénie l'utilité de la biopsie et peut retarder le diagnostic et le traitement du can-

cer par des méthodes de valeur reconnue ».

Or, malgré un avis défavorable de l'Académie nationale de médecine, émis le 17 février 1987, le docteur Lagarde a couramment pratiqué « son » test — 2 270 prescriptions en moins d'un an, de septembre 1986 à la mi-août 1987 — qu'il faisait payer, non systématiquement, 200 F à ses malades. Seule une expérimentation rigoureuse aurait réellement permis de trancher la question. Le docteur Lagarde l'avait, en 1982, publiquement réclamée et l'un de ses défenseurs, M. Gérard Boudoux, a encore déposé des conclusions en ce sens devant les tribunaux qui les a jointes au fond. Mais cette lacune subsiste.

On a longuement ergoté, d'autre part, pour savoir si la pratique du test pouvait être assimilée à un exercice illégal de la biologie ? Pour le docteur Lagarde, il s'agissait d'un simple examen anatomo-pathologique. Un distingué qui ne semble pas le disculper, d'après la loi de 1975 sur les conditions d'exercice des analyses médicales.

L'accusation d'escroquerie est également fondée sur l'insistance exprimée par les médecins, à la fin de 1987, d'utiliser un nouveau médicament, selon eux « quasi miraculeux », l'interleukine II, qui était, alors, au stade de l'expérimentation dans quelques établissements hospitaliers. Pour faire face aux dépenses occasionnées par ce traitement ils avaient créé une association, Cancer-Espoir, qui leur avait permis de recueillir la somme de 45 000 F versés sur un compte spécial et non effectivement utilisés. Avaient-ils les moyens de se procurer ce médicament ? Auraient-ils rempli les conditions — notamment la disposition d'une structure à compétence cancérologique — exigées pour être autorisés à procéder légalement à une expérimentation ? Ces questions n'ont pas trouvé de réponse puisqu'ils ont été arrêtés avant de pouvoir mettre en œuvre leur projet. L'interleukine II, il convient de le noter, a, depuis, reçu une autorisation de mise sur le marché pour l'indication du cancer du rein métastatisé et fait l'objet d'autres essais thérapeutiques. Sur la constitution de ce

débit, le parquet, qui a refusé de requérir, et le magistrat instructeur ont eu, au demeurant, des opinions divergentes.

Les deux praticiens ont été amenés, par ailleurs, à fournir à leurs patients un médicament basique, le Ripason, à base d'extraits de foie d'albâtre, dont la commercialisation était interrompue en France mais se poursuivait en Suisse. Une initiative qu'ils ont justifiée par le besoin de dépanner les malades et qui leur a valu d'être inculpés d'exercice illégal de la pharmacie. Les deux médecins, enfin, prescrivaient, sans en avoir nullement l'apparence, des adjuvants destinés, essentiellement, à minimiser les effets secondaires de la chimiothérapie conventionnelle ou à en renforcer l'efficacité. La valeur thérapeutique de certains de ces médicaments a été contestée et l'un d'eux, l'Alpha complexe, un produit fabriqué dans un laboratoire monégasque et commercialisé en Suisse — où il a été interdit — paraît avoir été utilisé de façon pour le moins contestable puisqu'il s'agissait d'un produit pour soins capillaires que les deux médecins ont administré par voie intraveineuse.

Reste que dans cette affaire, qui a pris un tour passionnel, aucune plainte de malade ne figure au dossier de l'accusation. Au contraire, la défense a fait citer de nombreux patients des deux médecins qui sont venus exprimer leur satisfaction et leur reconnaissance. Tous ont insisté sur le dévouement du docteur Lagarde qu'ils ont opposé à la déshumanisation des établissements hospitaliers. Le seul mérite, vraiment avéré, du médecin aura été de faire accepter à des cancéreux, en proie à l'angoisse, des thérapeutiques dures ou mutilantes auxquelles ils avaient voulu d'abord se soustraire parce qu'ils n'avaient pas été correctement pris en charge.

M<sup>me</sup> Gisèle Auguste, substitut, a requis, jeudi 14 mars, des peines de quinze mois de prison avec sursis contre le docteur Lagarde et de neuf mois avec sursis contre le docteur Roquette. Le jugement a été mis en délibéré.

GUY PORTE

Pour avoir inscrit des graffitis nazis

### Trois jeunes de Bergerac sont condamnés pour apologie de crimes contre l'humanité

Trois jeunes de Bergerac (Dordogne) ont été condamnés, mercredi 13 mars, par le tribunal correctionnel de Périgueux, à des peines de prison avec sursis et à un total de trois cent soixante-dix heures de travaux d'intérêt général (TIG) pour apologie de crimes contre l'humanité. Au mois d'avril 1990, Philippe Olivier, dix-neuf ans, Philippe Magat, vingt-deux ans, et Jean-Philippe Louton, dix-neuf ans, avaient inscrit des graffitis nazis sur des monuments de la région. Une stèle à la gloire de la Résistance dirigée à Périgueux avait été couverte d'inscriptions en allemand indiquant « Wir werden zurück kommen » (« Nous reviendrons », signées, quelques jours plus tard, d'un « SNS » qui signifiait « section nationale-socialiste ». La stèle commémorative de la synagogue de Bordeaux avait également été profanée par les trois jeunes gens. Lors de l'audience, les

trois associations qui s'étaient portées partie civile, l'Association culturelle israélite de Gironde, le comité pour léguer l'esprit de la Résistance, et le comité de liaison de la Résistance avaient demandé une peine qui, sans être une « vengeance », serve à « informer la jeunesse des dangers du nazisme ».

Le ministère public, qui a souligné que ces actes « ne devaient pas être considérés comme un jeu », a rappelé que des insignes nazis et de la littérature « ordurière » avaient été retrouvés dans leurs chambres. « Ces actes ne sont pas le fruit du hasard, mais celui d'une logique », a-t-il conclu.

Philippe Olivier, Philippe Magat et Jean-Philippe Louton ont été condamnés respectivement à dix-huit, douze et dix mois de prison avec sursis et cent cinquante, cent vingt et cent heures de travail d'intérêt général.

## EN BREF

□ Un tableau de Renoir volé au Musée de Bagnols-sur-Cèze. — Un tableau de Pierre-Auguste Renoir estimé à plus de 7 millions de francs, *Jeunes filles à la campagne*, a été dérobé mercredi 13 mars au Musée de Bagnols-sur-Cèze (Gard). Le voleur, « un monsieur très poli » a précisée la gardienne, a décroché la toile, puis l'a découpée avant de quitter les lieux en laissant derrière lui le cadre du tableau.

□ Le Sporting Club de Toulon et de Var fait l'objet d'une mesure de saisie-arrest. — Une saisie-arrest d'un montant de 7,795 millions de francs a été notifiée, mercredi 13 mars, à la mairie de Toulon pour le redressement fiscal du Sporting Club de Toulon et du Var (SCTV), en proie depuis plusieurs mois à de graves difficultés financières et menacé de disparition. Elle a été ordonnée par le tribunal de grande instance de Toulon sur requête des services fiscaux du Var et ne porte que sur une partie des 17 millions de francs dus par le SCTV au titre de redressements d'impôts. Dans une lettre adressée à M. Michel Charasse, ministre du

budget, le maire de Toulon, M. François Trucy (UDF) indique que « le club est pour l'instant dans l'impossibilité de payer » et que « cette procédure paraît inacceptable ».

**Vient de paraître**

**POLITIQUES SOCIALES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE**

LE SOCIAL FACE À L'AVENIR

1022 p. 240 illustrations en couleurs

**EDITIONS STH** 407 p. - 175 F

6, rue Léon Hébrard 75016 PARIS TEL. 45 27 10 15





## ARTS

## D'une pierre un coup

Un hommage de l'Américain Joseph Kosuth à Champollion dans la ville natale de l'archéologue

FIGEAC

de notre envoyée spéciale

Champollion, dont on était, en 1990, le bicentenaire, est né, on l'oublie parfois, à Figeac, petite ville splendide du Quercy, dont les dix mille habitants ont tout l'air de savoir vivre au présent dans le respect du passé de la cité moyenâgeuse. Et dont le maire (PS), M. Martin Malvy, conduit une politique intelligente de restauration qui ne vise pas à l'effet de carte postale touristique.

Après avoir réussi à obtenir des prêts du Louvre pour faire de la maison natale de l'égyptologue un musée, il n'allait pas laisser passer l'occasion de le commémorer cette année. D'autant que le ministère de la culture lui proposait, pour la circonstance, une commande publique. Dire que la municipalité a accepté d'embellir le projet, c'est accepter d'embellir le projet.

Il a pourtant fini par s'imposer, sans doute parce qu'il était convaincant, et bien défendu de Paris par Béatrice Salmon, inspecteur de la création artistique à la délégation aux arts plastiques. Elle a porté ce projet contre vents et marées — y compris d'ailleurs au sein du ministère.

Des quelque cinq cents commandes publiques d'œuvres d'art passées, réalisées ou en cours de réalisation depuis bientôt dix ans, et dont il faudra bien un jour faire le bilan, il en est peu qui satisfont comme celle de Figeac. Oh, pour une fois, tout va : le choix de l'artiste, un chercheur dont le langage est l'outil de travail, comme Champollion ; le projet proposé, qui tient à peu de choses, mais se tient — il s'agit tout simplement de l'installation permanente d'un agrandissement de la pierre de Rosette. Il n'était sans doute pas tellement difficile d'y penser, mais il fallait savoir exploiter l'image et la forme pour aboutir à autre chose qu'à une grande plaque commémorative posée n'importe où, n'importe comment.

## Les formes du langage

Enfin, la lien a été heureusement choisi, à deux pas du musée, en plein cœur de la vieille ville, à l'emplacement d'une maison en ruine et de son jardin à l'abandon, dont on a fait, en restaurant les habitations voisines, une belle place piétonne, en pente légère. La pierre de Rosette de Kosuth, en basalte noir gravé et corrodé comme l'original du British Museum, y forme, scellée dans le

pavé, une grande flaque d'écritures, un continent de signes que l'on traverse, découvrant pas à pas le texte trilingue subtilement disposé en escalier (en fonction de la déclivité du terrain : à chaque langue correspond une marche).

Pour un peu, on croirait que tout est là depuis longtemps et qu'on a seulement mis au jour un peu des entrailles de la ville, en prenant soin de les éclairer par quelques projecteurs assez discrets. Un panneau pédagogique, placé un peu en retrait dans un bout de cave déblayé, livre la traduction en français du texte.

Les exégètes de Kosuth ne manqueront pas de souligner que, dans ce jeu d'agrandissement, de reproduction et d'inscriptions diverses portées à l'échelle monumentale, l'artiste se trouve en parfaite intelligence avec le travail de déchiffrement et de traduction de Champollion, tout en restant fidèle à lui-même et à son intérêt pour ce qui touche aux formes du langage, pour sa fausse transparence — donc son opacité — pour sa poésie. C'est là ce que Kosuth, réinventant dans l'oubli de lui-même la pierre de Rosette, suggère au promeneur, qui n'a d'ailleurs pas besoin de connaître son œuvre pour être de plain-pied, on peut le dire, avec la Place des écritures, ce lieu singulier.

GENEVIEVE BREERETTE

## EN BREF

Alles la France, Alles l'Amérique. — Deux grands axes au neuvième Festival d'Alles : un panorama du jeune cinéma français, rehaussé de quelques hommages (à Jean Renoir et à Claude Miller) ; et un passage en revue des acteurs-metteurs en scène américains, de Chaplin à Woody Allen, de Welles à Eastwood, en passant par Cassavetes, Redford, Newman... et Sylvester Stallone.

Jusqu'au 14 au 24 mars au Théâtre d'Alles. Tél. : 66-52-34-30.

Hommage à Med Hondo. — Grand homme de la « deuxième génération » du cinéma africain (après les pères fondateurs emmenés par Sembène Ousmane), le Mauritanien Med Hondo tourne en Europe ou en Afrique — depuis plus de vingt ans, dans de grandes difficultés matérielles, des films brûlants, pamphlets anticolonialistes et antiracistes tout illuminés de chaleur humaine et de poésie. Soleil O, les Bécots noirs, nos voisins, nous aurons toute la mort pour dormir, West Indies, Saravina sont les titres qui jalonnent cet engagement.

Les 16, 17, 24 et 25 mars à l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-91.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

## PENSÉE MUSICALE ET TRANSMISSION

En coproduction avec le Châtelet et l'IRCAM

Pierre Boulez  
Derive 1  
Derive 2, création française  
Luigi Nono  
Contra per 13  
La Fabbrica Illuminata  
Arnold Schoenberg  
Pierrot Lunaire, opus 21

Elizabeth Laurence,  
mezzo-soprano  
Technique IRCAM

ENSEMBLE  
INTERCONTEMPORAIN  
Direction Pierre Boulez

16 mars — 20 h 30  
Châtelet 40 28 28 40

## MUSIQUES

## Le rap de la Nouvelle-Amsterdam

Les premiers Européens du continent à conquérir les Etats-Unis

URBAN DANCE SQUAD

ou Zénith

Depuis Peter Dinklage, les fortunes néerlandaises en Amérique du Nord n'avaient pas particulièrement brillé. Jusqu'à l'arrivée d'Urban Dance Squad. Le groupe d'Amsterdam, à coup de rap, de blues hurlant et de funk chauffé à blanc a réussi à passer là où les autres groupes européens étaient restés coincés. UDS a déjà vendu 350 000 exemplaires de *Mental Floss for the Globe*, son premier album. Au bout de cinq mois de tournées ininterrompues, Urban Dance Squad fait étape au Zénith avant de s'enfermer en studio pour enregistrer son second album.

Michel « Magic Stick », batteur et porte-parole, fait un premier bilan de cette invasion des Amériques : « Nous devions entrer en studio début janvier, et Vernon Reid (le guitariste de Living Colour) nous a demandé de faire la première partie de leur tournée. Nous avons refusé, mais il a insisté : les concerts de Living Colour n'étaient pas tous complets et le Squad commençait à vendre beaucoup de disques. Arista (la maison de disque d'UDS) voulait aussi que nous jouions avec Living Colour. Ce n'est pas facile de faire admettre des comportements indépendants à une grosse maison de disques. Nous avons fait six semaines avec Living Colour : il fallait faire la balance en cinq ou dix minutes, jouer une demi-heure, ce n'était pas très agréable. »

« Comme le premier album a bien marché, Arista a accepté que nous retournions au studio ICP, à Bruxelles, sans producteur extérieur. Pour qu'un producteur soit efficace, il faut lui apprendre à connaître le groupe. Ça prend du temps, je sais, mais l'album avec Tres, le guitariste. Depuis que j'ai obtenu d'Arista le droit de faire les remix de Deeper Shade of Soul (le 45 tours extrait de *Mental Floss*,

qui se promène à une altitude respectable dans le hit-parade américain), nous avons plus de liberté pour produire. Nous avons dû renoncer à d'autres choses. Nous ne faisons plus nos propres vidéos, je ne me charge plus que d'une partie du graphisme. Le groupe est le

même, mais les enjeux économiques ont été multipliés par dix. »

THOMAS SOTINEL

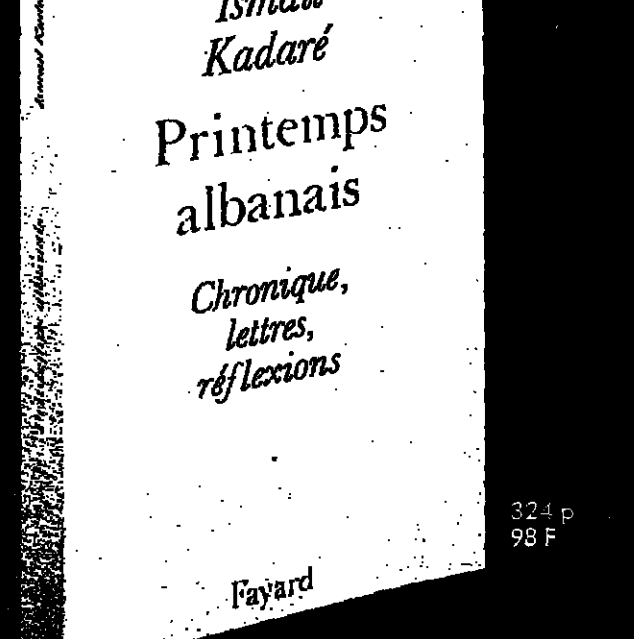
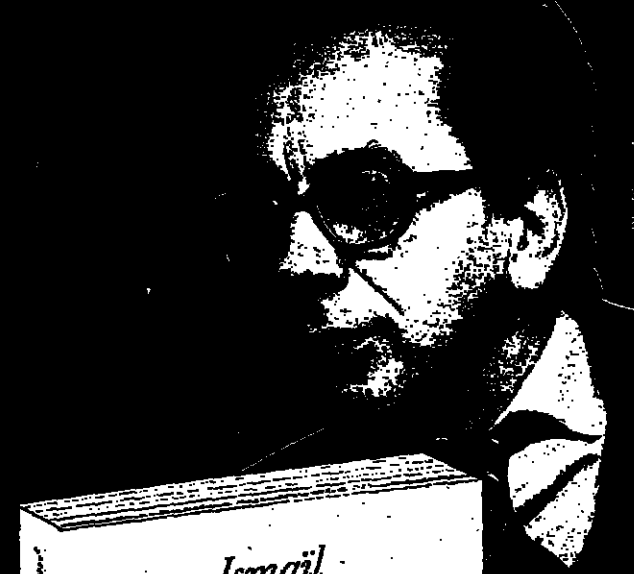
► Le 15 mars au Zénith dans le cadre de Ricard Live, avec Olive, Screaming Target, The Sugar Cubes et The Pogues.

Salon de l'Étudiant

13/14/15/16/17 MARS

Paris Grande Halle de la Villette

## ISMAIL KADARÉ



Voilà un précieux document. Étant donné l'immense popularité de Kadare en Albanie, il aura certainement des conséquences sur l'avenir politique du "pays des aigles".

Nicole Zand, Le Monde

FAYARD

L'édition albanaise est en vente chez le même éditeur.

On y prend goût  
NOUVELLES FRONTIÈRES

PALMA 850 F

TUNIS 1000 F

PALERME 1050 F

ATHENES 1150 F

MARRAKECH\* 990 F

TENERIFE 1500 F

NEW YORK 2270 F

DAKAR 2370 F

LES ANTILLES 2670 F

NAIROBI 3990 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. A CERTAINES DATES  
\*LES 15, 22, 29, /03/1991

TAPEZ 36 15 NE. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

## CULTURE

## CINÉMA

## TV Days

Le rêve américain des émigrés juifs. Une interprétation remarquable

AVALON  
de Barry Levinson

Il est arrivé un 4 juillet aux États-Unis, persuadé que les feux d'artifice étaient tirés en son honneur. Ne lui restait qu'à rejoindre ses quatre frères déjà installés à Baltimore, et à faire fortune. Il n'a pas fait fortune, mais a vécu confortablement le rêve américain, sans oublier le « cercle de famille », institution qui correspond à peu près à la Mafia italienne, moins le côté gangster, mais quand même, avec ses lois et un code de solidarité très rigide : on prête une dime d'abord pour entretenir le Père, haut comme trois pommes et joyeux soiflard,

puis pour faire venir la famille qui reste encore au vieux pays.

God bless America... C'est beau comme une histoire édifiante racontée aux enfants. D'ailleurs c'est ça, Barry Levinson a écrit et réalisé son film *Avalon* sur des souvenirs de famille forcément idéalisés, forcément attendrissants, sans essayer de leur donner une couleur réaliste, en dépit de péripéties parfois dramatiques.

Des images chromo, épiques, picaresques

Parti pris justifié par la forme du récit : celui du grand-père aux membres de la seconde génération, de vrais petits Américains. La

famille rassemble les immigrés et les citoyens, ceux qui gardent la mémoire des déchirures et ceux qui ont américanisé leur nom, ceux pour qui la famille a longtemps représenté la seule patrie, et les intégrés.

En un agencement sophistiqué, sont malaxées images chromo, séquences épiques, scènes picaresques – le cérémonial de Thanksgiving, les sempiternels récits du jour des arrivées, les éternelles disputes... Toutes les familles connaissent, et en particulier les familles juives. *Avalon* pourrait être le *Maroc* ou le *TV Days* (l'arrivée de la télé marque le commencement de la fin du mythe familial) de Barry Levinson, qui

cependant n'est ni Fellini ni Woody Allen. Il sait faire rire et émouvoir mais serait plus efficace encore s'il se montrait un tout petit peu moins insistant – un peu moins réactionnaire.

Finalement, tout passe grâce à une distribution magnifique. Barry Levinson a trouvé des « personnages » fantastiquement vrais, plus un irrésistible gamin aux joues soyeuses, aux yeux immenses (Elijah Wood), plus une yiddish mama renversante (Joan Plowright) et enfin, et surtout, le grand-père, dont le regard bleu transmet la douce naïveté des sages : Armin Mueller-Stahl, qui parvient à donner force et émotion aux situations les plus mélo.

COLETTE GODARD

## La troisième carrière d'Armin Mueller-Stahl

L'an dernier, chez Costa-Gavras, Armin Mueller-Stahl était un ancien nazi hongrois. Cette année, chez Barry Levinson, il est un yiddish papy. « Les deux rôles sont liés, comme Faust et Mephisto. Le Michael Lazlo de Music Box aurait très bien pu tuer le Sam Krichinsky d'*Avalon*. »

Venu de RDA, Armin Mueller-Stahl, soixante ans, entreprend une nouvelle carrière dans le cinéma hollywoodien. Sa jeunesse est marquée par la deuxième guerre mondiale, il a vu son père appelé par l'armée allemande le premier jour du conflit ; il l'a vu, le dernier jour, abattu pour désertion par la police secrète nazie. Enfant, il se destine au violon puis bifurque vers la comédie. Son premier essai est une catastrophe : on le prie –

« même pas poliment » – de quitter le cours. Mais le Berliner Ensemble l'invite à se joindre à la troupe, il devient bientôt une vedette populaire – une sorte de monument national : « L'homme avec qui les Allemands de l'Est aimeraient partager une bière. »

Il tourne et joue sans arrêt, mais il est, de 1976 à 1979, mis sur une liste noire pour avoir signé une protestation contre l'arrestation du chanteur Wolf Biermann. De ces trois ans d'inactivité (rémunérée), il tire un thriller politique, *Dimanches forcés*, qui devient un best-seller. Les autorités « l'encouragent vivement » à partir. Il vit à Berlin-Ouest la vie d'un transplanté et se sent aliéné, un Gasterbaiter dans sa propre culture. « C'était un pays étranger, malgré une lan-

gue commune quoique différemment rythmée. A l'Ouest, les voyelles sont plus sèches. « Yap » au lieu de « Ya ». Court. Le temps c'est de l'argent. »

Il tourne une télévision – « J'étais déjà connu, je venais d'arriver, j'étais le parfum du jour » – suivie d'un an de chômage. Jusqu'à ce que Fassbinder fasse appel à lui – ils tourneront deux films ensemble : *Lola et Veronika Voss*. « Après, c'est allé très vite. Mais en même temps, j'ai découvert l'argent, plus précisément l'attitude des Occidentaux vis-à-vis de l'argent. A l'Est, tout le monde savait ce que vous gagniez, cinq acteurs avaient atteint le salaire plafond, j'en faisais partie. A l'Ouest, on n'en parle pas. Curieusement, les acteurs allemands de l'Est pou-

vaient plus souvent dire non. J'ai trouvé les Occidentaux plus... soumis. »

C'est pendant le tournage d'*Avalon* qu'en allant à la télévision dans sa chambre d'hôtel à Baltimore, il découvre la chute du mur de Berlin. Le son étant coupé, il croit assister à une fiction. Il se dit bien entendu heureux, mais sait que les dix prochaines années seront terribles pour l'Allemagne. « Comme le dit Gorbatchev, il faut apprendre aux pinguins à voler. »

Il vient de terminer *Kafka*, de Steven Soderberg (Saxe, mensonges et vidéo) avec Jeremy Irons et Alec Guinness. Il a achevé deux scénarios qu'il destine l'un à Shirley Maclaine, l'autre à Jack Lemmon – « mais ils ne le savent pas encore. »

HENRI BÉHAR

La boulimie des « 10-14 ans »  
Un sondage analyse le goût des enfants pour le cinéma et étudie leurs motivations

Quand on a treize ans, on aime le cinéma. C'est l'un des résultats d'une enquête sur les « 10-14 ans et le cinéma » réalisée par le ministère de la culture, le CNC, Carat Cinéma et le bimensuel *Okapi* – puisque, comme dans la légende de saint Nicolas, on découpe les enfants en tranches, mais on ne les met plus dans des saloirs, on les met dans des sondages.

On y constate donc que 75 % des « 10-14 ans » sont allés au moins une fois au cinéma dans l'année, soit 2,8 millions de personnes représentant 18 millions d'entrées, alors que seulement 39 % des Français de quinze ans et plus ont assisté à une projection durant la même période. Et que c'est à treize ans plus qu'à tout autre âge que les enfants (les garçons un peu plus que les filles) fréquentent les salles obscures. A quatorze ans, seuls 3 % des enfants interrogés n'ont de leur vie mis les pieds dans un cinéma.

Le questionnaire fait apparaître une préférence affichée pour les films, au détriment d'autres loisirs : le cinéma, avec 38,5 % de réponses favorables, arrive largement en tête à la question : « Si on vous donnait 50 francs, à quoi les consacriez-vous ? » Il traduit aussi la baisse d'attraction du star-system, la présence d'un acteur ou d'une actrice ne venant qu'au quatrième rang (69,5 %) des raisons du choix d'un film, bien après l'histoire (91,5 %), la beauté des images et « que ça finisse bien ».

On lit également dans ce sondage deux indications : l'une rassurante, l'autre inquiétante. 75 % des enfants interrogés ne sont pas d'accord avec la phrase : « ça revient au même de voir un film en salle ou à la télévision ». Mais 81 % affirment choisir un film en fonction des extraits publicitaires : de quoi alimenter le débat sur leur passage à la télévision, réclamé à cor et à cri par les grosses compagnies – notamment américaines – et qui croquerait encore un peu plus le fossé entre « poids lourds » et « petits films ».

J.-M. F.

## PHOTO



20 avril, 1979, Paris, rue Henri-Barbuse

## Y voir de plus près

Des images de voyage, d'intimité, où photographie et littérature sont indissociables

DENIS ROCHE  
à la galerie Maeght

« Pressez le bouton, nous ferons le reste », disait le fameux slogan de Kodak en 1988. Sous-entendu, la photographie est formidable car vous n'avez rien à faire, si ce n'est une légère pression de l'index. Sous-entendu aussi, oubliez l'acte et laissez-vous aller à contempler la magie du résultat, cet instantané que l'on peut répéter à satiété et qui suspend le temps.

L'acte, justement, c'est ce qui intéresse Denis Roche. Alors que la magie du résultat a longtemps accaparé la réflexion photographique – que dit une image ? en quoi se distingue-t-elle de la peinture ? etc. – l'écrivain et photographe a décidé, depuis plus de dix ans, d'aller fouiller son nez, y voir de plus près, dans le moment où l'action a lieu, et non pas dans le produit de cette action (1).

Dans ses images – souvent prises en voyage, parfois à domicile – présentées à la galerie Maeght, on sent d'abord l'incroyable jubilation de « faire » : « Signer son passage, bien montrer que ce qu'on photographie, c'est le fait qu'on prend une photo. » Et jouer avec l'objectif en le défilant, souvent en lui tournant le dos, en introduisant un autre appareil dans le champ, en se prenant dans un miroir, un pare-brise, une vitre, un viseur, des lunettes.

Jouer avec l'instant, c'est aussi perdre le contrôle du cadre en utilisant le retardateur, profiter des trente secondes interminables pour entrer dans le champ et en modifier la perspective sans la maîtriser.

## Évacuer toute notion d'autobiographie

Pousser le goût du hasard en associant volumes et formes de deux contacts successifs comme dans le splendide *Trinidad Farrell House, chambre 3202*. Faire référence à « l'instantané répétitif », au temps – donc « à la mort », – en rephotographiant les mêmes lieux bien des années plus tard.

Penser uniquement à l'acte, c'est encore, contrairement aux apparences, évacuer toute notion d'autobiographie dans ses images. En privilégiant l'instant, Denis Roche donne enfin terriblement envie d'aller inscrire ses pas dans ceux du photographe.

Devenir à son tour acteur de ses propres images ; retrouver les

lieux aux noms charmants ; dormir à l'hôtel Habou de Louxor, en Egypte ; se promener dans les jardins de Bomazzo, en Italie ; déjeuner à l'Albergo Continental à Mérida au Mexique. Autant de voyages rythmés par la présence constante du photographe, avec sa femme Françoise, et par des légendes scrupuleusement précises, « marquage illimité, éternel, du territoire amoureux ».

Que devient alors la littérature ? L'écrivain et le photographe sont indissociables depuis la parution de *Notre antéfixe* en 1978. Denis Roche a souvent rappelé les similitudes entre l'acte photographique et l'acte d'écrire, entre le Leica M3 et la machine semi-portative Hermès 3 000, « ces deux machines à capter la réalité ».

Un livre accompagné l'exposition (c'est plutôt l'inverse d'ailleurs), intitulé *Ellipse et laps* – « Au dedans, un laps de temps se trouve pris ; tout autour, c'est l'ellipse », – dans lequel l'auteur rassemble vingt-cinq ans de photographie. Et dans l'ordonnement des images exposées plane une impression de sérénité, comme si chaque mouvement, chaque ombre, chaque reflet, chaque objet, chaque visage ne pouvaient être que là, en cet endroit.

MICHEL GUERRIN

(1) Les citations de Denis Roche sont extraites de son livre *Disparition des lucioles* (réflexion sur l'acte photographique). Editions de l'Étoile, 1982.

Galerie Maeght, 42-46, rue du Bac, 75007, Paris. Jusqu'au 13 avril. *Ellipse et laps*, préface d'Hubert Darniche. Collection « Photo-Cinéma ». Maeght. Éditeur. 98 photos, 168 p. 300 F.

8 mars • 28 avril

## LA PEAU ET LES OS

Réalisation Jean-Louis Benoit d'après Georges Hyvernaud

THEATRE DE L'AQUARIUM  
Cortouche  
43 74 99 61

## EXPOSITIONS

## CENTRE

## GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou, 14  
12-23 h. T. 1. si mar. de 12 h à  
22 h, dim. et jours fériés de 12 h à 22 h

## CAPITALES

## EUROPÉENNES

## DU NOUVEAU DESH

Galerie du Centre  
Jusqu'au 27 mai 1991

FRANK O. GENTRY. Photographie

Europe. Galerie du Centre. 14

Jusqu'au 10 mai 1991

JUAN GRIS. Dessins (1921)

Jusqu'au 10 mai 1991

BERTRAND LAVIER. Photographie

Jusqu'au 10 mai 1991

WILLIAM WEGMAN. Photographie

Jusqu'au 10 mai 1991

Musée d'Orsay

Quai Anatole France, place de

Maurice Ravel, 144-49 48 48

Jusqu'au 10 mai 1991

GEORGES N. BARNARD. Photographie

Jusqu'au 10 mai 1991

SECESSION. Exposition de

Jusqu'au 10 mai 1991

PHOTOGRAPHIE DES FUS

Jusqu'au 10 mai 1991

RENE PONT. Dessins (1921-1931)

Jusqu'au 10 mai 1991

LE TEMPS DES SYNAGOGUES

Jusqu'au 10 mai 1991

Palais de la Poste

Jusqu'au 10 mai 1991

ACQUISITIONS RECENTES

Jusqu'au 10 mai 1991

SEPT DEPARTEMENTS DE LA

Jusqu'au 10 mai 1991

JUSQU'AU 10 MAI 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

SCULPTURES FRANÇAISES

Jusqu'au 10 mai 1991

CLASSIQUES DU NOUVEAU

Jusqu'au 10 mai 1991

VRE (1760-1830). Galerie de

Jusqu'au 10 mai 1991

LE TRÉSOR DE SAINT-GERMAIN

Jusqu'au 10 mai 1991

Grand Palais

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991

Jusqu'au 10 mai 1991



# SPECTACLES

JEUDI 14 MARS

## EXPOSITIONS

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN.**  
Galerie du Cci. Jusqu'au 27 mai 1991.

**FRANK O. GEHRY.** Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991.

**JUAN GRIS, DESSINS (1915-1921).** Salle d'art graphique, 4 étage. Jusqu'au 1 avril 1991.

**BERTAND LAVIER.** Galeries contemporaines - rez-de-chaussée. Jusqu'au 14 avril 1991.

**WILLIAM WEGMAN.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 avril 1991.

**Musée d'Orsay**

Quai Anatole-France, place Henri-Montherlant (40-49-44-14). Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**GEORGE N. BARNARD : PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION.** Exposition-dossier, espace photographies arts graphiques 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

**DESSINS DE CARPEAU.** - rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

**PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE.** - espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

**RENE PIOT (1866-1934) DÉCORS DE THÉÂTRE, DÉCORS MONUMENTAUX.** Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

**LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914).** Exposition-dossier, - 5, 4, 3 étages - pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

**Palais du Louvre**

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.

**ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE.** Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Du 15 mars 1991 au 17 juin 1991.

**JOS VAN CLEVE.** Pavillon de Flora. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

**REPRÉSENTATION.** Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Du 15 mars 1991 au 17 juin 1991.

**SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830).** Galerie de la Salle Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

**LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS.** Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilités de billets coupés avec le Louvre). Du 15 mars 1991 au 17 juin 1991.

**Grand Palais**

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Rhénans. (42-86-54-10). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

**MUSÉES**

**1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON.** 150 anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, église du Dôme, place Vauban (45-55-92-30). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**CAMILLE CLAUDEL.** Musée Rodin. Hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-10-34). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 20 h. Fermeture des caisses 30 mn avant. Fermeture exceptionnelle le 1 mai. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

**LES DESSOUS DE LA VILLE.** Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand (42-78-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

**JAN DIBBETS.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1 mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

**LA FAÏENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

**HORST.** 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

**RICHARD MEITNER, VERRE CONTEMPORAIN.** Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (43-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

**LE MONDE DE PROUST.** PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

**LA MÉMOIRE DES TIMBRES.** Musée de la Poste, 34, bd de Voltaire (43-20-15-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Du 16 mars 1991 au 1 novembre 1991.

**MÉMOIRES D'ÉGYPTÉ.** Bibliothèque Nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne les jeu., ven., sam., jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**L'ORIENT D'UN DIPLOMATE.** Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. et mar. et fêtes de 9 h à 18 h, 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

**PANORAMA DES PANORAMAS.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Fermeture exceptionnelle le dimanche 31 mai et le lundi 1<sup>er</sup> avril ainsi que le mercredi 1<sup>er</sup> mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

**LA PHOTOGRAPHIE AU SAU-REDOU.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 mai 1991.

**PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES.** Musée Picasso, hôtel Solf, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. dim. : 13 F. Jusqu'au 20 mai 1991.

**RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION.** La France après les ruines, 1918... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-80-00). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

**LA RUE DU BAC.** Musée de la Légion d'honneur, 2, rue Bellechasse, 13, av. de la République (47-33-14-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, 17 h 15. Entrée : 10 F. Du 14 mars 1991 au 23 juin 1991.

**LES STYLES DE BOUCHARD.** Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-48). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les autres dimanches de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

**UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE.** LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Interat Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Du 14 mars 1991 au 23 juin 1991.

**VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES.** Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. et mar. et fêtes de 9 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre 1991.

**IGNACIO ZULOAGA (1870-1945).** Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

**CENTRES CULTURELS**

**LES AMOUREUX A L'IMAGE.** Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (42-78-14-50). T.J. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 mars 1991.

**ANGE ET DAMNATION.** Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-21). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai 1991.

**JEAN-CHRISTOPHE AVERYT.** Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 22 h. Du 14 mars 1991 au 26 mai 1991.

**EMILE BERNARD (1868-1941).** Fondation Mona-Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-88). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

**MARIO BOTTA.** Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. et mar. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

**CULLENS-SCULPTURES.** Fondation Bepko, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

**INÉS DA SILVA.** Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochechouart (48-20-12-24). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Du 16 mars 1991 au 28 mars 1991.

**ENTRÉE TERRE ET CIEL.** Hôpital Epileptique, 4, rue Cassini (45-72-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

**MANUEL FELGUÉREZ.** Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

**VILLE DES PHOTOGRAPHES.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**TOYO ITO.** FRANÇOIS DESLAUGIERS, FRANK HAMMOUTTENE, Jean-François d'Architecture, 8 bis, rue de Tournon (46-33-50-38). T.J. et mar. et lun. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

**KILIMS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juin 1991.

**KILIMS ANCIENS.** XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

**RAÏCHID KORAÏCHI.** Salomé. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**LES MAISONS DE COLETTE.** Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. et mar. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 avril 1991.

**ARTURO MARTINI.** Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porte côté Seine. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

**MATIERES ET ACTES PHOTOGRAPHIQUES.** Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carré - 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**LE NOUVEAU MUSÉE DE GRONINGUE.** Entre l'art, l'architecture et le design. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Visites commentées : samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 16 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

**PAUL SIMON (1892-1979).** Eléphants, lions, singes... sculptures et gouaches. Fondation Dorel-Thiers, 27, place Saint-Georges (48-73-44-45). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Conférences les 26 mars à 19 h. Inscriptions au 39.50.75.14. (25 F comprenant l'exposition). Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

**LE SIÈGE DE PHARAON ET LE TOUR DE DIDOT DE THOMAS TUPPÉ.** ÉBÉNISTE. Centre culturel sudois, hôtel de Mele 11, rue Pavanne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril 1991.

**TIEFKUHLUNG, BETTINA ZIEGER.** Goethe Institut, annexe Condé, 31, rue de Condé (43-28-60-21). T.J. et mar. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril 1991.

**DOMINIQUE WADE.** Tréfonds. Hôpital Epileptique, 4, rue Cassini (45-72-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mars 1991.

**VLADIMIR VANKILEVSKY.** Paris Art Center, 36, rue Fagouère (43-22-40-21-89-59). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 mars 1991.

**GALERIES**

**AREZKI AOUN.** Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine (43-26-25-35). Du 14 mars 1991 au 14 avril 1991.

**KEITA OCO.** 3, rue Houdart (43-68-90-93). Jusqu'au 30 mars 1991.

**XANTE BATTAGLIA.** Galerie Heyram-Maboul Semmler, 58, rue de l'Université (42-22-58-09). Du 14 mars 1991 au 31 mai 1991.

**FRANÇOIS BEAUJOU.** Galerie Michèle Broutz, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Jusqu'au 6 avril 1991.

**PHILIPPE BORDIEREUX.** Galerie Van Malle, 14, rue du Parc (40-27-05-66). Jusqu'au 30 mars 1991.

**LAWRENCE CARROLL.** Galerie Boudin Labon, 3, rue des Archives (42-72-05-10). Jusqu'au 13 avril 1991.

**ROMAN CIELESZCZAK.** Galerie du Jour Agnès, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 13 avril 1991.

**CLAYETTE.** Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 28 mars 1991.

**PIERRE-VYVES CLOUIN.** Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 27 mars 1991.

**JEAN-CHRISTOPHE AVERYT.** Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 22 h. Du 14 mars 1991 au 26 mai 1991.

**EMILE BERNARD (1868-1941).** Fondation Mona-Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-88). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

**MARIO BOTTA.** Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. et mar. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

**CULLENS-SCULPTURES.** Fondation Bepko, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

**INÉS DA SILVA.** Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochechouart (48-20-12-24). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Du 16 mars 1991 au 28 mars 1991.

**ENTRÉE TERRE ET CIEL.** Hôpital Epileptique, 4, rue Cassini (45-72-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

**MANUEL FELGUÉREZ.** Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

**VILLE DES PHOTOGRAPHES.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**TOYO ITO.** FRANÇOIS DESLAUGIERS, FRANK HAMMOUTTENE, Jean-François d'Architecture, 8 bis, rue de Tournon (46-33-50-38). T.J. et mar. et lun. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

**KILIMS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juin 1991.

**KILIMS ANCIENS.** XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

**RAÏCHID KORAÏCHI.** Salomé. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**LES MAISONS DE COLETTE.** Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. et mar. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 avril 1991.

**ARTURO MARTINI.** Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porte côté Seine. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

**MATIERES ET ACTES PHOTOGRAPHIQUES.** Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carré - 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

**LE NOUVEAU MUSÉE DE GRONINGUE.** Entre l'art, l'architecture et le design. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Visites commentées : samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 16 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

**MARINO DI TEANA.** Galerie Arcu-rial, 9, av. Marignol (42-99-16-16). Jusqu'au 11 avril 1991.

**JIM DINE.** Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 mars 1991.

**DIVERSITÉ CONTEMPORAINE EN EUROPE.** Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 30 mars 1991.

**EUGÈNE DODEIGNE.** Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 6 avril 1991.

**DOKOUPIL.** Galerie Soma Soma, 16, rue des Courtes-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 27 avril 1991.

**DROLES DE LIVRES.** 10 ans - 10 artistes. Galerie Caroline Corré, 14, rue Condé (43-54-57-57). Jusqu'au 30 mars 1991.

**MATTHIAS DUVEL.** Galerie Bellier, 7, quai Voltaire (42-60-74-72). Jusqu'au 18 avril 1991.

**MIQUEL EGANA.** Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 6 avril 1991.

**BERNARD FAUCON.** NIELE TOROIAN, Galerie Yves Lambert, 10, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Du 16 mars 1991 au 16 avril 1991.

**JOAN FONTCUBERTA.** Galerie Zaldívar, 37, rue Dancampour (42-72-35-47). Jusqu'au 11 avril 1991.

**JEAN-PIERRE FORMICA.** Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-78-05-10). Jusqu'au 14 avril 1991.

**RICARDO MOSNER.** Galerie Crousal-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 16 mars 1991 au 17 avril 1991.

**GIUSEPPE GALLO.** Galerie Guthart Berlin, 47, rue de Valenciennes (47-00-32-10). Jusqu'au 20 avril 1991.

**GERARD GASIOROWSKI.** Galerie Mieghe, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Martin (42-78-43-44). Jusqu'au 15 avril 1991.

**MARTIN GAUSS.** Galerie Sylvie Bruley, 27, rue de l'Université (40-15-00-83). Jusqu'au 6 avril 1991.

**SAM GILLIAM 1968-1973.** Galerie Derriche Speys, 6, rue Jacques-Cœur (43-54-78-41). Jusqu'au 15 avril 1991.

**JACK GOLDSTEIN.** Galerie du Génie, 24, rue Keller (48-06-90-90). Jusqu'au 9 avril 1991.

**VIOLETTE GRANGES.** Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (45-55-58-27). Jusqu'au 30 mars 1991.

**GRISSEL.** Galerie d'art de la place Beaurevoir, 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré (43-54-78-41). Du 15 mars 1991 au 13 avril 1991.

**HERVE GUIBERT.** Galerie Agathe Galliard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 16 mars 1991.

**GINOVARAT.** Galerie Lina Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-98-87). Jusqu'au 13 avril 1992.

# Embarquement immédiat.

LONDRES	980F
ATHENES	2550F
MADRID	1490F
GENEVE	925F
AMSTERDAM	900F
COPENHAGUE	1780F
LISBONNE	1840F
ROME	1755F
VENISE	1700F
ISTAMBOUL	2750F
NICE	770F

NEW YORK	2995F
WASHINGTON	3395F
MIAMI	3700F
MONTREAL	2995F
TUNIS	1855F
CASABLANCA	2730F
MARRAKECH	2950F
AGADIR	2950F
FORT-DE-FRAN	3290F
POINTE-A-PIT	3290F
SAINT-MARTIN	3290F

Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vols Air France

ou Aéromaritime, et sur Tel Aviv et La Réunion du 13 mai au 16 juin.

Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

**AIR FRANCE**  
*C'est le moment!*

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

**FACE A L'EXTREME**  
de Tzvetan Todorov.  
Séoul, 243 p., 130 F.

**LES MORALES DE L'HISTOIRE**  
de Tzvetan Todorov.  
Grasset, 308 p., 125 F.

Le siècle finissant dans l'histoire des réflexions éthiques et des réflexions politiques totalitaires dans l'humanité efface des systèmes de pensée totalitaires pour effacer l'homme de la pensée du monde et de la pensée de l'homme. Les premiers s'effondrent, les seconds s'effondrent. Les réflexions de philosophie morale suppose l'insaisissable liberté, en dépit du poids de déterminismes, s'aventure au cœur du radicalisme dans les faits, l'univers concentrant l'homme.

Tel est le projet de Tzvetan qui, à l'instar de Bruno, entend réfléchir à la morale l'expérience extrême des hommes constatant fondamentalement une démarche selon laquelle le monde n'a pas complètement rompu avec la vie en déportant d'une réécriture de nos mœurs, il montre que, contrairement à la version vulgaire de Hobbes, l'homme n'a pas devenu un loup pour l'homme. Les thèses en découvrant la condition humaine n'est pas radicalement à celle des rapports humains dont elle force le trait jusqu'à l'insoutenable. Et, dans la limite est aussi, l'homme s'agit pour l'expérience ordinaire, d'une morale quotidienne de notre temps.

**LES ARTICLES DU FIGARO**  
Tome 1. La guerre froide 1947-1955  
de Raymond Aron.  
Présentation et notes de Georges-Henri Soutou.  
Editions de Fallois, 1418 p., 350 F.

Un clou a vite fait de chasser l'autre. Le drame du Golfe a fait oublier la guerre froide, rétrospectivement, comme quasi idyllique. Les mérites de la publication, d'une jolie présentation inspirée de la célèbre Pléiade, d'un premier recueil de chroniques que Raymond Aron a consacrées jadis dans le Figaro, est de nous en rappeler le caractère implacable et le climat, nettement en France, hautement passionné.

Ces articles, qui prennent sous la forme de séries, sont incroyablement nombreux : dix, par exemple pour le seul mois de septembre 1951. Autant dire qu'ils sont directement liés à l'événement qu'il était indispensable, pour rendre tout à fait intelligibles au lecteur d'aujourd'hui, de leur ajouter une quantité de notes explicatives. Georges-Henri Soutou, à qui l'on doit la préface du volume et les introductions de chacune des trois parties, s'est attaché à cette tâche avec une ardeur de bénédictin sans qu'on puisse, semble-t-il, reprocher la moindre erreur. Même s'il

مكتب (من) ١٤٤٠ هـ

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.



# LIVRES • IDEES

## L'homme moral

A partir de « l'expérience extrême des camps »  
Todorov renoue avec un humanisme longtemps relégué au magasin des naïvetés

### FACE A L'EXTRÊME

de Tzvetan Todorov.  
Seuil, 243 p., 130 F.

### LES MORALES DE L'HISTOIRE

de Tzvetan Todorov.  
Grasset, 308 p., 125 F.

Le siècle finissant dans l'incertitude, vient l'heure des bilans, des retours critiques et des réflexions éthiques. Les systèmes politiques totalitaires ont culminé dans l'inhumain effroi des camps. Des systèmes de pensée totalisants ont cru pouvoir effacer l'homme de leur compréhension du monde et de la société. Les premiers s'effondrent, les seconds se lézardent. Aussi n'est-il pas fortuit qu'une réflexion de philosophie morale, qui pré-suppose l'inaliénable liberté de l'homme, en dépit du poids de déterminations multiples, s'aventure au cœur de ce qui n'a radicalement dans les faits cette liberté, l'univers concentrationnaire.

Tel est le projet de Tzvetan Todorov qui, à l'instar de Bruno Bettelheim, entend « réfléchir à la morale à partir de l'expérience extrême des camps ». Un constat fondamental sous-tend sa démarche selon lequel le sentiment moral n'a pas complètement sombré dans l'horreur de la vie en déportation. A partir d'une relecture de nombreux témoignages, il montre que, contrairement à la version vulgarisée de la doctrine de Hobbes, l'homme n'y est pas toujours devenu un loup pour l'homme. Deux thèses en découlent : la réalité concentrationnaire n'est pas radicalement étrangère à celle des rapports humains courants dont elle force le trait jusqu'à l'admirable ou l'insoutenable. Et, dès lors, cette réalité est aussi porteuse d'un enseignement pour l'expérience ordinaire, apte à « fonder une morale quotidienne à la mesure de notre temps ».

### Les vertus

#### quotidiennes

Si les récits des déportés, ceux des camps nazis comme ceux du goulag, restituent surtout la terrifiante oppression qu'ils ont connue et son corollaire, la lutte pour la survie, Tzvetan Todorov trouve également, dans les écrits de Primo Levi, de Varlam Chalams et de beaucoup d'autres, l'évocation de ces faits ténués, de ces comportements têtus où la volonté morale résiste et auxquels les circonstances donnent un éclat exceptionnel. Il s'agit moins de « vertus héroïques » — celles qui visent un bien abstrait — que de ces « vertus quotidiennes » — dont les des-



tinataires sont des sujets concrets. Elles sont, nous dit-il, au nombre de trois.

La « dignité » préserve, dans ses retranchements ultimes, l'autonomie et l'image de soi. Un exemple parmi d'autres est celui de Milena Jesenska, cette journaliste tchèque, amie de Kafka. Sa compagne à Ravensbruck, devenue ensuite sa biographe, Margarete Buber-Neumann, raconte comment Milena ne se conformait jamais tout à fait à l'ordre du camp, fût-ce dans l'alignement d'un rang de détenues. Le « souci » se porte vers l'autre, à travers des gestes dangereux, infimes, mais infiniment précieux. Tzvetan Todorov en retrouve la trace dans de nombreux récits. Robert Antelme évoque

la fraternité de Jo, ce « grand silencieux », Evguenia Guinzbourg, la gaieté et la générosité d'Anton Walter, ce médecin d'origine allemande qui deviendra son second mari. Primo Levi les attentions de Lorenzo, le maçon italien qui lui apportait chaque jour une soupe de plus... Enfin, à travers les « activités de l'esprit », des vers récités, un air de musique, une conversation, se partage, un rare instant, le plaisir esthétique ou intellectuel. Autant d'étincelles d'humanité chez les victimes d'un univers qui ne cesse de les broyer.

Quant aux bourreaux, « ni monstres ni bêtes », ce sont des gens ordinaires, redoutables agents de cette « banalité du mal »

dont parlait Hanna Arendt. « Son interprétation m'attire moins que celle du bien », avoue Tzvetan Todorov, qui s'y efforce cependant dans la deuxième partie de *Face à l'extrême*. Refusant l'explication trop commode en termes d'anormalité, il distingue trois formes extrêmes de « vices ordinaires ». Ce qu'il nomme « fragmentation », cette dissociation entre comportement et conscience qui permet soit aussi un gardien sans pitié. La « dépersonnalisation » des individus dans l'engrenage d'une pensée instrumentale qui déshumanise les détenus, mais aussi les gardiens, pris dans les rouages du système. Et enfin, la « jouissance du pouvoir ».

Cette analyse du mal est moins convaincante. Peut-être en raison de la motivation moindre de l'auteur et de la nature des sources — les bourreaux n'ont pas de mémoire. Mais aussi parce que le parti pris de traiter ensemble camps soviétiques et camps nazis, légitimé par une problématique axée sur les comportements des individus (et non sur les régimes et leurs spécificités historiques), achoppe ici sur la question de la « solution finale » et de l'extermination systématique.

Cette méditation sur les camps conduit Tzvetan Todorov à une réflexion sur la question de la culpabilité et sur les conditions du jugement. Sans ignorer les divers degrés de complicité ayant permis l'indépassable, du consentement mêlé d'aveuglement volontaire à l'indifférence et au conformisme, il récusé la notion de culpabilité collective qui, en miroir de ce qu'elle dénonce, étend l'accusation à un ou plusieurs peuples tout entiers. On ne peut juger que des individus, non des peuples car seuls les premiers, dotés d'autonomie, sont responsables de leurs actes — c'est là un des fondements d'une démocratie véritable. « Ce n'est pas la souffrance infligée qui supprime la souffrance subie », martèle-t-il. Une mise en garde toujours actuelle si l'on pense au peuple irakien que l'on ne saurait vouer aux gémonies avec son dictateur.

Illustrant son propos, Tzvetan Todorov critique avec virulence la démarche de Claude Lanzmann. Tout en reconnaissant « l'expérience bouleversante que représente la confrontation avec le film » et « l'amaralité inhérente au geste créateur », il lui reproche son manichéisme dans la représentation des peuples allemand et polonais.

Nicole Lapierre

Lire la suite page 20

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### Drôles de drames

Sylvie Germain, une des plus douées des jeunes romancières actuelles, poursuit son œuvre sans se soucier d'être rattachée à un quelconque courant littéraire. On retrouve dans *l'Enfant méduse* son univers dramatique, traversé de passions interdites. Rafael Pividal travaille dans un tout autre registre : froid, ironique, voltairien.

Page 16

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

### Ionesco en Pléiade

Après la renommée internationale et l'entrée à l'Académie française, Ionesco l'iconoclaste, que Cornille ennue, qui trouve Hugo ridicule, a les honneurs de *La Pléiade*. Critiqué par la droite au temps du théâtre de l'absurde, puis par la gauche, qui dénonçait son « anticommunisme primaire », il reste un funambule visionnaire.

Page 17

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

### Paroles d'exilés

Franz Hessel, le Jules de Jules et Jim, aimait tant ses exils volontaires en France qu'il ne voulait pas retrouver Paris en fugitif, il émigrera pourtant pour échapper au nazisme, comme tant d'autres exilés allemands célèbres ou inconnus, comme Anna Seghers, dont le fils nous raconte son transit.

Page 22

## Aron et la guerre froide

Les chroniques d'un « spectateur engagé »

### LES ARTICLES DU FIGARO

Tome I. La guerre froide 1947-1955

de Raymond Aron.  
Présentation et notes  
de Georges-Henri Soutou.  
Editions de Fallois, 1418 p.,  
350 F.

Un clou a vite fait de chasser l'autre. Le drame du Golfe a fait apparaître la guerre froide, rétrospectivement, comme quasi idyllique. L'un des mérites de la publication, dans une jolie présentation inspirée de la célèbre Pléiade, d'un premier recueil des chroniques que Raymond Aron lui a consacrées jadis dans le *Figaro* est de nous en rappeler le caractère implacable et le climat, notamment en France, hautement passionnel.

Ces articles, qui prennent souvent la forme de séries, sont incroyablement nombreux : dix, par exemple, pour le seul mois de septembre 1951. Autant dire qu'ils sont très directement liés à l'événement, et qu'il était indispensable, pour les rendre tout à fait intelligibles au lecteur d'aujourd'hui, de leur ajouter quantité de notes explicatives. Georges-Henri Soutou, à qui l'on doit la préface du volume et les introductions de chacune de ses trois parties, est attaché à cette tâche avec une ardeur de bénédictin, et sans qu'on puisse, semble-t-il, reprocher la moindre erreur. Même s'il a

bénéficié des conseils de son père, Jean-Marie Soutou, qui était alors, avant d'en devenir le secrétaire général, l'un des figures les plus marquantes du Quai d'Orsay, son mérite n'est pas mince, compte tenu de son fort jeune âge à l'époque...

Travailleur infatigable, doté d'une mémoire d'éléphant et d'une exceptionnelle clarté d'expression, également à l'aise dans l'analyse et dans la synthèse, aussi familier de la philosophie et de l'histoire que de l'économie et de la stratégie, capable de s'exprimer indifféremment en français, en anglais et en allemand, Aron était plus apte que quiconque à traiter de l'actualité brûlante, en la replaçant dans le cadre le plus vaste. En fait, il exerçait un véritable magistère intellectuel, dont il aurait d'ailleurs aimé qu'il débouchât sur une fonction plus active que celle du « spectateur engagé » (1).

En un temps où l'URSS était encore assez largement entourée du prestige de la victoire de 1945 et où l'Allemagne était facilement regardée d'un œil suspect, Aron ne faisait pas mystère de son atlantisme, ce qui lui valut plus d'une passe d'armes avec Sirius, Etienne Gilson, Maurice Duvverger et le colonel américain Walter Lippmann. Pour lui, Staline était un autre fruit de l'arbre qui avait produit Hitler et l'URSS, « une puissance impérialiste, métropole d'une religion séculière à portée universelle », avec laquelle « il

n'y a pas de division possible du monde, ou du moins, toute division est précaire et ne peut être maintenue que par la force ». Ce qui ne l'empêchait pas au demeurant de penser que si la paix avec elle était « impossible », la guerre, la vraie, demeurerait « improbable ». Mais comment se terminerait l'affrontement ? On n'a pas, curieusement, le sentiment qu'il se soit beaucoup posé la question. Ce national n'était pas un visionnaire et d'ailleurs ne prétendait guère l'être.

Ses chroniques résistent bien, dans l'ensemble, à l'épreuve du temps. Elles mettent en évidence l'honnêteté intellectuelle de l'auteur, qu'on voit se rallier à Pierre Mendès France, au vu de l'œuvre accomplie, après avoir exprimé sa réserve, pour ne pas dire sa méfiance, à son égard. Mais on le sent plus attentif aux idéologies qu'aux nations, à l'URSS qu'à la Russie — ce qui lui valut des mots sévères de de Gaulle — et qu'aux hommes.

D'où son jugement, sans doute un peu rapide au moment de la mort de Staline, dont il n'a pas bien vu — mais qui l'a vu à l'époque ? — le caractère exceptionnel. Il ne fait plus de doute maintenant, par exemple, qu'il s'agissait d'un personnage monstrueux, shakespearien, largement motivé par la peur. Elle explique à la fois la manière dont il s'est débarrassé de quiconque lui portait ombrage, et sa grande prudence

dans ses entreprises extérieures : après tout, il avait cru possible de s'entendre durablement avec Hitler, et il n'a laissé Kim Il Sung se lancer à l'attaque de la Corée du Sud que parce qu'il s'y était cru encouragé par une déclaration très imprudente du secrétaire d'Etat américain Dean Acheson, comme par les provocations verbales du dictateur de Séoul, Syngman Rhee. Aron ne traite guère cet aspect des choses. En réalité, ce n'est qu'avec le « libéral » Khrouchtchev et le vaillant Brejnev que le Kremlin a vraiment cru possible de reprendre la marche en avant du communisme.

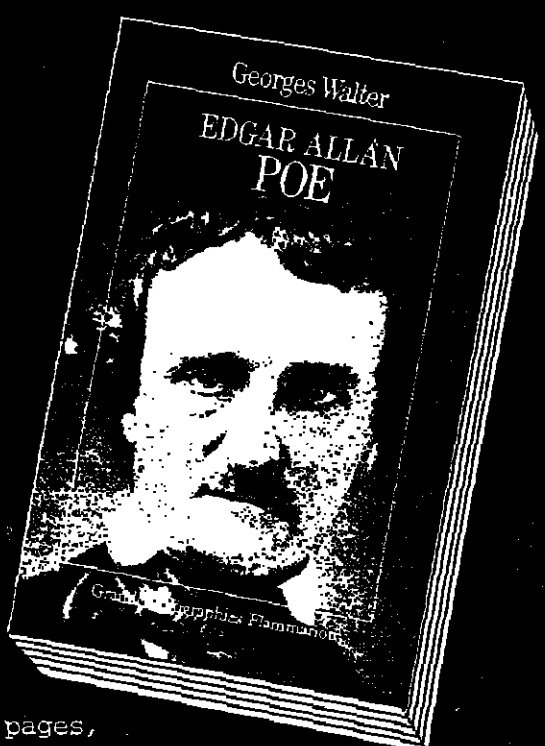
Reste une question, à la racine de ce que notre auteur a appelé « le grand schisme » : aurait-on pu l'éviter, et comment ? Était-il raisonnable de penser que l'URSS, sortie épuisée d'une guerre qui lui avait coûté vingt millions de ses enfants, accepterait de contribuer au maintien d'un ordre dont les Etats-Unis étaient les principaux bénéficiaires et se voulaient clairement les principaux garants ? Il ne semble pas qu'au moins dans ces articles Aron se soit beaucoup posé la question.

André Fontaine

Lire également page 19 l'article d'Elizabeth de Fontenay

(1) Titre de ses entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton (Julliard, 1981, et Presses-Pocket).

## ENQUETE SUR EDGAR ALLAN POE, POETE AMERICAIN.



564 pages,  
16 pages de photographies.  
180 F.

Grandes Biographies Flammarion





هذه الامن لامين

LIVRES • IDÉES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le Monde • Vendredi 15 mars 1991 17

# Un funambule dans « La Pléiade »

Eugène Ionesco, le visionnaire iconoclaste

**THÉÂTRE COMPLET**  
d'Eugène Ionesco.  
Édition présentée,  
étalée et annotée  
par Emmanuel Jacquot.  
« Bibliothèque de la Pléiade »,  
Gallimard,  
1 955 p., 442 F.



Après la renommée internationale, après l'entrée d'Eugène Ionesco à l'Académie française, son œuvre théâtrale a les honneurs de « La Pléiade » grâce au travail remarquable d'Emmanuel Jacquot. Sa préface donne un éclairage pertinent sur les années d'avant-guerre, lorsque le jeune écrivain (né en 1909 d'une mère française et d'un père roumain à Slatina, bourg proche du Danube) découvrait l'âge d'or des lettres roumaines. Jacquot dévoile aussi bien l'activité du polémiste fébrile que l'inconfort profond de l'homme qui voyage depuis son enfance, jusqu'en 1942, quand il s'établit pour toujours en France, entre ses deux patries (1).

« Plaisantin », « fumiste », « mystificateur », telles étaient les amabilités dont un chroniqueur accablait, il y a trente six ans, l'auteur inconnu d'une certaine anti-pièce intitulée *La Cantatrice chauve*. Plus perfide, un autre, à la même époque, le présentait comme « une curiosité » à laquelle il conseillait de garder « ses flatteuses illusions ». Malgré le soutien des Adamov, Beckett, Breton, Leiris, Queneau, Supervielle et de tant d'autres, Eugène Ionesco n'a jamais nourri trop d'illusions envers lui-même, tout en se considérant parfois, sur le parcours d'une constante pratique de l'autodérision raisonnable, comme l'héritier direct d'Eschyle, de Sophocle, de Shakespeare et de Kleist.

Ionesco, pourfendeur de tout conformisme, fasciné par l'inconscient collectif, admirateur de Chestov et de Croce, le dit en riant, mais est-il si loin de la vérité ? Nostalgique de la création non engagée, l'iconoclaste que Cornille ennuie,

qui trouve Victor Hugo ridicule et Schiller insupportable, après avoir dynamité avec son théâtre faussement absurde quantité de clichés et poncifs, déclarait en 1978 à Philippe Sollers : « Je me suis mis à me raconter moi-même et à défendre certaines idées... si bien que je crois qu'à cause de cela j'ai raté mon aventure littéraire. » En sublimant l'angoisse, en transfigurant son sentiment lancinant de culpabilité, Eugène Ionesco, n'a bien sûr rien raté.

## Les glaciations de l'esprit

Si l'auteur de *Jacques ou la soumission* et de *La Leyon* fuit la politique comme la peste, elle finit toujours par le rattraper. En effet, après avoir subi à ses débuts les

foudres de la critique de droite, qui acceptait mal son défi au théâtre conventionnel, en 1958 un chroniqueur influent de Londres, Kenneth Tynan (qui avait d'abord défendu Ionesco auprès du public anglais) lui reproche, dans la tradition déjà moribonde du dogmatisme jdanovien, d'ignorer le réalisme, donc de « ne plus croire à l'homme, au progrès, à la civilisation ».

Faux débat car témoin de la montée des intolérances dans la Roumanie de son père, personnage versatile et intolérant, témoin aussi de la misère d'une France maternelle envahie, humiliée, Eugène Ionesco n'a jamais ignoré la réalité, pas davantage que son univers onirique, sources de son inspiration intarissable. Tout au long de son œuvre, prose et théâtre confondus,

portée par une sombre gaieté, il dénonce les glaciations et la cruauté de l'esprit mais aussi les tentatives messianiques figées dans l'horreur absolue.

Avec *Rhinocéros* et *Le roi se meurt*, l'esthète en quête de l'art gratuit revient aux formes plus traditionnelles et pose les jalons d'un nouvel humanisme porteur de doute métaphysique et d'interrogations essentielles. Bien au-delà du nihilisme joyeux et dévastateur d'autrefois, cet humanisme est d'autant plus convaincant qu'il ne dit pas son nom. De ce retour à l'apparent émerge la volonté d'Eugène Ionesco de prêter son écoute aux bruits, à la fureur de l'actualité, comme le prouvent ses écrits, où il dénonce la barbarie à visage humain dans les pays de l'Est, dans sa Roumanie natale, de même que l'aveuglement d'une bonne partie de l'intellectualité occidentale.

C'est pourquoi, parmi ses anciens admirateurs, certains ne lui pardonneront jamais ces prises de position, à partir des années 60, pas plus qu'ils ne lui firent grâce, en 1970, de sa présence chez les immortels. Pour les laudateurs d'une littérature politicienne, son combat contre la tyrannie des hommes et de la pensée sclérosée était devenu celui d'un « anticommuniste primaire », d'un « antisovétisme viscéral ».

S'il relâchait aujourd'hui justement le texte de la pièce *Tueurs sans gages*, créée il y a plus de trois décennies au théâtre Récamière, ils conviendraient tous, esprits chagrins et destructeurs amers que ce funambule, qui évolue avec une grâce inquiète au-dessus de précipices insondables, était déjà un grand visionnaire.

Edgar Reichmann

(1) Ce volume possède un appareil critique considérable, une iconographie ; il contient aussi deux pièces inédites et une bibliographie exhaustive.

# Les traîne-soleil de Mireille Best

Des tragédies dans un monde gris et timoré

**ORPHÉE TROIS**  
de Mireille Best.  
Gallimard, 190 p., 90 F.

Si elle était née américaine, Mireille Best, auteur de quatre recueils de nouvelles et de deux romans, n'aurait probablement pas hésité à fivrer les clés de son art et vivrait confortablement non seulement de ses droits d'auteur, mais d'un salaire de professeur de *creative writing* dans quelque université accueillante.

Si elle était née anglaise, plus discrète, mais sans doute encore plus estimée, elle jouirait de l'isolement poétique d'un cottage : on irait en pèlerinage chez cette nouvelliste à la fois misanthrope et généreuse, on s'émervellerait de reconnaître ses modèles, on lui demanderait de nous expliquer son système psychologique et littéraire. Comment transmuter-elle une vie quotidienne et sentimentale à peu près ordinaire en lutte contre ce « bloc hostile, blanchâtre, pesant, amorphe » qu'est l'univers.

Mais, en dépit de son nom, un pseudonyme aux consonances anglo-saxonnes et triomphantes, Mireille Best est française, provinciale (de Roquebrune), écrivain des nouvelles, elle réserve sa littérature à quelques amoureux des tempéraments originaux et, grâce à Dieu, n'a pas de trucs.

Son univers est strictement féminin, comme le savent les lecteurs de ses précédents ouvrages. Les hommes, quand ils apparaissent, sont des maris fatals, volages, ou des conducteurs muflés. Est-ce de la sociologie sexuelle hâtive ? Peut-être, mais ce n'est pas l'essentiel du livre. En exergue, des mots d'enfants, propulsés au rang de philosophes. Quelle philosophie ? Celle d'une aimable résignation face au désordre du quotidien.

L'héroïne de la première nouvelle, professeur qui vit dans une HLM, par goût de la torpeur des banlieues et par horreur de l'« élégant promiscuité » qu'est un appartement au centre-ville, est harcelée par une apprentie romancière, auteur d'une prose poétique sur le mythe (féminisé) d'Orphée.

Tantôt apitoyée, tantôt révoltée par les épanchements de cette amie qui s'impose, Dany contemple avec consternation son double effacé et funeste. Puillanyme, elle délègue à la belle Isa, sa compagne, toute la hargne dont elle se sent incapable et, de veulerie en demi-me-

sure, elle laisse se produire un terrible drame.

Car il y a des tragédies dans ce monde gris et timoré. La fogue amoureuse, poétique, de l'inconnue qui se livre à Dany, lui révèle sa propre médiocrité et l'on sent que la rage de l'écrivain, agrémentée d'une sorte de talent comique inimitable, s'exerce plutôt sur sa narratrice que sur son bourreau devenu victime.

La dernière nouvelle, la plus longue, la plus frappante, la plus vivante, raconte comment Italia a perdu le bouchon de l'arêteur de sa vieille voiture et doit, entre le garage et son village, rouler à quarante kilomètres à l'heure.

## Couleur Saumont

**QUELQUE CHOSE DE LA VIE**  
d'Annie Saumont.  
Seghers, 186 p., 95 F.

Ces conseils brefs, contradictoires (« Tu reformes la porte. Arrête de faire cette tête-là »), ces promesses sans cesse remises (« Plus tard. On verra »), c'est ce qui jalonne la vie, empêche qu'on se perde dans le vertige. Et pourtant les enfants gardent, devant le monde, une perplexité angoissée : tout finira par s'arrêter. D'ailleurs on ne sait pas comment ça a commencé. Et, en somme, si on y réfléchit vraiment, « il aurait peut-être mieux valu que rien commence ».

Bien sûr il y a d'autres enfants, plus indifférents, comme le blond aux chaussettes rouges qui dit : « Oh ! moi, je suis désabusé. » Comme si c'était une nationalité ou une maladie. Il est déjà prêt au « marasme » des adultes, à ces existences où se mêlent les

dramas de l'époque et le quotidien insignifiant, tandis qu'on se dit, au dîner, « Passe-moi le sel ». Et pourtant, selon la citation de Michaux, qui donne son titre au recueil, « On attend donc encore quelque chose de la vie ? Quoi ? »

La plupart de ces treize nouvelles sont d'une grande violence. Qu'elles prennent pour cadre une tranchée lors de la guerre de 1914, le mur de Berlin, une maison de campagne ou un café près du pont Neuf, il y est question de rivalité, de trahison, de morts suspectes (accident ? meurtre ? suicide ?) remémorées ou projetées. Annie Saumont, qui a écrit plusieurs recueils et obtenu, entre autres prix, le Goncourt de la nouvelle 1981, est d'une habileté diabolique. Style acéré, cadrages abrupts, phrases en suspens, bifurcations, donnent un rythme parcourant à ces nouvelles dont on admire, même si certaines ont un goût amer, la savoureuse férocité. M. P.

René de Ceccatty

Les quatre fleuves

**Dissuasion nucléaire et conscience chrétienne**

Saint Augustin et la guerre. La notion de guerre juste au Moyen Âge. Les papes, la guerre et la paix, de Léon XIII à Pie XII. Pour une histoire de la dissuasion. La dissuasion en acte.

Cahier n° 19 70 FF

BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

**Gulliver**

DES ÉCRIVAINS  
REDÉCOUVERENT LE MONDE

Au sommaire du n° 3

**LA GUERRE**

Des textes inédits de :  
Graham Greene, Nik Cohn,  
Amity Shuler, Umberto Eco,  
Joni Flanner, Alvaro Mutis,  
Richard Ford, Michel Racine,  
James Fenton, J.G. Ballard,  
Annie Dillard, Tim O'Brien,  
Boyle, T.E. Lawrence.

Revue trimestrielle 35 F

Par l'auteur de  
**LA CONJURATION DES IMBÉCILES**

Prix Pulitzer du roman 1981

**John Kennedy Toole**

**LA BIBLE DE NÉON**

ROMAN TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR SOPHIE MAUOU

Un roman qui laisse pantois. Bouleversé. Sa lecture provoque le quelque chose d'indéfinissable proche de la jubilation.

André Rollin / Le Canard Enchaîné

Collection « Pavillons »

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

**AMIN MAALOUF**



Découvrez la vie de Mani, prophète de Mésopotamie né en 216 de notre ère, dont le message allait bouleverser les religions et les empires.

Après *Léon l'Africain* et *Samarcande*

**Les jardins de lumière**

J. Clotès

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

## La poétique du nombre

Jacques Roubaud consacre une anthologie au sonnet et à son « mystère formel de première grandeur »

## SOLEIL DU SOLEIL

de Jacques Roubaud.  
POL, 430 p., 150 F.

## ÉCHANGES DE LA LUMIÈRE

de Jacques Roubaud.  
Métailié, 85 p., 65 F.

LA PRINCESSE HOPPY  
OU LE CONTE DU LABRADOR

de Jacques Roubaud.  
Hatier, 145 p.

Dès son premier livre de poésie, Jacques Roubaud montrait sa prédilection pour le sonnet. Ainsi le « mode d'emploi » rappelle que les 361 textes du livre – ou pions d'un jeu de go – appartiennent à diverses variétés suivantes : sonnets, sonnets courts, sonnets interrompus, sonnets en prose, monométriques, hétéométriques, etc.

C'est aussi en sonnets que se formulaient, dans les *Animaux de tout le monde* (recueil destiné entre autres aux enfants), les évidences – toujours bonnes à dire – d'un bestiaire familier (« quand on est chat, on n'est pas chien »). De plus, une longue « Lettre de l'auteur au Hérissé », en postface, précisait les avantages du sonnet : « Ce qu'on peut faire de plus solide comme construction de poème ».

## « Pouvoir multiplicateur »

En effet, pour Jacques Roubaud, le sonnet est une « forme poétique contemporaine », comme il le dit dans l'introduction à sa magistrale anthologie *Soleil du soleil*. Cette forme savante, qui remonte au treizième siècle, se signale, pour Roubaud, par son « pouvoir multiplicateur ». Ainsi, parmi la production d'une centaine d'années, de 1536 à 1630, de Marot à Malherbe, il a choisi 531 sonnets sur environ 45 000.

Jacques Roubaud s'attache moins à une évaluation esthétique qu'à une réflexion mathématique sur cette forme presque toujours présentée comme « fixe, étroitement contrainte », et dont la « variabilité », malgré certaines quasi-constantes, comme le nombre 14, est un « mystère formel de première grandeur ».

L'anthologie a pour point de départ l'apparition du sonnet en France, traditionnellement attribuée soit à Marot, soit à Saint-Gelais. À côté de textes connus de Ronsard, de Joachim du Bellay et d'Agrippa d'Aubigné, elle présente, dans un souci de « réévaluation critique de la poésie du passé », de nombreux poèmes qui n'ont probablement pas été lus depuis leur publication.

Ainsi les sonnets de mathématiciens, peut-être poussés vers la poésie, comme Roubaud lui-même, par la « passion du nombre » (Peletier du Mans, Béroalde de Verville ou Mezeriac, dont le premier ouvrage s'intitulait *Problèmes plaisants et délectables qui se font avec les nombres*).

Le titre de l'anthologie est emprunté à un vers de Guy Le Fèvre de la Boderie : le *Soleil du soleil* désigne la divinité. Ce titre implique un choix et un jugement global de Roubaud : l'apport le plus original, le plus accompli, proviendrait moins de la poésie amoureuse, plus ou moins « pétrarquiste », que de la poésie de la méditation, nourrie d'une inspiration religieuse, représentée notamment par Sponde, La Ceppède, Marin Le Saulx, Pierre de Croix.

Le goût de Roubaud pour la contrainte créatrice se manifeste aussi dans deux ouvrages qui paraissent en même temps. D'abord, subtilement rythmés, *Echanges de la lumière*, où, durant six soirées, six personnages échangent des réflexions « enrichies » par Démocrite, Lucrèce, Descartes, Newton,

etc. Quant à la *Princesse Hoppy* ou le *Conte du Labrador*, c'est un conte oulipien bourré de « complots et compotes » qu'il serait hasardeux de résumer car « le conte dit ce qu'il faut quand il faut ». Mieux vaut donc, de chapitre en chapitre, de paragraphe en paragraphe (tous numérotés), suivre les aventures de la princesse, de ses quatre oncles et de son sagace labrador qui, un après-midi de chien, dans la forêt, rencontre de petits bonshommes : des Oulipiens.

## « Le compte est ma consolation »

A lui le mot de la fin : ce lyrisme, à peine canin, pour évoquer le pouvoir du nombre. Celui-ci « note, désigne, range, énumère, évoque, combine, permut, fait danser devant mes yeux les étoiles, les aboiements, les ombres comme les os, les charlatans aux framboises et les poutous. Il y a une poétique du nombre, sur laquelle je me propose de revenir un jour ».

« C'est une grande destinée que celle du Nombre : entier ou fractionnaire, imaginaire ou réel, il porte toujours en lui le divin caractère utopique. Il contredit sans cesse l'oubli, il peine de ne plus être. Dans la prison, par une succession de barres tracées de sang sur les murs, il se fait patience, et révolte. A la fenêtre de l'hôpital, il est ardente espérance de guérison. Partout il est la négation du désordre, de la confusion, de l'iniquité. Dans les nuits, sur ma pauvre paillasse en crin d'opossum, en proie à l'angoisse de l'absence et de la privation, sous la menace incessante des quatre Dangers Intérieurs et Extérieurs, je compte. Et le compte est ma consolation. »

Monique Petillon

## L'amour avant la lettre

Deux figures fin de siècle : Jean de Tinan et Marie de Régner, le « désinvolte tourmenté » et la « noble ménade »

## JEAN DE TINAN

de Jean-Paul Goujon.  
Plon, 402 p., 150 F.

## MARIE DE RÉGNIER

de Robert Fleury.  
Plon, 322 p., 160 F.

Jean de Tinan est, si l'on en croit son ami et complice André Leboyer, « un des spécimens-types de la jeunesse de 1895, qui se cherchait avec un besoin de sincérité insatiable dans la réalité vraie, qu'elle voulait saisir, coûte que coûte » (1). Il eut peu de temps pour le faire puisqu'il mourut d'une néphrite trois ans plus tard, à l'âge de vingt-quatre ans. Faut-il voir « la réalité vraie » dans les sensations fugaces, les questions angoissées, les expériences amusantes ou douloureuses, les désaveux, les caprices et les quêtes exaltées dont il s'est fait le commentateur au fil d'écrits qui composent, sous un faible habillage romanesque, une sorte d'éducation sentimentale empreinte de curiosité, d'ironie et d'amertume ?

Fils d'un baron rentier qui partage son temps entre le Cercle de l'Opéra et ses collections de bibliophilie, Tinan a peut-être eu l'imprudence de vouloir relever le défi du « culte du moi » lancé par Barrès – trop fragile, trop indécoré, trop pressé. « Jean de Tinan ? Encore un que vous avez tué, Barrès », dira Jules Lemaitre. Grand, mince, coiffé d'un large feutre, drapé dans une cape, c'est un beau ténébreux, sociable, amusant, gracieux et brillant causeur. Il cherche sa voie de cafés en salles de rédaction, de salons en des dérivés à travers Paris, du Quartier latin à Montmartre, que chantera l'auteur des *Noctambulismes*.

« Nègre » de Willy pour plusieurs livres, collaborateur du *Centenaire* créé par Pierre Louys, il va, en quelques années et quelques ouvrages rapides, retracer ce parcours de fumée romantique et badin qui semble avoir pour bornes deux titres révélateurs : *Penses-tu rêver !* et *Un document sur l'impuissance d'ail-*

mer. Dandysme et causticité, cynisme et libertinage, sentimentalisme et détresse, raillerie et nonchalance débauchée, telles sont les dispositions de ce caractère changeant partagé entre « sexe et tendresse » et cherchant l'âme sœur. Telles sont aussi les couleurs de son œuvre.

## Une femme libérée

L'échec de son amour pour Edith E., rabaissera ses aspirations au niveau des « horizontalités » ou de ces demi-vierges allumeuses dépeintes par Marcel Proust, sans parvenir à dissiper une cruelle insatisfaction. Ses livres explorent les climats de cette sensibilité amoureuse, œuvre légère et aigüe tout à la fois, incalable, tourmentée, désinvolte aussi, mêlant le naturel de l'écriture parlée au décousu, le style syncope des scénaristes au bavardage boulevardier – œuvre qui annonce l'inspiration de l'école fantaisiste mais sans la gravité et la densité d'un Paul-Jean Toulet.

Fin connaisseur de l'époque « fin de siècle », et notamment de René Vivien, Jean-Paul Goujon a parfaitement exploré la personnalité complexe de Tinan, dont l'œuvre intimiste se confond avec son tragique destin et qui, à sa manière, sans vouloir trop y toucher, accuse le mal d'être d'une génération, jusqu'à quel point « perdue » ?

C'est l'année de sa mort que Jean de Tinan eut une brève liaison avec Marie de Régner qui était la maîtresse de Pierre Louys et dont il était l'ami. Là encore il fut dupe de ses émois amoureux : il avait cru à la plénitude d'un élan passionné alors qu'elle n'y voyait qu'une passade. Née en 1875, Marie était la seconde fille de José-Marie de Heredia. A dix-huit ans, charmante, vive, intelligente, elle attire les hommages et notamment ceux de Henri de Régner et de Pierre Louys, amis et rivaux pour la conquérir alors qu'elle est déjà secrètement séduite par le second.

Henri de Régner l'emportera, ayant eu la sagesse de s'engager à éteindre les dettes de jeu du poète. Marie s'inclinera devant la volonté familiale, épousera le futur académicien mais, s'estimant dupée, lui déclarera d'emblée qu'elle ne serait sa femme que de nom. Dès lors, le mari bafofa jouera le rôle du cocu magnifique avec une dignité et un flegme tout aristocratiques ; impétueuse, imaginative, femme « libérée » avant la lettre, la belle Marie ne se privera cependant pas d'agresser son époux, allant jusqu'à lui lancer : « Tu es laid, tu es chauve, tu es la tête d'un vieillard... » Elevée dans un cercle littéraire, elle va entreprendre, sous le pseudonyme de Gérard d'Houville, une œuvre romanesque et poétique importante, bien oubliée aujourd'hui.

Parallèlement, sa vie de femme va connaître les coups de cœur et les imbroglios qui faisaient le succès des romans du jour, empruntant même au vaudeville parfois. Pierre Louys sera son grand amour, dont elle aura un fils, Pierre, dit le Tigre, mort en 1943. Une pléiade d'écrivains lui succédera : Jean-Louis Vaudouy, Binet-Valmère, Gilbert de Voisins – qui épousera sa sœur Louise – Edmond Jaloux, D'Annunzio, Emile Henriot... La palme de l'Amant, de l'aveu même de cette auteure, revient à Henry Bernstein, avec qui elle connaîtra des amours violentes et fautesques. Une liaison de trente ans avec André Champeix clôturera le chapitre de ces amours tumultueuses où, à l'exemple de Colette, de Renée Vivien ou de Natalie Barney, on ne dédaigne pas Lesbos.

Spécialiste de Pierre Louys et de son époque (2), Robert Fleury retrace avec bonheur un pittoresque tableau d'époque où comédie de mœurs et rites littéraires se confondent sur les pas de celle que Paul Morand appelait « une noble ménade » – noble jusqu'à quel point ?

Pierre Kyria

(1) *Le Souvenir de Jean de Tinan*, Lo Divan, 1974.  
(2) *Pierre Louys et Gilbert de Voisins*, Ed. Tite de Feuilles, 1973.

## Les chimères de Jean Giono

« Le Bestiaire » : dix-neuf textes inattendus de l'auteur de « Colline » et le témoignage d'un de ses amis

## LE BESTIAIRE

de Jean Giono.  
Edition établie et préfacée par Henri Godard.  
Ramsay/Le Livre de Poésie, 168 p., 89 F.

## POUR SAUVER GIONO

de Pierre Magnan.  
Denon, 204 p., 85 F.

Sait-on jamais à quoi s'en tenir avec Giono ? Il y avait le « premier » et le « second », l'avant et l'après-guerre, celui des « livres heureux » et puis « l'amatour d'âmes... » (1). En voici, si ce n'est un troisième, du moins un autre, ou plusieurs autres : un Giono espégle, farceur, dadaïste, un trapéziste des mots qui vous piège dans les lacets de la virtuosité et du pastiche. Un cultivateur iconoclaste, facétieux, chahuteur (mais, bien sûr, plus sérieux qu'il n'en a l'air).

Ce Giono singulier, multi-forme, est celui du *Bestiaire*. Il

apparaît aux alentours de 1956. L'auteur travaille alors au *Bonheur fou* et s'accorde, en marge de la création romanesque, quelques répit, quelques « distractions », comme l'explique Henri Godard dans sa préface, qui donneront naissance aux premiers de ces textes. Les autres suivront, étalés sur dix ans, publiés ici ou là du vivant de Giono, mais jamais réunis sous un titre commun.

Le résultat de ce regroupement est insolite et explosif. Giono s'avance, l'air faussement patelin, entouré de toute une « ménagerie énigmatique » : ours, poisson, serpent, grain de tabac, émeraude, bête du Gévaudan, cheval de paille, cheval-bistrot, minuscule et bestioles et bestiaires en tout genre, réelles ou rêvées, toutes prétextes à d'éblouissantes compositions qui raviront les amateurs d'exercices de style, de chaussetrappes et de surprises littéraires.

Car Giono se délacte de l'ambiguïté de ses chimères. Celles-ci sont autant de points de départ pour des fables, des métaphores, des descriptions pseudo-scientifiques, des piques satiriques, des allusions inquisiteurs aux méfaits d'une civilisation diabolique, des accumulations joyeuses de mots ou de proverbes... Voyez la parabole de la « bestiaie » : « Les uns la voient énorme, lourde, priante (...). D'autres prétendent qu'elle est frêle, fraîche et frisque (...). En réalité, comme tout l'imaginaire,

elle est ce qu'on veut, plus ce qu'on refuse à vouloir. Elle est ce qu'on admet quand on est seul avec soi-même. »

Il faut se méfier aussi de l'ours dont l'utilisation exige du doigt. On a toujours besoin d'un ours : « Un glouton, un lourdaud, un épaïs, un sourd comme un poir, bref un ours, mané de mains de maître, est parfois très utile (...). Bien des petits problèmes de diplomatie familiale, sociale, sentimentale, sont résolus par l'emploi de l'ours. » Dans la vie sociale, il y a plusieurs méthodes, selon que l'on se fasse précéder ou suivre par l'ours, selon le choix que l'on fait « entre ce que l'animal doit écraser (négligemment) ou épargner (comme par hasard). »

## A Manosque en 1937

Pour pimenter le tout, en souvenir des nombreux livres abondamment soulignés et annotés par lui, Giono glisse entre chaque texte des « marginalia », sortes de clin d'œil où il prête à des auteurs connus ou inventés, un certain nombre de citations. Celles-ci vont du canular énorme au pastiche plausible, le tout s'enchaînant dans la plus joyeuse anarchie. Sur la liste des attributaires : Robespierre, la servante du marquis de Sade, ou le Catalogue des armes et cycles de Saint-Etienne.

Bref, on serait bien en peine de donner une idée complète de ce recueil dont les chapitres, on le voit, se déroulent souvent

sans grand rapport avec l'animal qui les annonce. Pour tous les fervents de Giono, ce petit livre sera bientôt d'une lecture indispensable. Pour les autres, ils goûteront à un Giono inédit, aux vertus délicieusement toniques et euphorisantes.

En écho au *Pour sauver Melville*, biographie fabuleuse de l'auteur de *Moby Dick* écrite par Giono en 1941 – et qui annonçait déjà son goût pour les animaux allégoriques –, Pierre Magnan publie aujourd'hui un *Pour sauver Giono* qui débute à Manosque, en 1937. Jean Giono a alors quarante-deux ans. Pierre Magnan a peine quinze. Aidé d'un ami, Magnan se propose de fonder un journal qui s'appellerait *Avant de la vie*. Mais comment concevoir ce journal sans aller trouver Giono ? Leur donnera-t-il un article ?

Giono trouve l'idée « très épatante », se prend d'intérêt pour les jeunes gens, en particulier pour Pierre Magnan, alors apprenti imprimeur, et les invite au Contadour, ce hameau perdu de Haute-Provence, un « toit du monde dans les champs de lavande » (2) qui va devenir, autour de Giono et jusqu'à la guerre, un lieu d'échanges entre intellectuels, un lieu de « palabre interrogative sous le vent ».

Des noms y volent dans l'air – André Chamson, Adrienne Monnier, Marian Anderson – qui révéleront la personnalité de Pierre Magnan et façonneront certainement son destin d'écrivain. A partir de cette époque-là, quoi qu'il fasse, dise

ou lise, Magnan aura toujours devant lui la figure impérative du maître créateur, Giono.

C'est sans doute ce qu'on peut reprocher à ce livre. Si Giono a peu ou prou entrepris l'éducation du jeune Pierre Magnan, celui-ci lui en voue à jamais une reconnaissance et une admiration émerveillées. Pour peindre ce père spirituel, et traduire le plus fidèlement ce qu'il appelle une « atmosphère Giono », il donne un luxe de détails et des pages qui fourmillent d'images, d'odeurs, d'annecdotes, de souvenirs éblouis et de remords cuisants.

Mais on pouvait s'attendre, alors même que le livre s'ouvre à l'aube de Munich, à une analyse plus personnelle sur l'attitude politique de Giono à cette époque : son horreur de la guerre, ses violents écrits pacifistes, son *Refus d'obéissance*, la publication de *Deux cavaliers de l'orage* dans un hebdomadaire vichyssois.

Il reste que ce témoignage précis et précieux, cette promenade littéraire pleine de tendresse dans la vie et l'œuvre de Jean Giono, mérite qu'on s'y attarde : elle donnera envie, sans aucune doute, d'aller faire ou refaire un tour du côté des collines de Manosque.

## Florence Noiville

\* Signalons également la parution de *La Chambre au bonheur*, de Jean Giono, en poche (« Folio » n° 2222).

(1) Pierre Giono, *Giono* (Seuil, 1990).

(2) Jean Giono, *Entretiens avec Jean Amrouche* et *Taos Amrouche* (Gallimard, 1990).

## TOUT, NON, PEUT-ÊTRE

éducation et vérité

d'Henn Atlan

Coll. « La librairie du XX<sup>e</sup> siècle »

Seuil, 350 p., 140 F.

VRAI, et donc, par là bien... Une longue histoire, c'est-à-dire, depuis l'antiquité, la connaissance objective et la connaissance subjective. Capable d'accéder au monde humain, à la mesure de savoir sur quoi se construisent, l'éducation et la science. Pour produire et reproduire l'ordre social, pour assurer le déploiement optimal de la rationalité, en pouvant faire la part de la première et essentielle vérité et du bien. Une même science était censée détenir les lois sociales de la réalité et des valeurs.

Comprendre pourquoi cela a plus, et se demander comment autrement, telles sont, en très grandes tâches complémentaires, propose Henn Atlan dans son ouvrage. Médecin et biologiste, professeur à Paris et à Jérusalem, un des nombreux travaux de recherche : domaines de la biologie, de la physiologie et de l'intelligence collective poursuivis depuis plus de dix ans (1), une réflexion de fin de siècle philosophique se voit. Sous le titre – au premier abord étrange – de *Tout, non, peut-être*, un travail de philosophie qu'il a cette fois, à propos de l'éducation, la vérité. Original et important, ce livre risque de déconstruire les plus et de ne pas satisfaire les académiciens les gens de métier n'ont pas de bonnes habitudes.

Costant de départ : le savoir n'est pas le fondement des connaissances scientifiques et ces de l'ordre définitivement rompu. Pour les deux motifs. Le premier est d'ordre épistémologique des connaissances rigoureuses et de leurs applications, qui n'a pas fait totalement l'objet de conceptions et non pas de la vérité. La « technocratie » ne peut pas plus justifier ses actions que les valeurs. Au contraire, la science ne peut déconstruire les difficultés problèmes à la modernité – par exemple, dans la médecine, les pratiques médicales de prévention ou de traitement d'organe de corps en état végétatif. Ce n'est pas de neuf.

Enfin, marqué trop souvent, au moins simple et plus médical. La connaissance ne se construit pas, Henri Atlan, s'est donc au départ

## Aron, le

Comme

Bernard-Henri Lévy. Dans un article du *Monde*, juge le roman dont Raymond Aron a éprouvé la pratique et pensait sa condition juive (le *Monde* du 26 octobre 1990). « *Pauvre Aron* », s'écrit-il, avec une condescendance qui la pitié semble le dispenser de mépris.

Je ressens l'obligation de faire une mise au point, alors même que les positions politiques de Raymond Aron m'ont très longtemps semblé devoir être combattues. Aujourd'hui encore, la reconnaissance de la complexité entreprenant par la gauche avec les crimes staliniens ne suffit pas à me faire accepter la froideur que la droite dissimule le plus souvent derrière ce qu'elle appelle l'objectivité et qui reste au principe de la phobie du rêve communiste d'émancipation. Mais il y avait chez Aron une sorte d'émotivité qui le rendait différent, et c'est ce qui explique peut-être que, sur un point fort sensible, celui de l'appartenance juive, je me sois senti assez proche pour cheminer avec lui dans quelques circonstances relativement récentes, et qui furent marquantes pour des juifs de ce pays.

Trois périodes divisent donc cette existence : l'avant-guerre et la guerre, les années qui vont de 1945 à 1967, l'époque qui débute avec la guerre de six jours et la conférence de presse du général de Gaulle. Aron reconnaît avoir compris très tôt ce que l'histoire allait faire et n'avoir pas voulu le publier, craignant qu'en raison de son origine on ne lui reproche de se laisser emporter par la passion. Il avoue aussi qu'à Londres, en suite, dirigeant le journal *la France libre*, il n'a pas accordé la place qu'il méritait aux informations et aux analyses concernant l'antisémitisme hitléri-

**OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?**  
Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE  
**LE MONDE DU LIVRE**  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75008 PARIS  
**(1) 43.25.77.04**  
Code Minitel : 3615 MDL



**TOUT, NON, PEUT-ÊTRE**  
Éducation et vérité  
d'Henri Atlan.  
Coll. « La librairie du XX<sup>e</sup> siècle »,  
Seuil, 350 p., 140 F.

**V**RAI, et donc, par là même, bien. Une longue histoire n'a cessé, depuis Platon, de conjurer la connaissance objective et les fondements de l'éthique. Capable d'accéder au vrai, la raison humaine était du même coup en mesure de savoir sur quoi régler les conduites. L'éducation était affaire de science. Pour produire et reproduire le meilleur ordre social, pour assurer à chacun le déploiement optimal de son individualité, on pouvait faire fond sur l'unité première et essentielle de la vérité et du bien. Une même connaissance était censée détenir les clés indissociables de la réalité et des valeurs.

Comprendre pourquoi cela ne tient plus, et se demander comment faire autrement, telles sont, en très gros, les deux tâches complémentaires que se propose Henri Atlan dans son dernier ouvrage. Médecin et biologiste, professeur à Paris et à Jérusalem, cet auteur de nombreux travaux de recherche dans les domaines de la biologie cellulaire, de la biophysique et de l'intelligence artificielle poursuit, depuis une vingtaine d'années (1), une réflexion de fond dont le caractère philosophique va en s'accroissant. Sous le titre — au premier abord étrange — de *Tout, non, peut-être*, c'est un travail de philosophie qu'il entame cette fois, à propos de l'éducation et de la vérité. Original et important, l'ouvrage risque de dérouter les philosophes et de ne pas satisfaire les scientifiques, tant les gens de métier n'ont pas que de bonnes habitudes.

Constat de départ : le vieux lien unissant les fondements des connaissances scientifiques et ceux de l'éthique est définitivement rompu. Pour au moins deux motifs. Le premier est d'évidence : l'essor gigantesque des conquêtes scientifiques et de leurs applications techniques n'a pas fait notablement évoluer nos conceptions et nos pratiques de la moralité. La « technoscience » ne nous a rendus ni plus justes ni mieux assurés de nos valeurs. Au contraire, la science occidentale ne cesse désormais de poser de difficiles problèmes à la morale occidentale — par exemple, dans le domaine des pratiques médicales de procréation assistée ou de prélèvement d'organes sur des corps en état végétatif. Ce constat n'a rien de neuf.

Il en masque trop souvent un autre, moins simple et plus mélo. L'avènement des connaissances en biologie, souligne Henri Atlan, s'est faite au détriment des

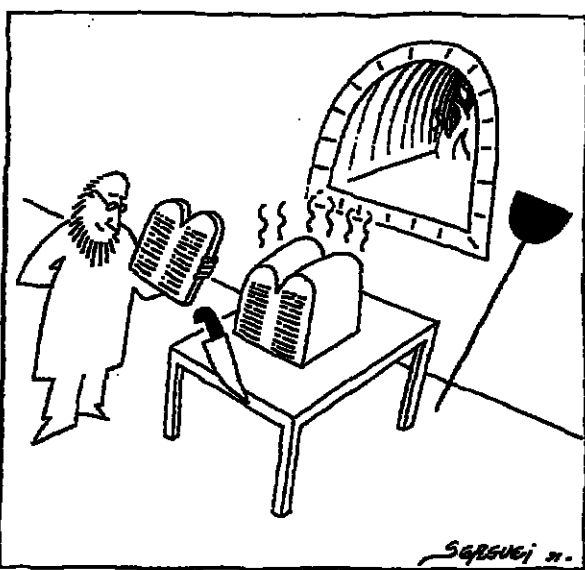
doctrines vitalistes et de l'idée des causes finales. Avec l'expansion de la biologie moléculaire et de l'étude des mécanismes génétiques, c'est la notion même de finalité qui s'est évanouie et dissoute. Conséquences : la logique du développement scientifique vide désormais de toute signification les notions de « personne » ou de « valeur ». S'ouvre ainsi une crise majeure dans la conception du droit naturel, comme dans la pérennité de l'édifice kantien. Plus simplement : la science comme telle ne peut plus prétendre construire une éthique dont sa démarche a sapé les appuis et défilé jusqu'au sens.

**A**LORS, que faire ? Reprendre la question du statut de la vérité, et la penser à nouveaux frais. Situer ainsi la place et les limites de la connaissance scientifique. L'empêcher d'être totalitaire, et empêcher ses adversaires de le devenir à leur tour. Prendre acte de ceci : « Éthique, droit, politique ne sont pas des vérités objectives ». En tirer les conséquences, sans se laisser prendre au piège des idéologies, anciennes ou nouvelles, et sans s'abandonner aux indifférences du nihilisme. Tenter d'inventer de nouvelles relations entre éthique et science, vertu et vérité, sagesse et philosophie. Réaménager des chemins délaissés : contre Socrate, ceux des sophistes, et contre Kant, celui de Spinoza. Espérer ouvrir ainsi le monde des possibles. Telles sont ici les lignes organisatrices de la réflexion d'Henri Atlan. Comme on voit, cela fait beaucoup. Reprenons, plus explicitement.

La vérité scientifique ne peut plus se donner pour modèle et source de toute vérité. Elle n'est valide que dans un cadre délimité et relativement restreint, avec toujours des marges d'incertitude, qu'on peut réduire mais non supprimer. Les capacités prédictives des modèles théoriques, aussi bien que la prise qu'ils nous donnent sur les phénomènes, ne peuvent leur faire attribuer une certitude complète. Henri Atlan démontre comment toute théorie se trouve « sous-déterminée par les faits ». Ce qui revient à dire que plusieurs théories « satisfaisantes », et non redondantes, sont concevables pour un ensemble de phénomènes, même peu nombreux, sans qu'il soit possible de trancher entre elles.

## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit



## La fabrication du bien

Rappeler ainsi la recherche scientifique à un triomphe modeste, c'est aussi interdire au discours des sciences de tourner à l'idéologie, en prétendant déduire la norme du bien des esquisses de vérité qu'il détiend.

Le scientifique-philosophe a la dent dure envers les synthèses abusives qui s'efforcent de transposer leurs modèles, valides localement, à l'ensemble des conduites humaines. A ses yeux, il ne convient pas à l'homme de raison d'endosser les habits du prêtre pour s'arroger ses pouvoirs.

**M**AIS il ne s'agit pas non plus de laisser le pouvoir des traditions religieuses s'immiscer dans les décisions des hommes scientifiques. Devant l'échec historique de la raison à connaître les

normes morales et à instituer universellement l'éducation des hommes, les fondamentalismes de toute sorte se sont réveillés, et les obscurantismes avec, porteurs de régressions. Pour les écarter, il faut encore éviter de tomber dans l'arbitraire du « tout se vaut », de renoncer à l'usage de la raison et d'abandonner la fabrication patiente des normes de nos actes. La voie est donc étroite. Mais il se pourrait bien qu'il n'y en eût pas d'autre.

Cette voie fait retour à la philosophie, une fois informée des sciences. Impossible, aujourd'hui, d'ignorer que notre expérience intime, celle qui nous fait croire que nous sommes des personnes, que nous possédons des intentions et des valeurs, une volonté libre, une réflexion autonome, une parole décidée... n'est, scientifiquement parlant, qu'une illusion provenant de nos lacunes. Mais ces lacunes sont insurmontables, et cette illusion demeure notre réalité. Elle est donc redevable d'un examen rationnel. Elle peut faire l'objet de modifications, de dialogues critiques, d'élaborations collectives dont l'empirisme n'exclurait pas la rigueur.

La philosophie telle que la conçoit Atlan use en effet de la raison comme d'un outil, au lieu de l'ériger en juge suprême. Elle renonce à armer le droit et la morale avec les cordes parfaites, mais imaginaires, d'une vérité absolue. Mais elle ne renonce pas à l'analyse critique des lois telles qu'elles existent. Au lieu de contempler l'éternité des principes, elle fait la navette entre les cas singuliers et les règles générales, les éclatant, voire les corrigeant, mutuellement. Elle fabrique pas à pas le bien absent, pragmatiquement, indéfiniment, de dialogue en dialogue, de critique en critique.

Car entre les cultures, comme entre les individus de confession ou de conviction opposées, doit pouvoir exister autre chose que l'affrontement sourd ou la volonté de domination : l'acceptation attentive et critique de la rationalité de l'autre, de ses postulats et de son argumentation. Une telle attitude n'a rien d'une démission : chacun y conserve ses positions propres, mais les expose au débat, afin d'envisager leurs limites et leur part d'arbitraire. A l'antithèse pourrait ainsi se substituer un

exercice sans fin de rationalité comparative.

Cette lente élaboration de nouvelles normes par le dialogue et la controverse est tout le contraire d'un scepticisme désabusé ou d'un relativisme généralisé. La démarche d'Atlan consiste à prendre conscience que nos valeurs et nos lois sont sans justification dernière, pour leur laisser une chance de s'améliorer, par tâtonnements et rencontres, à l'épreuve d'une « intercritique ». La visée de cet ouvrage, en fin de compte très ambitieuse, est donc de ouvrir à la pensée comme à l'action la possibilité d'une universalité d'un type nouveau — construite plutôt que déduite, façonnée à mesure plutôt que donnée ou posée d'entrée de jeu.

**L**ES termes du titre — *Tout, non, peut-être* — peuvent alors se comprendre. Ce ne sont ni des noms de choses ni à proprement parler des concepts. La totalité, la négation, le possible sont des termes-limites, des manipulateurs d'absence, si l'on ose dire, grâce auxquels un sujet organise la représentation de son existence et du monde. Tout au long d'analyses très serrées qui ne peuvent être évoquées, ici, Atlan s'emploie à démontrer comment la démarche scientifique a transformé la totalité en dénombrable, la négation en soustraction et le possible en potentiel. Sans défaire la science — projet délitant —, il s'agit de tracer les limites de cette transformation, afin que se redéploie un espace d'évolution pour les autres formes de la rationalité humaine. Alors se profilera de nouveau un « monde des possibles », un ensemble de virtualités que nous ne pouvons ni prévoir ni exclure, pas même sous le prétexte qu'elles sont à présent inconcevables. Par exemple : qu'un jour existe une justice, ou que les hommes sachent quoi faire d'autre que la guerre.

Si telle nous semble bien, pour l'essentiel, la démarche d'Atlan, d'autres pistes s'entrecroisent dans ce livre touffu, qui eût sans doute gagné à être agencé de manière plus serrée. Le peu qui fut dit suffit sans doute pour entrevoir que la tentative mérite attention. Bien qu'elle ne soit pas le fait d'un professionnel de la philosophie. Ce peut être une raison de plus.

(1) Voir principalement *l'Organisation biologique et la théorie de l'information* (Hermann, 1972), *Entre le cristal et la fumée* (Seuil, 1979), *A tort et à raison, l'intercritique de la science et du mythe* (Seuil, 1986). Sous la direction de Françoise Fogelman-Soulie, les Éditions du Seuil publient les actes d'un colloque qui s'est tenu à Corisy, en 1986, autour de l'œuvre d'Henri Atlan (*Les Théories de la complexité*, 464 p., 240 F.).

## Aron, le judaïsme et la politique

Comment entrecroiser son destin juif et sa citoyenneté française

Bernard-Henri Lévy, dans un article du *Monde*, juge la manière dont Raymond Aron a éprouvé, pratiqué et pensé sa condition juive (*Le Monde* du 26 octobre 1990). « *Pauvre Aron* », s'écrit-il, avec une condescendance où la pitié semble le disputer au mépris.

Je ressens l'obligation de faire une mise au point, alors même que les positions politiques de Raymond Aron m'ont très longtemps semblé devoir être combattues. Aujourd'hui encore, la reconnaissance de la complicité entretenue par la gauche avec les crimes stalinien ne suffit pas à me faire accepter la plus souvent la droite dissimulée le plus souvent derrière ce qu'elle appelle lucidité, et qui reste au principe de sa phobie du rêve communiste d'émancipation. Mais il y avait chez Aron une sorte d'émotivité qui le rendait différent, et c'est ce qui explique peut-être que, sur un point fort sensible, celui de l'appartenance juive, je me sois senti assez proche pour cheminer avec lui dans quelques circonstances relativement récentes, et qui furent marquantes pour des juifs de ce pays.

Trois périodes divisent donc cette existence : l'avant-guerre et la guerre, les années qui vont de 1945 à 1967, l'époque qui débute avec la guerre de six jours et la conférence de presse du général de Gaulle. Aron reconnaît avoir compris très tôt ce que Hitler allait faire et n'avoir pas voulu le publier, craignant qu'en raison de son origine on ne lui reproche de se laisser emporter par la passion. Il avoue aussi qu'à Londres, ensuite, dirigeant le *Journal de France libre*, il n'a pas accordé la place qu'il méritait aux informations et aux analyses concernant l'antisémitisme hitléri-

en, par hantise d'être soupçonné de judéo-centrisme, mais bien plus encore pour ne pas alimenter la propagande nazie qui « accusait » les Alliés et les résistants de faire la guerre des juifs. Si l'on devait méditer sur cet aspect des « sombres temps », c'est moins l'excès de patriotisme français manifesté par des hommes comme Aron, Cassin ou Mendès France qu'il faudrait relever que cet état d'esprit dominant dans les démocraties en guerre contre l'Allemagne nazie, et dont la pensée navre durablement le cœur.

Après la Libération, Aron décide que la reconstruction impose une réconciliation nationale et il entend, afin d'y parvenir, mettre entre parenthèses le fait que pour lui rien ne pourrait plus être comme avant. Il protestera contre la division de l'Allemagne, et s'adressera en 1948 à des étudiants allemands sans faire mention du génocide. Mais à cette époque, comme l'a fait remarquer, dans un tout autre contexte, Pierre Vidal-Naquet, on ne parlait pour ainsi dire pas des camps d'extermination. Aron n'accordera pas une grande attention à la naissance de l'État d'Israël, mais il est loin d'être le seul juif à minimiser l'importance juive de l'événement. Et enfin il entre au *Figaro*, journal assez peu libéral de son vichysme. On peut certes lui reprocher une telle alliance, mais encore faut-il le faire avec des arguments exclusivement politiques. Les juifs ont en effet le droit, comme les autres citoyens, de se placer sur l'échiquier politique en vertu de leur libre choix, et non pas en fonction d'une origine et d'une Histoire qui les détermineraient.

La suite, on la connaît : le courage de prendre le président de la République à partie en publiant

*De Gaulle, Israël et les juifs* et en expliquant longuement combien devait scandaliser la petite phrase sur « le peuple sûr de lui et dominateur ». Bernard-Henri Lévy reconnaît du reste qu'Aron ne fut aucunement un juif de cour. Même si je comprends mal le sens d'une telle expression quand elle est employée dans le cadre d'une république démocratique, je constate que sur ce point justice est rendue à l'homme libre, trop libre peut-être, que fut ce Français israélien.

Garder son quant-à-soi

« Par ce moyen vous formerez le parti Spinoza que vous vous garderez d'appeler le parti juif, mais qui n'en sera pas moins ce parti-là », écrit Alain : rien ne s'applique plus justement à Raymond Aron. Il est permis à chacun de s'accorder ou non à cette manière de tout expliquer et de ne presque jamais consentir à l'indignation. Mais on ne saurait oublier que cet observateur apparemment désabusé eut des élans du cœur et prit ses responsabilités en s'occupant de Walter Benjamin et d'Hannah Arendt, entre autres, à un moment où les institutions juives françaises accueilleraient les exilés avec réticence. S'il devait y avoir débat autour du rapport qu'Aron entretenait à sa judéité, quelques questions et propositions discrètes pourraient aider à éclairer le sujet.

Il faudrait par exemple demander si un Français juif, doublement héritier des principes de la Révolution française, peut reprendre à son compte le mot d'Hannah Arendt : « *Lorsqu'on est attaqué en qualité de juif, c'est en tant que juif que l'on doit se défendre* ». Il faudrait de surcroît rappeler qu'Aron est revenu souvent dans

des entretiens, dans son *Journal*, sur l'entrecroisement de son destin juif avec sa citoyenneté française, et qu'il a mené fort loin l'interrogation sur lui-même. « *J'ai le remords, écrit-il, de ne pas avoir hurlé de 1933 à 1939 ce que je savais* ».

Il comprend qu'il lui était impossible ou difficile de faire autrement, et pourtant il doute de pouvoir tout à fait répondre de ce qu'il était alors. C'est pourquoi je ne trouve pas correct de retourner contre lui ses propres incertitudes, comme si nous étions aujourd'hui tellement plus lucides que lui et qu'eux hier ou avant-hier. Avec un homme aussi profondément honnête, il convient de se conduire honnêtement, surtout quand on touche à cette terrible divulgation de la généalogie par l'Histoire, à cette vulnérabilité secrète que nul n'a le droit de convoquer sans prudence au tribunal du temps présent qui sait tout.

J'ai souvent reproché à la génération de mes parents — ceux qui étaient de jeunes adultes dans les années 30 — d'avoir méconnu ou tu, alors même qu'ils militaient dans les rangs antifascistes, la spécificité du nazisme, mais je reste malgré tout persuadé qu'un avenir de liberté et d'épanouissement n'est possible, pour les juifs de France, qu'à l'écart des professions de foi ostentatoires et sécessionnistes, et au prix d'une vigilance qui ne tourne pas à l'inquisition généralisée. Ce n'est pas avoir honte de soi que de garder son quant-à-soi et de ne s'engager qu'à bon escient. Pierre Mendès France et Raymond Aron faisaient comme ça, comme font encore Robert Badinter, Simone Veil et Daniel Mayer. Jusqu'à nouvel ordre, qui dit mieux ?

Elisabeth de Fontenay

## HAROUN TAZIEFF raconte sa vie

HAROUN TAZIEFF  
LES DEFIS ET LA CHANCE

MA VIE



DE PETROGRAD AU NIRAGONGO

STOCK

Laurence Pernoud

288 p., 98 F

Une Passion, Un Métier

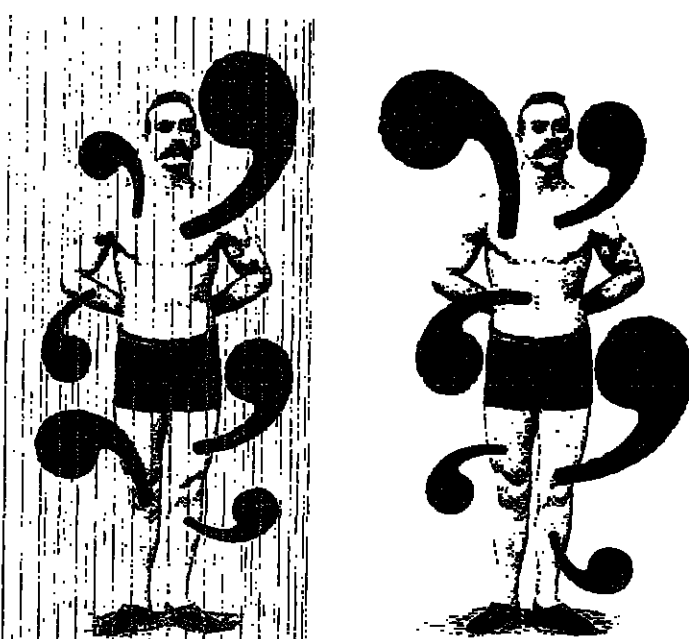
STOCK

Laurence Pernoud

## SCIENCES HUMAINES

## Elisée Reclus savant et anarchiste

Le père fondateur de la géographie moderne n'a jamais séparé la science du militantisme



Choléra : maladie épidémique contagieuse produite par le vibron cholérique, ou bacille virgule (petit Larousse 1991).

## La politique et le choléra

L'affrontement, au dix-neuvième siècle, entre « contagionnistes » et « infectionnistes »

**LE SAVOIR DE LA MALADIE**  
Essai sur le choléra de 1832 à Paris  
de François Delaporte.  
PUF, 195 p., 135 F.

François Delaporte s'est signalé il y a peu en publiant une *Histoire de la fièvre jaune* qui lui a valu le prix Médex (1). Il récidive aujourd'hui avec, cette fois, un livre sur l'épidémie de choléra de 1832, celle qui fit dans la France de la monarchie de Juillet plus de cent mille morts, parmi lesquels Champollion et le président du conseil Casimir Perier.

On prêterait attention au sous-titre : *Essai sur le choléra de 1832 à Paris*, et non pas *Histoire du choléra en France*, comme Patrice Bourdelais et Jean-Yves Raulot avaient intitulé leur livre (2). D'histoire à proprement parler, en effet, il n'est pas question dans cet ouvrage où, au contraire, les théories médicales sont mises à plat, les mesures hygiéniques et politiques prises en compte dans la seule mesure où elles contribuent à ressaisir la « structure médico-politique » sous-jacente.

Le livre de Bourdelais et Raulot avait pour objet l'histoire sociale et épidémiologique du choléra entre 1832 et 1854 ; celui de Delaporte a pour objet la reconstitution de l'espace du savoir dans lequel prennent place ensemble pratiques médicales, politiques de santé, expérience du corps et conditions de vie ; par rapport à cette structure, les conflits eux-mêmes ne sont que des « effets de surface ». C'est dire que l'ombre de Foucault plane largement sur cet essai, sur sa méthode et même parfois sur son style.

Le plus célèbre de ces effets de surface est l'affrontement entre les « contagionnistes », persuadés que le choléra se répand par la transmission d'un miasme, d'un germe pathogène, et les « infectionnistes », convaincus qu'il faut au contraire incriminer au premier chef l'altération de l'atmosphère. Or ces doctrines opposées conduisent à des mesures évidemment inverses : pour les partisans de la contagion, des mesures de ségrégation s'imposent, il faut empêcher la

circulation et créer des cordons sanitaires ; pour les tenants de l'infection, il faut ouvrir les espaces, favoriser la circulation, dissiper les foyers, aérer.

François Delaporte montre parfaitement les logiques qui gouvernent ces théories opposées, il exhibe leur cohérence en refusant de présupposer chez les uns ou les autres le pressentiment d'une science que ni les uns ni les autres ne sont en état de produire. La théorie des contagionnistes n'est pas plus près de la découverte du bacille de Koch que celle des infectionnistes ; elle n'est pas « en avance » sur celle-ci.

### Les pièges de l'histoire

Du coup, François Delaporte peut récuser l'interprétation qui avait cours jusque-là, quant à la connotation politique des deux théories et des mesures qu'elles impliquent. Il était tentant – et les auteurs eux-mêmes n'ont pas résisté à la tentation – de faire de la théorie de l'infection le support d'une politique libérale et libre-échangiste, et de la théorie de la contagion le résidu d'une politique conservatrice et protectionniste. Broussais, qui milite avec ardeur en faveur de la théorie infectionniste, voit dans les cordons sanitaires des « prétextes » pour prendre des mesures « qu'autrement les cabinets ne pourraient pas justifier ». En prenant sur ces mesures antagonistes un point de vue différent de celui de la tradition, en suivant de près la construction théorique de chaque doctrine, les exceptions qu'elle tolère, etc., François Delaporte montre, d'une façon convaincante, que le clivage théorique ne répond nullement à un clivage politique : le prestige de l'infectionnisme n'est pas un effet de la montée du républicanisme après Juillet, et le succès tardif du contagionnisme ne signe pas la victoire de la réaction.

La partie du livre où cette thèse est exposée est la plus originale, la plus percutante aussi. Car elle montre bien le piège d'une histoire où les affrontements doctrinaux sont évalués, non pas en fonction de leurs propres règles de validité, mais en fonction d'un savoir qui résulte des découvertes opérées entre-temps. On ne cherche pas, ici, à retrouver le choléra tel qu'en lui-même, mais à montrer en quoi l'épidémie de 1832 marque un seuil, « le moment de la nécessaire importation, dans la classe exploitée, d'un dispositif de santé forgé par et pour la bourgeoisie ».

François Azouvi

(1) Payot, 1989 (cf. « Le Monde des livres » du 5 janvier 1990).

(2) Payot, 1987.

### L'HOMME ET LA TERRE

histoire contemporaine d'Elisée Reclus.  
« Corpus des œuvres de philosophie en langue française » sous la direction de Michel Serres.  
Fayard.  
2 tomes de 358 et 346 p., 190 F et 240 F.

Les années 1980-1990 célèbrent le géographe Elisée Reclus (1830-1905) sous plusieurs formes et par des voies très différentes. La revue *Hérodote*, en 1981, propose un numéro spécial sur « un géographe libertaire » ; les reprises de textes se multiplient, des articles sont publiés, un colloque est organisé en Belgique ; enfin, l'intitulé du GIP Reclus (Groupement d'intérêt public), jouant sur les mots, renvoie par son sigle à un « Réseau d'Études des Changements dans les Localisations et les Unités Spatiales ».

Ce savant, fils d'un pasteur de la France méridionale, étudiant en Allemagne, exilé en Angleterre, agriculteur en Irlande, éducateur en Louisiane, chercheur à New-York, planteur en Colombie, communal à Paris et prisonnier à Brest, a été banni en Suisse, mais sauvé de la déportation en Nouvelle-Calédonie. Voyageant en Europe du Sud et en Afrique du Nord, en visite chez sa fille en Algérie et professeur à l'université de Bruxelles, il a rempli une sorte de contrat géographique restitué en deux pages souvent très belles. Dans son œuvre, que *Géographie universelle* en dix-neuf gros volumes publiés entre 1872 et 1895 et les six volumes de *L'Homme et la Terre* constituent une somme.

Béatrice Giblin, en spécialiste, a revu la mise en forme des deux volumes présentés ici, dernière partie d'un ensemble de trois mille cinq cent quarante-cinq pages : volumes repris de *L'Homme et la Terre*, datés de 1905 et entrés dans une collection de référence où, pour la pre-

mière fois, un géographe octoie Frédéric II dans ses œuvres philosophiques, l'*Uchronie*, de Renouvier, le *Système du monde*, de Laplace, ou les travaux de Condorcet sur les élections. Belles références et revanche tardive pour un opposant au coup d'État du 2 décembre 1851 et pour un communal exilé qui fut du monde entier sans jamais être prophète en son pays.

Ce texte de base, outil de travail bien daté pour une réflexion sur l'évolution de la géographie, contribue grandement à fonder la discipline tout en restant attrayant et lisible, parlant aussi d'éducation et de religion, de naturalisme ou de « révolution de l'hygiène ». Il n'empêche pas de rêver sur « l'écheveau des rivières nilotiques, congolaises et zambéziennes », ou d'évoquer les astuces de quelque « géographie amusante » quand on apprend que si tous les hommes se distribuaient à égale distance les uns des autres, ils disposeraient chacun de 9 hectares et auraient leurs voisins les plus rapprochés à quelque 300 mètres.

### « Vanités nationales »

C'est là le couronnement d'une œuvre en partie posthume, d'où émergent la problématique et les positions philosophiques d'un franc-maçon et d'un anarchiste. Reclus y apparaît hors du temps à travers les réflexions d'un militant engagé et cultivé, et tout à fait de son temps, lorsqu'il propose une sorte d'état des lieux et rassemble les connaissances géographiques qui sont celles d'un monde bientôt remis en question. Ainsi apparaît une partie des travaux du plus grand géographe de l'époque contemporaine, grand par l'éclectisme et l'étendue de son œuvre. Le ton est donné, engagé (les ganglions mondiaux, les races supprimées), ou inattendu (moines et nonnes, callipédie) ou plus géographique (oliganthropie, fermage et métayage, réseau d'étapes), en autant d'invites à la lecture.

La nouveauté, en une époque où l'écrit géographique est encore balbutiant et se dégage mal du récit de voyage, apparaît dans les têtes de chapitre. Le tome premier évoque les hommes à travers le peuplement et la population d'abord, leur histoire et leur géographie ; l'auteur entre ensuite dans ces « vanités nationales » des Latins et des Germains, des Russes et des Asiatiques, occasion de passer en revue les grands ensembles géographiques mondiaux tout en traitant à part et à l'échelle mondiale « l'Angleterre et son cortège ».

Le tome second, complétant la revue des continents, fait un sort au Nouveau Monde et à l'Océanie, puis devient résolument thématique à travers ses grands chapitres sur l'État, la culture, la propriété, l'industrie et le commerce, la religion, la science, l'éducation, en une série de degrés conduisant à ce monument final qu'est le Progrès dont les développements se situent entre « définition du Progrès » et « affirmation du Progrès ». C'est là le point d'orgue à un tableau de l'évolution du monde. S'il fait répertorier l'ensemble sous des étiquettes actuelles, on aurait recours aux rubriques dites de géographie régionale et de géographie générale, sorte de reprise par Reclus lui-même de ses travaux antérieurs ; on parlerait certainement aussi de géographie sociale.

### « L'ignoble réclame »

Aborder les problèmes d'urbanisation, de réseaux de villes ou d'appropriation foncière renvoie à une sorte de géographie totale qui réincorpore des connaissances anciennes et les prolonge en des concepts qui s'avèrent particulièrement féconds quelques décennies plus tard. De la même façon, certains passages ont déjà d'étranges résonances, dont ce texte repris de 1846, avec « cette idée que le Germain seul a droit au titre d'homme ». Des situations géographiques

actuelles sont déjà évoquées quand l'auteur note que le nom d'Américain a été confisqué par les habitants des États-Unis, les habitants des États-saxons, quels, se disant anglo-saxons, sont en fait « des hommes de toutes races et de tous langages, venus des quatre coins du globe ».

Cette histoire contemporaine aux accents tout à fait actuels prend en compte « l'ignoble réclame » (« le prospectus distribué dans les rues et qui recouvre d'une couche immonde les trottoirs ») l'annonce « qui harcèle l'œil et fatigue le cœur », ou « l'affiche installée dans les champs ». La géographie des représentations trouvera ici quelque matière : « Les musulmans d'Afrique s'étaient imaginés que la France était un pays divisé en quatre grandes tribus, les Zouaves, les Chasseurs d'Afrique, les Grandes Capotes et les Joyeux ou Disciplinaires ainsi nommés par antiphrase... ne voyant dans les civils « une caste inférieure comparable à celle de leurs propres bergers ».

Le fanatisme religieux est prétexte à des pages vengereuses et débordantes de bonnes intentions, tout comme celles sur les problèmes raciaux ; rien d'éducatif non plus quand on montre les lieux de pogrom en Russie ou de massacres en Arménie. Cette géographie libertaire expose en toute occasion ses propres clés du monde.

Une notice de quelques lignes aurait été bienvenue. Certaines cartes n'apportent pas grand-chose au texte et sont un peu emphatiques. Qu'on ne recherche pas ici les traces justificatives de quelque vocation à être le père fondateur de la géopolitique ou de la géohistoire, de la géographie sociale ou régionale. Elisée Reclus se suffit à lui-même. Et la langue est belle, qui parle d'abhorrence, de prédation, des sanctimonieux et des estafiers, qui emploie apostrophe ou caustique, restriction et regrets, semblant volontiers contredire dans l'archaïsme enchanter des mots la modernité de la pensée.

Robert Ferras

## L'homme moral

social, système de valeurs et connaissance.

Les divers essais ici réunis s'y efforcent, notamment sur le thème, cher à l'auteur, des rapports, affrontements et croisements entre cultures différentes. Il revient ainsi sur la conquête de l'Amérique, cette rencontre mortelle pour la civilisation aztèque et les systèmes de croyance amérindiens, à laquelle il avait déjà consacré un livre (1), et poursuit la réflexion entamée dans son précédent ouvrage *Nous et les autres* (2). Refusant les visions manichéennes

et réductrices de tous bords, celle des apologistes de la colonisation, mais aussi le discours anti-colonialiste d'un Frantz Fanon par exemple qui, rejetant l'universalité, établit une symétrie inversée entre colonisateur et colonisé ; dénonçant les replis identitaires et les tentations xénophobes mais aussi le nivellement des cultures et les apories de la xénophilie, Tzvetan Todorov défend l'idée d'un enrichissement réciproque dans la diversité, la vitalité et l'amplitude d'une culture tenant à ce va-et-vient entre ressourcement et

ouverture. Dans ce domaine du rapport aux autres comme dans celui de l'exercice de la liberté et des rapports à l'intérieur d'une même société, l'intellectuel doit jouer son rôle. Ni dépendant du pouvoir ni enfermé dans sa tour d'ivoire. Sensible au ton acroché au flanc de la cité dont parlait Socrate, il doit inlassablement exercer son regard critique au nom des principes et valeurs dont la collectivité se réclame.

Telle est en effet l'attitude de Tzvetan Todorov, qui, dans ce livre d'homme cultivé, cherche moins à obtenir, sur un mode confidentiel et érudit, la reconnaissance de ses pairs qu'à éveiller l'écho de ses réflexions en chaque lecteur intéressé par les questions du présent. Cette démarche force la sympathie. Elle est aussi bien venue en ces temps d'affrontements guerriers, propices aux replis identitaires, nationalistes ou religieux, générateurs de pensées simplifiantes qui règnent sur la débâcle des grands schémas explicatifs et mobilisateurs. Afin que les valeurs ne soient pas avec les certitudes, il est bon que l'homme moral, individu fragile et précieux pour tous, résiste.

Nicole Lapiere

## Le passé hanté

LA PETITE FILLE DU VEL D'HIV' d'Annette Muller.  
Denoël, 116 p., 75 F.

Tandis que se multiplient réflexions et recherches qui prennent les témoignages sur la déportation et les camps comme source et matériau pour l'histoire, la sociologie, la philosophie, de nouveaux récits de rescapés se publient aujourd'hui dans l'urgence sur ce passé qui les hante.

Annette Muller avait neuf ans, ce 16 juillet 1942, lorsqu'elle fut jetée avec sa mère et l'un de ses frères dans la sordide entassement du Vel d'hiv' et, de là, dans le camp de Beaune-la-Rolande puis dans celui de Drancy.

L'ingéniosité et la chance de son père, resté à l'extérieur, permirent de l'en sortir ainsi que son frère, mais leur mère, elle, ne revint jamais. La force poignante de son récit tient au fait qu'elle parvient à restituer non seulement l'expérience mais aussi le regard de l'enfance et son éveil à l'horreur, comme si le temps s'était arrêté sans que sa mémoire d'adulte, tant d'années après, ramodèle le passé.

Sans ressentiment ni emphase, elle nous replonge dans cette époque où une petite fille découvrait sa différence dans l'ironie cruelle de ses camarades de classe, le zèle de policiers français et l'indifférence d'une population muette. Quatre mille autres enfants juifs, arrêtés comme elle, ont disparu.

N. L.

## ROMANS

Les silences de Bernadette Szapiro

Une impossible relation d'amour-amitié, ponctuée de rencontres clandestines, de bêtises, de ruptures douloureuses, de retrouvailles tourmentées, forment la trame du dernier roman de Bernadette Szapiro. Une histoire de résonances désolées et, sous toute, assez banales : guère d'originalité, mais une longue maladie, Claire, vingt ans, tombe amoureuse de son médecin, homme d'âge mûr, dont elle demande immédiatement « pourquoi il ne cherche pas à devenir un homme ».

Claire ignore sans doute que les personnages de Bernadette Szapiro ne se laissent pas approcher facilement. Ce sont des êtres humains incertains d'eux-mêmes, assaillis par la constance et l'absence, qui tentent vainement d'atteindre des mondes d'existence en se rapprochant sans comprendre les pièces d'un puzzle. Elle est toute dépeinte vers la fin du roman, se voit murée dans une cellule insupportable, traversée pour l'un d'elle par des pensées – la violence menaçante, l'absence de l'homme, le pour et le contre pour l'autre, la mort du père, la dépression, l'absence d'amour chez le mari.

Pour vivre la multitude des perceptions, Bernadette Szapiro nous offre une œuvre qui, à la fois, est une œuvre de la littérature, une œuvre de la médecine, une œuvre de la psychanalyse, une œuvre de la philosophie, une œuvre de la poésie, une œuvre de la science, une œuvre de la vie.

## NÉMÉSIS

de J. K. Rowling.  
Traduit de l'anglais par Claire S. L. et Claire S. L.  
Paris, 1990, 279 p., 140 F.

LE GRAND LIVRE DES ROBOTS : PRÉLUDE À TRANSFORMER

de Isaac Asimov.  
Traduit de l'anglais par Claire S. L. et Claire S. L.  
Paris, 1990, 104 p., 100 F.

## IMAGES ANCIENNES

de Raphaël Lemnitzer.  
Traduit de l'anglais par Claire S. L. et Claire S. L.  
Paris, 1990, 104 p., 100 F.

## L'EMPIRE DES RATS

de James Herbert.  
Traduit de l'anglais par Claire S. L. et Claire S. L.  
Paris, 1990, 423 p., 120 F.

## TOURISTES

de Lisa Goldstein.  
Traduit de l'anglais par Claire S. L. et Claire S. L.  
Paris, 1990, 214 p., 20 F.

SAAC ASIMOV est le dernier représentant de l'âge d'or du campbellien, le seul survivant encore en exercice du groupe d'écrivains qui a fondé la science-fiction moderne dans les pages de la revue *Allanquading Science Fiction*. Les Presses de la Cité viennent de brasser le projet sur cette étoile de première

au I  
Un volume de 240 pages  
MAIS

L'HERMÈS Éditeur  
L'Essai  
HISTOIRE DES IDÉES  
Tome 1 et Tome 2  
Diffusion MEDILIS SA

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
42 58 20 20  
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS



## EN VITRINE

## ROMANS

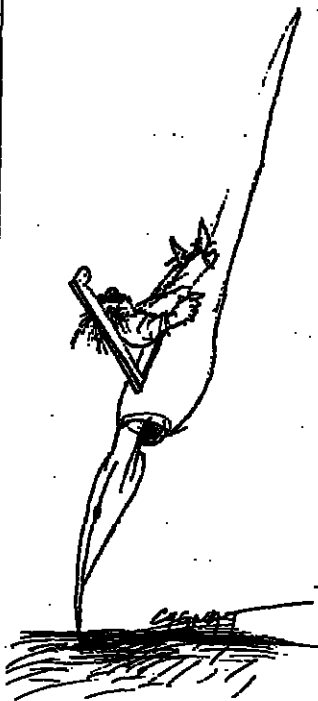
## Les silences

de Bernadette Szapiro

Une impossible relation d'amour-amitié, ponctuée de rencontres clandestines, de heurts, de pleurs, de ruptures douloureuses et de retrouvailles tourmentées, forme la trame du roman de Bernadette Szapiro, *Une journée qui n'a pas de soir*. Une histoire aux résonances désuètes et, somme toute, assez banales : guérie d'une longue maladie, Claire, vingt ans, tombe amoureuse de son médecin, homme d'âge mûr, dont elle se demande immédiatement « pour quoi il ne cherche pas à devenir son amant ».

Claire ignore sans doute que les personnages de Bernadette Szapiro ne se laissent pas approcher si facilement. Ce sont des êtres fuyants, incertains d'eux-mêmes, assaillis par la constante et « harassante » remise en question de leur vie, et qui tentent vainement d'assembler des morceaux d'existence comme on rapprocherait sans comprendre les pièces d'un puzzle. Refusant toute échappée vers la lumière, ils se sont murés dans une solitude inexorable, traversée pour l'un par d'obsédantes pensées – la vieillesse menaçante, l'omniprésence de l'épouse –, peuplée pour l'autre, par les sombres fantômes de l'enfance : la mort du père, la désespérante absence d'amour chez la mère.

Pour fixer la multitude des perceptions, Bernadette Szapiro procède à une écriture impressionniste, où la lumière, la nature, les couleurs, tiennent une grande part et sont suggérées par de petites touches. Et, comme un peintre ménage des blancs pour donner plus d'intensité aux couleurs, l'auteur laisse des vides entre les mots pour souligner sans doute l'appar-



rente complexité des personnages. Mais il faudrait plus de souffle pour donner vie à tous ces silences. Au fil de la lecture, se dégage une impression de lenteur et de mélancolie qui, ajoutée à la minceur de l'intrigue, laisse finalement le lecteur sur sa faim.

► **UNE JOURNÉE QUI N'A PAS DE SOIR**, de Bernadette Szapiro, Julliard, 160 p., 80 F.

## La guerre de Claude Collignon

Février 1957. Un train. Paris-Marseille. Des soldats en route pour l'Algérie. L'un d'eux saute. Un saut vers la vie.

Une désertion pour fuir l'horreur connue dans les brousses et les rizières. Un autre écrira plus tard qu'un jour : « Ce n'est plus supportable. Pas seulement l'horreur, et pire que l'horreur, la bêtise. Il faut fuir, tout fuir... » Lui aussi prendra ses distances avec la folie des armes.

De ces destins nés à partir d'un refus, Claude Collignon a construit un récit surprenant par sa forme, captivant par son contenu. Deux romans en un (chapitre impair narratif à la troisième personne; chapitre pair, une sorte de journal de route, de combat et de paix), mais une unité; quoique divers, les souvenirs et le présent des deux hommes se mêlent. Deux itinéraires, mais une seule cause de départ pour une arrivée semblable; différentes par le choix de leur expression mais point par leur accomplissement, ces fuites, plus justement ces échappées, font la richesse d'un récit où se superposent des vies également marquées par le même rejet et le même espoir.

Claude Collignon, en dénonçant avec originalité l'absurdité de la guerre et en décrivant de quelle force elle s'impose à ceux-là mêmes qui la réprouvent, nous offre un livre de permanente actualité en faisant montre des multiples facettes d'un fort talent de romancier.

► **LA TRAVERSÉE DES INCENDIES**, de Claude Collignon, Le Seuil, 430 p., 130 F.

## RÉCIT

## Mémoires de cheminots

En 1939, ils étaient environ mille cheminots à travailler à la réparation et à l'entretien des trains, aux ateliers du Prado à Marseille. En 1988, à l'heure où la fermeture définitive approche, certains d'entre eux ressentent la nécessité d'écrire sur cette communauté qu'étaient leurs ateliers.

Avec des mots simples, dans un style parfois lapidaire, Jean-Pierre Ostende, discret porte-parole, recueille et organise leurs souvenirs en une « mémoire collective ». Il ne s'agit ni d'une enquête ni d'un inventaire. Le ton est donné, sans équivoque; on n'a pas cherché ici à reconstituer point par point l'histoire des ateliers.

Aucun souci d'exhaustivité, mais plutôt celui de composer par petites touches impressionnistes une sorte de fresque mouvante, comme est mouvante la vie. Jean-Pierre Ostende ne recueille pas tant des témoignages précis que des bribes, des voix, des échos. Celles du soudeur, du ferrueur ou du bouillier, qui livrent leurs enthousiasmes et leurs angoisses des lendemains incertains. Souvenirs des lutes, mais souvenirs toujours en demi-teinte. Et la phrase, brève, sans fioritures inutiles, souvent reste en suspens, laissant à la nostalgie le soin de combler les silences.

► **LE PRÉ DE BUFFALO BILL**, mémoire collective de cheminots du Prado, de Jean-Pierre Ostende, Éditions Via Valéciano (61, rue de Lyon, 13015 Marseille), diffusion Distique, 125 p., 50 F.

## ACTUALITÉS

## Le livre français aux États-Unis

Il est toujours aussi difficile de faire connaître la littérature française aux États-Unis, la masse des lecteurs américains continuant à considérer ce qui s'écrit en Europe comme le produit d'une civilisation lointaine, étrange et démodée, malgré les succès remportés outre-Atlantique par l'Amant de Marguerite Duras ou, plus encore, par le Nom de la rose d'Umberto Eco.

Créé en 1983 pour aider à fléchir cette tendance et à appuyer l'action des éditeurs français, le Bureau du livre français de New-York poursuit une action patiente dont il sait qu'il ne faut attendre aucun résultat spectaculaire. Jean-Marc Salmon, qui le dirige, peut pourtant afficher quelques motifs de satisfaction : l'année 90 a été la meilleure depuis la création de l'antenne new-yorkaise.

Il semble que la politique d'auteur qui consiste à proposer à la lecture plusieurs titres du même écrivain, plutôt que

de disperser les efforts sur un large échantillon de créateurs, commence à porter ses fruits. Au total, ce sont cinquante-trois titres dont le Bureau a aidé à négocier les droits l'an dernier. Parmi eux des livres de Queneau, de Leiris, de Crévet, mais aussi d'Annie Ernaux, de Denis Belloc, de René Belletto ou de Jacques Roubaud.

Les historiens poursuivent également leur percée sur le marché américain : Pierre Vidal-Naquet, Daniel Roche, Nicole Loraux, Robert et Elisabeth Badinter seront proposés l'an prochain aux lecteurs américains. Mais la science française fait aussi une entrée remarquée : les huit titres déjà parus en France de la collection « Questions de science », chez Hachette, viennent d'être acquis par Mac Graw Hill contre une avance de 24 000 dollars.

P. L.

## Une librairie d'art pour enfants au Louvre

Située sous la pyramide du Louvre, une librairie d'art pour enfants, la première de ce genre en France, vient d'ouvrir. Animée par Véronique Lory, la créatrice de la librairie Chantrelle, cet espace de 100 m<sup>2</sup> propose 3 000 ouvrages, des jeux, du matériel de dessin, des livres en langues étrangères et des ouvrages pédagogiques.

Cette initiative s'inscrit dans le travail d'implantation de librairies spécialisées dans l'art poursuivi depuis plusieurs années par la Réunion des musées nationaux. « Coopérative » des trente-quatre musées nationaux, la Réunion n'est pas en effet seulement une organisation d'expositions et l'un des premiers éditeurs d'art en France. Elle s'est également dotée d'un important service commercial qui réalise 500 millions de francs de chiffre d'affaires et dont les recettes permettent d'acquiescer des œuvres pour les musées nationaux.

Parmi ces activités, la librairie tend à prendre une place privilégiée. Après la grande librairie du Louvre – quinze mille titres spécialisés dont 5 000 en langues étrangères et un service bibliographique informatisé –, la librairie d'Orsay consacrée à la période 1848-1914, celle du Grand-Palais sera consacrée aux catalogues d'expositions françaises et étrangères, contemporaines et passées. Une librairie du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles devrait également s'ouvrir cette année au château de Versailles. D'autres projets sont en cours. La Réunion des musées

nationaux vend également chaque année 500 000 affiches, 5 millions de cartes postales, et son département de reproductions et de moulagés d'œuvres connaît un essor exceptionnel.

P. L.

## Montaigne à Drouot

L'exemplaire personnel de Montaigne de ses *Essais*, sera mis en vente à l'Hôtel Drouot le 25 mars. C'est à l'intérieur d'une impressionnante collection de bibliophile que sera proposé aux enchères ce volume historique : Montaigne y a corrigé de sa main la date de 1580, imprimée à son insu sous le célèbre avertissement : « C'est icy un livre de bonne foy. » Selon toute vraisemblance, Montaigne a eu en sa possession deux exemplaires de cette quatrième édition de 1588. Celui qui est mis en vente, qu'il a conservé pour son usage personnel après avoir ratifié la date d'édition fautive et l'exemplaire de travail connu sous le nom d'« exemplaire de Bordeaux » sur lequel Montaigne va ajouter jusqu'à la fin de sa vie un millier d'annotations, en vue de l'édition définitive de ses *Essais*. On ignore si la Bibliothèque nationale ou la bibliothèque de Bordeaux vont participer aux enchères dirigées par M<sup>re</sup> Ader, Picard, Tajan et Boissard, sous l'expertise de Pierre Berès.

P. L.

## SCIENCE-FICTION

## Des robots et des rats

## NÉMÉSIS

d'Isaac Asimov.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Monique Leblay.  
Presses de la Cité, 299 p., 130 F.

## LE GRAND LIVRE DES ROBOTS : PRÉLUDE À TRANTOR

d'Isaac Asimov.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Monique Leblay.  
Presses de la Cité, 1 024 p., 135 F.

## IMAGES ANCIENNES

de Ramsey Campbell.  
Traduit de l'anglais par Claude Schleissner et Emilie Hédon.  
J'ai lu.  
« Épouvante », 384 p., 31 F.

## L'EMPIRE DES RATS

de James Herbert.  
Traduit de l'anglais  
par Nicole Bensoussan.  
Albin Michel, 423 p., 120 F.

## TOURISTES

de Lisa Goldstein.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Nathalie Serval.  
Denoël, « Présence du fantastique », 314 p., 59 F.

grandeur de la littérature d'anticipation scientifique. D'abord en publiant, sous le titre *Prélude à Trantor*, le recueil de toutes les nouvelles mettant en scène des robots et en jeu ses fameuses lois de la robotique : *Nous les robots*, et deux romans réalisant une hybridation réussie entre science-fiction et roman policier : *les Cavernes d'acier* et *Face aux feux du soleil*. L'ensemble est précédé d'une fort pertinente préface de Jacques Gollmann et suivi de quelques annexes et d'une bibliographie sidérante à la mesure de la proximité d'Asimov.

Ensuite, en éditant la version française de son dernier roman *Némésis* dans lequel il se livre à l'une de ses activités favorites : imaginer un fragment d'histoire du futur. A savoir une étape de la conquête de l'espace, opposant la Terre à l'une des colonies spatiales qui peuplent le système solaire. Rotor, l'un de ces satellites artificiels, a quitté, après avoir découvert un nouveau système de propulsion, l'hyperassistance, l'attraction du Soleil pour une étoile plus proche encore de lui qu'Alpha du Centaure, mais cachée jusqu'alors à l'observation par un nuage de poussières cosmiques : Némésis.

Le roman présente sous la forme d'une chronique étalée sur une dizaine d'années et celle d'un montage en parallèle les événements qui se déroulent sur les deux lieux de l'action : la Terre, où une physicienne de génie conduit la construction d'un vaisseau cosmique prototype, et Erythro, le satellite de Némésis autour duquel Rotor s'est mis en orbite et a ins-

talé sous forme une petite colonie. Si le lecteur suit avec passion cette chronique qui magnifie l'aventure scientifique, c'est que, en bon raconteur d'histoires rompu à la discipline des récits policiers, Isaac Asimov l'a littéralement truffé d'énigmes. Du coup, on trouve bien du charme et de vertus narratives à cette « science-fiction de papa » claire et robotique, qui ravive de vieilles nostalgies.

Le thème de l'objet auquel s'attache une malédiction est l'un des thèmes classiques de la littérature fantastique et d'horreur. Dans *Images anciennes*, l'auteur anglais Ramsey Campbell y apporte une fort brillante variation : l'objet maléfique est un film, *La Tour de la peur*, tourné en Angleterre par les deux stars du cinéma d'épouvante américain des années 30 : Bela Lugosi et Boris Karloff. Le tournage a été marqué par des événements dramatiques, le réalisateur a trouvé la mort dans un accident peu après, et ce film maudit n'est jamais sorti sur les écrans.

Bien des années après, un documentaliste spécialisé dans le cinéma entre en possession d'une copie du film et meurt dans des conditions étranges. L'une de ses amies entreprend alors de mener une enquête auprès des différents survivants du tournage afin de tenter de percer l'origine du maléfice. Ramsey Campbell ne s'est pas contenté de ce seul motif pour tisser la trame de son roman : il l'a redoublé d'une seconde histoire de malédiction, ancestrale celle-ci, rituelle et récurrente, qui vient recouper la première et donner un final inattendu au roman. Et l'on

glisse de la cinéphilie imaginaire aux mythes.

JAMES HERBERT, le meilleur écrivain anglais d'horreur, a joué dans les trois volumes de sa trilogie sur la république qu'exerce une espèce animale dont la vie sociale comporte quelques intrigues bizarres : les rats. Si, dans les deux premiers (1), l'homme arrivait à juguler le développement phénoménal de rats mutants et leurs invasions mortelles, il n'en est pas de même dans le dernier, *L'Empire des rats*.

Il est vrai que la gent ratière y reçoit le secours insoupçonné d'une explosion nucléaire. James Herbert nous conte la terrifiante odyssée d'un petit groupe de survivants réfugiés dans un abri anti-atome gouverné par un d'élite anti-atome chassés par une invasion carnassière de rongeurs, leur fuite éperdue dans un Londres dévasté et livré à la sauvagerie la plus totale où s'affrime chaque jour un peu plus le règne du rat. De nombreux récits de science-fiction ont décrit les périls de l'holocauste : aucun n'a atteint en violence, en angoisse, en désespoir le constat apocalyptique dressé dans *L'Empire des rats*.

A l'heure où le roman d'horreur poursuit sa victorieuse implantation en France, la collection « Présence du fantastique » cultive une fois encore sa différence avec un très curieux titre de Lisa Goldstein, *Touristes*, qui se déroule dans une ville imaginaire du Moyen-Orient à la géographie labyrinthique et changeante. Un professeur américain venu y séjourner pour étudier un manuscrit – qui pourrait être le fabuleux Livre des Pierres –, sa femme et ses deux filles découvriront peu à peu, et chacun à leur manière, la guerre secrète que s'y livrent les sectateurs de deux héros mythiques des origines, les partisans de deux types d'écriture. Ce conte moderne des Mille et Une Nuits constellé d'abîmes borgesiens procure au lecteur un très vif dépaysement et le transforme en rêveur éveillé, en touriste onirique.

Jacques Baudou

1) *Les Rats et le Repaire des rats*, disponibles actuellement en Presses Pocket.

P.S. Les amateurs de littérature fantastique disposent aujourd'hui d'une revue érudite et passionnée, comme en témoigne son n° 6, voué à la célébration de Shirley Jackson, Robert Aickman et Jack Finney. Elle s'appelle *Manicora* et est publiée par Patrick Marcel (48, rue de Cursol, 33000 Bordeaux).

## EN BREF

► Colloque Léon Bloy. Un colloque international sur le thème « Léon Bloy au tournant du siècle », organisé par Pierre Glandes et le centre de recherches Léon Bloy, aura lieu les 22 et 23 mars à l'auditorium Colbert, Bibliothèque nationale, rue Vivienne à Paris.

► Précision. – Le spectacle « Dialogue des poètes » que nous annonçons dans « Le Monde des livres » du 1<sup>er</sup> mars se tient au Théâtre de l'Athlétique, place Parmentier à Neuilly (tél. : 46-24-03-83).

► Rectificatif. – Dans « Le Monde des livres » du 8 mars 1991, le nom de l'auteur de *Leurs leçons de vie* a été mal orthographié. Il s'agissait de Dominique Sandinos (et non Sandino).

Laurent et Annie CHABRY

## Politique et minorités au Proche-Orient

(Les raisons d'une explosion)

Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, 165 francs  
2<sup>e</sup> édition

En vente chez tous les bons libraires ou à l'adresse suivante :  
MAISONNEUVE et LAROSE  
15, rue Victor-Cousin, 75006 Paris. Tél. 43 54 32 70

L'HERMÈS Editeur  
Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur  
**HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES**  
Tome 1 et Tome 2 par Paul DUBOUCHET  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Une fabuleuse histoire pour comprendre l'Islam et réussir la paix

# SALADIN

372 pages

Geneviève Chauvel

PYGMALION/GERARD WATELET

## ROMANCE PARISIENNE

de Franz Hessel.  
Traduit de l'allemand par Léa Marcou.  
Maren Sell, 134 p., 70 F.

EXIL ET ENGAGEMENT  
Les intellectuels allemands  
et la France 1930-1940

d'Albrecht Betz.  
Traduit de l'allemand par Pierre Rusch.  
Gallimard, « Bibliothèque des idées »,  
410 p., 155 F.

## LES CERISES DE LA LIBERTÉ

d'Alfred Andersch.  
Traduit de l'allemand par Jean Roussel.  
Postface de Lothar Baier. Actes Sud,  
158 p., 89 F.

JULES et Jim, ces figures complémentaires du couple franco-allemand idéal font désormais partie de notre culture, mais nous ne savions pas que nous n'en avions pas fini avec eux. En effet, *Romance parisienne*, le récit (paru en allemand en 1920) que publie Maren Sell, s'il a la même grâce, la même liberté tendre, que le roman d'Henri-Pierre Roché, la même atmosphère aussi, nous raconte l'histoire d'un soldat allemand qui, de janvier 1915 à février 1916, écrit à son ami Claude, qu'il a connu à Paris. « Dans mes rêves, je suis toujours à Paris, debout sur la plate-forme de l'autobus Opéra-Montmartre. En chemin, je veux descendre devant le café où je vois assis des amis allemands, ou au coin de la rue. Je baise alors les yeux sur moi et m'aperçois que je suis en uniforme allemand [...]. Je ne peux tout de même pas me montrer dans cette tenue au garçon de café, ni passer devant la concierge [...]. Claude, qu'est-il advenu de notre monde? Te rappelles-tu parfois la belle époque où toutes les nations du Montparnasse se rassemblaient à la Closerie des Lilas? »

L'auteur de cette *Romance parisienne* autobiographique, vous l'avez deviné, c'est Jules! Ou plutôt Franz Hessel, qui lui a servi de modèle, et dont nous avions pu lire de merveilleuses *Promenades dans Berlin* (P.U.G., 1989). De Montmartre à Montparnasse, de la Muette aux Gobelins, de Tabarin au bal Bullier, on retrouve les mêmes qualités de « flâneur » lettré, curieux, séducteur qui s'évade de la chambre ou de la bourgeoisie polonoise près du front en se baladant dans un Paris d'avant-guerre (de 1914), où il était tombé amoureux d'une belle Allemande à un bal d'enfants de Mardi gras.

Un amour chaste de deux étrangers en marge de la vie. « Soyons donc des étrangers à Paris, lui propose-t-il. Voilà quatre ans déjà que je suis ici et je reste un étranger. Paris est la ville la plus chère au monde : c'est pourquoi nous sommes ici devenus tout esprit. Nous musardons parmi les mille tentations de la réalité comme par un jardin fleuri. Ce qui pour d'autres s'appelle peine n'est pour nous qu'un chatoyant papillon. Pourquoi s'en

saisir, pourquoi l'interrompre dans sa course folâtre? (...) Elle m'écouait avec stupéfaction. »

Pour Franz Hessel (1880-1941), qui avait tant aimé « s'exiler » volontairement dans cette France dont il savourait les mets et les gens, il était impensable de retrouver Paris comme un fugitif. Il ne se décida à émigrer que lorsqu'il vit sa synagogue brûler et qu'on lui interdit d'écrire. Interné au camp des Milles, près d'Aix-en-Provence, il se suicida à la sortie du camp plutôt que de quitter, comme ses compatriotes, un autre exil. Une *Romance parisienne* à ne pas manquer.

LES antinazis, intellectuels ou non, qui avaient quitté l'Allemagne depuis le début des années 30, ne savaient pas combien de temps durerait leur exil. N'imaginaient pas que le national-socialisme se maintiendrait au pouvoir pendant douze ans et ne s'effondrerait que dans une guerre mondiale. Engagés dans leur pays, même s'ils appartenaient le plus souvent à des familles politiques ennemies, certains continuaient de lutter, tentant d'éclairer les esprits des pays d'accueil. Tentant de briser l'aveuglement. Tandis que d'autres refusaient de prendre position puisque leur présence hors d'Allemagne suffisait à montrer leur opinion. Ou bien parce qu'ils ne croyaient pas que les mots pouvaient « faire l'Histoire ».

Tout naturellement, le centre le plus important pour les émigrés allemands et leur premier lieu de rassemblement fut Paris. « La France avait, depuis Forster et Heine, une réputation classique de terre d'asile pour les intellectuels allemands. Sa capitale n'avait rien perdu de son attrait de métropole littéraire. Les émigrés y voyaient un bon poste d'observation - conformément à l'illusion largement répandue que le régime nazi ne représentait qu'une brève et épisodique émergence de l'extrême droite », explique Albrecht Betz dans *Exil et engagement*, une étude sur les

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Paroles d'exilés



Gustav Regler et Anna Seghers au congrès des écrivains pour la défense de la culture à Paris en 1935.

rapports des intellectuels allemands avec la France pendant les années 30, étude qui reprend et élargit une recherche publiée par l'auteur dans les *Mélanges* offerts à Pierre Bertaux (1977).

Recherchant quelles avaient été les possibilités de communication et de collaboration intellectuelle entre les émigrés et les Français, Albrecht Betz, un universitaire allemand qui a enseigné de 1970 à 1980 à l'université Paris-III, s'est attaché à l'étude des ouvrages et surtout des articles publiés en français par des auteurs de langue allemande. Il a le mérite de nous inciter à recenser des œuvres et des écrits qui visaient à élargir le débat inter-allemand et qui, trop souvent, ne trouvent pas leur destinataire.

Qui, par exemple, se souvient de ce pamphlet de Heinrich Mann intitulé *La Haine* paru en 1933 chez Gallimard (deux mois avant l'édition allemande chez Querido à Amsterdam)? Une profession de foi autant qu'un acte d'accusation et un avertissement contre cet Hitler paranoïaque hystérique et son entourage de détraqués (« L'Allemagne exhibe à présent ses brutes et ses fous »), que complètent les *Scènes de la vie nazie*, brèves saynètes qui annoncent le

alors ne fut son essai *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproduction mécanisée*, publié d'abord en français en 1936 chez Alcan dans la traduction de Pierre Klossowski (1)?

CES déracinés, augures d'un malheur qu'on ne veut pas voir, suscitaient une méfiance chez les Français? Toujours est-il qu'ils ne seront que peu admis dans la société française et qu'on ne les connaîtra que très mal, eux, leurs familles et leur littérature qui se survit difficilement. Peu de photos d'eux, sauf dans les manifestations internationales comme le congrès des écrivains pour la défense de la culture, qui réunit à la Mutualité en juin 1935 deux cent cinquante auteurs d'une quarantaine de pays! Il est significatif qu'on continue, certes, à traduire et à publier les auteurs de langue allemande à succès comme Emil Ludwig, Stefan Zweig, Vicki Baum et, en moins grand nombre, les œuvres des frères Mann, Jakob Wassermann, Ernst Erich Noth, Joseph Roth, Irmgard Keun, etc. Mais ni Brecht, ni Benjamin, ni Bloch, ni Canetti, ni Broch, dont la forme d'écriture politique-littéraire nous reste encore trop étrangère.

Faut-il reprocher à un livre sur un sujet qui vous intéresse d'être un ouvrage de « spécialiste »? C'est souvent le prix de la passion, comme en

témoigne *Exil et engagement*, qui comporte autant de notes que de texte, trop de détails minutieux et désordonnés, pour satisfaire le lecteur même moyennement initié à l'histoire de l'entre-deux-guerres. Trop d'omissions aussi (pourquoi Albrecht Betz a-t-il oublié Franz Hessel? L'a-t-il considéré comme insuffisamment « engagé »? ...).

Voilà une sorte de chant funèbre in memoriam pour une intelligentsia qui ne pourra même pas - sauf en RDA - se réclamer d'une résistance antifasciste et pour qui la fin de la guerre signifiera souvent la fin de l'engagement. *Exil et engagement* ne fait pas oublier l'étude passionnante et passionnée de Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil* (2), qui restera longtemps encore la bible indispensable pour mieux comprendre ce que fut le destin des milliers d'opposants qui quittèrent l'Allemagne et tentèrent de lutter contre le national-socialisme par leurs œuvres ou par leur résistance.

COMME une conclusion, qui n'en est pas une, reprenant les *Cerises de la liberté*, déjà publié aux Éditions du Seuil en 1954, un terrible récit d'Alfred Andersch (1914-1980), esprit rebelle, interné comme communiste à Dachau en 1933, qui préféra finalement la réflexion à l'engagement, l'existentialisme au marxisme, le Groupe 47 au réarmement allemand. Il nous raconte la comment il déserta le 6 juin 1944 sur le front italien, sans savoir que le débarquement avait eu lieu en Normandie. Près d'un cerisier sauvage dont il mange les fruits par poignées.

On peut imaginer les polémiques que suscitèrent la publication en 1952, en pleine guerre froide, des *Cerises de la liberté*. « Ce récit autobiographique d'une désertion prit des allures de manifeste contre la politique d'Adenauer de défense et d'intégration dans le camp militaire occidental », écrit dans une postface Lothar Baier, qui note que des voix s'élevèrent pour prendre la défense d'Andersch, notamment Heinrich Böll.

« Pendant que je dormais dans la cabane, la guerre était entrée dans sa phase décisive », écrit Andersch à la fin du livre. *Le destin des masses s'accomplissait au moment où je m'en détachais pour la durée d'un jour. Mais il n'est pas possible de se libérer du destin des masses pour plus d'un jour. »* Fait prisonnier par les Américains, acheminé vers les États-Unis, il passera plus d'un an dans un camp avant d'être libéré, sans cerises, fin 1945.

(1) Treize essais écrits pendant son exil en France, entre 1933 et 1940, qui témoignent de la relation riche et complexe que Walter Benjamin entretenait avec la culture française, viennent d'être publiés chez Gallimard dans la « Bibliothèque des idées » sous le titre : *Essais français*.

(2) *Weimar en exil. Le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux États-Unis*, de Jean-Michel Palmier vient de paraître en un seul volume relié chez Payot (1006 p., 290 F.).

## En transit sur le « Paul-Lemerle »

Un entretien avec Pierre Radvanyi, le fils d'Anna Seghers

Décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 : « Tous les étrangers se trouvant en France métropolitaine, en Afrique ou dans les colonies françaises (...) sont réputés ennemis. » La France commence sa guerre contre Hitler par une guerre aux ennemis de Hitler. Dans son roman *Transit* (Éditions Albin), devenu un film et une série TV grâce à René Allio (voir le Monde des 9 octobre 1990 et 26 janvier 1991), Anna Seghers - émigrée depuis 1933 - se retrouve à

Marseille avec des milliers de fugitifs dans l'attente de traverser un pays, s'il est bien établi qu'on ne veut pas y rester. Cinquante ans plus tard, son fils, Pierre Radvanyi, devenu français et physicien nucléaire, directeur de recherches au CNRS, se souvient.

« J'ai eu quinze ans en arrivant à la Martinique. Le départ de Marseille avait été terrible. Le dernier obstacle, c'était le visa de sortie de

la préfecture et, comme dans le film, il y avait une dame qui nous a aidés. Au dernier moment, on a empêché les Espagnols de sexe masculin entre vingt et cinquante ans de monter à bord parce que le gouvernement de Franco avait demandé que les hommes en âge de porter les armes ne puissent pas quitter la France. Leurs familles ont été obligées de partir, d'où des scènes épouvantables. On est monté à bord du *Paul-Lemerle*, on

ne savait pas ce qui nous attendait : on pensait qu'on serait rapidement à la Martinique.

« Le *Paul-Lemerle* était un cargo. Nous étions à fond de cale. Il y avait un pont avec deux cabines et puis des soutes avant avec des marchandises pour la Martinique, et des soutes arrière aménagées avec des bat-flanc. Il y avait une soute à hommes et une soute à femmes. J'étais avec mon père. Ma sœur avec ma mère. C'était tout noir, les gens étaient malades, vous pouvez imaginer l'odeur pestilentielle, les latrines installées sur le pont, les tables où l'on mangeait des pois cassés et des lentilles. Il me semble qu'ils n'avaient pas assez de capacités frigorifiques... (L'enfant n'a pas de souvenir d'André Breton, de Victor Segre ou de Claude Lévi-Strauss, qui a raconté le voyage dans le *début de Tristes Tropiques*).

« Ça a duré un mois. C'était après Mers-el-Kébir, on avait peur des sous-marins anglais; alors, on est allés le plus longtemps possible dans les eaux territoriales espagnoles, puis à Oran. Interdiction de débarquer. On a continué au large du Rif, là on était en convoi avec d'autres bateaux de l'Armée, quand, brusquement, on fait marche arrière vers un tout petit port algérien. On a attendu là deux jours. On est repartis. Casablanca. La Martinique.

« Nous avons changé de bateau. Le *Normandie* avait pris feu dans le port de New-York et la Transat a laissé ses bateaux en rade de Fort-de-France. Nous sommes partis sur un bateau dominicain, le *Rafael Molina Trujillo*, surchargé, mais

plus confortable. En nous arrêtant dans les îles des Caraïbes (cf. *Histoires des Caraïbes*, d'Anna Seghers). Ensuite on a réussi à trouver des places dans un bateau pour New-York.

## « Biermann, Biermann »

« Je suis de ceux qui sont entrés à New-York en bateau, à 8 heures du matin, avec des sirènes de brume, les gratte-ciel. C'était beau. Malheureusement, dès qu'on a été à quai, on nous a refusés sur Ellis Island; il y avait des amis de mes parents qui attendaient. Le médecin militaire, qui était monté à bord, a trouvé que ma sœur claînait des yeux d'une façon anormale et il a inscrit « troubles du système nerveux ». Mes parents se sont demandés longtemps s'il y avait préjudice à l'immigration. Mes parents ont fait appel. Refusé. Il fallait partir pour le Mexique, Vera Cruz, où nous sommes arrivés trois mois après avoir quitté Marseille.

« On avait, comme c'est écrit dans *Transit*, un visa pour la Martinique, un transit pour les États-Unis et un visa final pour le Mexique. Quand on a quinze ans, on ne sait pas exactement ce que pensent réellement les parents, mais j'ai compris après qu'ils auraient sans doute préféré rester à New-York. L'Amérique n'était pas encore en guerre et il n'était pas possible de transformer un transit, pour des réfugiés reniés par leur gouvernement, et encore moins pour des communistes. »

Anna Seghers est morte en 1983 à Berlin-Est après avoir été pendant trente ans présidente de l'Union des

écrivains de RDA. Son fils, marqué pour toujours par ses années de fugitif - l'école Freinet de Meudon, les lycées de Versailles, Louis-le-Grand, Parnassus, le lycée Thiers de Marseille - avait décidé de vivre en France. Aujourd'hui encore, il veut expliquer sa mère par une fiddité.

« Elle se sentait une sorte d'obligation morale de ne pas se dégoûter. Il était très difficile, je dirais même impossible, d'obtenir d'elle une confession. Elle disait : « J'ai choisi certains engagements, j'ai écrit dans un certain sens et je crois que c'est toujours valable. » Je sais qu'elle a beaucoup souffert à la fin, quand il y a eu les exclusions. Vous savez, les Allemands ont ce sens du devoir, mais ce l'a rendue malade. Elle était presque inconsciente sur son lit d'hôpital, et elle répétait : « Biermann, Biermann. »

« A Mexico, un ancien des Brigades, qui deviendra ensuite directeur des Éditions Auban, Walter Janka, avait écrit la *Septième Croix*. Quand il sera accusé de conspiration contre Walter Ulbricht, ma mère ne dira rien. Mais on a découvert dans ses papiers une nouvelle à propos du procès, sur laquelle elle avait inscrit : « A retravailler : le Juge Intègre. » Elle explique qu'un juge a eu à juger un ancien des Brigades internationales, s'aperçoit que l'accusé est innocent, refuse d'inscrire le procès et se retrouve finalement en prison avec celui qu'il aurait dû faire condamner... C'est cette nouvelle qu'on a lue à Mayence, sa ville natale, en novembre, pour son quatre-vingt-dixième anniversaire. »

Propos recueillis par Nicole Zand

## Mort de William Heinesen

Le patriarche des îles Féroé

## COPENHAGUE

de notre correspondante

Les habitants des îles Féroé sont en deuil : ils ont perdu leur grand homme, l'écrivain William Heinesen, qui s'est éteint dans leur capitale, Thorshavn, où il résidait de façon quasi permanente depuis 1932.

Né avec le siècle, fils de commerçants, William Heinesen, qui avait choisi d'écrire en danois et non dans la langue locale, avait débuté en 1921 avec un recueil de poèmes, *Éléments arctiques*. Il devait terminer le long cycle de

ses œuvres par un livre d'essai, *Bonsoir la Lune, bonsoir mon amie*, paru en 1990. Romancier (le *Chaudron noir*, *Nocturne*, *Autour du bout du monde*, etc.), auteur de nombreuses nouvelles, peintre à ses heures, il avait conquis un large public grâce à son talent original de conteur. Il avait été traduit dans toute une série de langues étrangères, y compris le tahitien et l'hébreu. En français, on peut lire la *Lumière enchanée*, publié en 1986 aux Éditions Albin.

Ses rapports avec ses compatriotes danois n'avaient pas toujours été sans nuages. Ceux-ci lui en avaient longtemps voulu au départ de les dépeindre parfois sans

complaisance, en dénonçant leur hypocrisie, leur courte vue. Mais, avec les années, les choses s'étaient apaisées et il était devenu peu à peu leur patriarche, leur fier. Toute la population des dix-huit îles féroé, l'an dernier, son quatre-vingt-dixième anniversaire par un ensemble de manifestations culturelles et folkloriques auxquelles il n'avait pas pu assister car il se sentait déjà trop faible.

William Heinesen était, depuis 1961, membre de l'Académie danoise et avait reçu le grand prix de littérature du Conseil nordique, le Sonning. A plusieurs reprises, on avait parlé de lui pour le Nobel.

Camille Olsen

## Le Monde

24 La prévention du  
25 L'Europe en crise

## BILLET

## Maires-banquier

Au moment où la faillite d'Angoulême défraye la chronique et où les pouvoirs publics et les banquiers se penchent - sans trop de succès - sur les difficultés financières de plusieurs autres villes et régions, le ministre des finances publie des statistiques impressionnantes sur les aides qu'accroissent les collectivités locales aux entreprises privées et aux organismes de l'État. Le volume de ces concours s'est accru de 22,4 % en 1989 par rapport à 1988, soit deux fois plus vite que l'année précédente. Ils frôlent les 11 milliards de francs.

Si les communes sont les seules tentées de passer dans leur budget pour faciliter les créations d'usines, les zones industrielles, les ports ou les parcs de loyers (pauvres prêts et subventions) représentent 47 % du total. Les départements et les régions semblent plus prudents. Souvent soumis à des pressions, voire à des chantages à l'emploi de la part des entrepreneurs, les élus locaux cèdent rarement à un rabais sur le prix de vente de location d'un bâtiment, se refusent une participation dans une société d'économie mixte, ailleurs, on demande une garantie. L'encours des garanties d'emprunts et cautionnements accordés à des entreprises par les départements en 1989 a été de quelque 130 milliards de francs.

Les lois de décentralisation ont depuis huit ans, transformé les élus locaux en véritables entrepreneurs, qui s'occupent, de plus en plus, de leur propre Etat impérial, et qui, trop bureaucratiques, ne voient pas la tendance à se substituer aux services de l'Etat. Ils ont, certes, évité évidemment, les erreurs de mauvais sens. Et quoi qu'on dise au Crédit local de France ou au Crédit agricole, l'Etat n'est pas sain qu'une région s'endette régulièrement pour s'équiper ou faire fonctionner leurs services. Un emprunt aujourd'hui se traduit toujours par des impôts demain. Surtout lorsque les taux d'intérêt réels atteignent des sommets. Dans ce domaine aussi, les mégales géographiques sont considérables. La dette par habitant de la Martinique se monte à 183 F, celle de l'Auvergne à 93 F, celle de l'Alsace à 32 F.

Dans la chronique des collectivités locales en difficulté, on entend beaucoup les voix des maires, des hauts fonctionnaires - et évidemment celle, inflexible, des banquiers. Mais qu'en est-il de cette, pourtant essentielle, des habitants-contribuables-électeurs.

FRANÇOIS GROSCHAMAN

## PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	13 mars	14 mars
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	20,45	+ 0,77
Brent à Londres à l'ouverture	20,20	+ 0,95

La fermeté des cours du pétrole se maintient, le marché réagissant toujours favorablement à la décision de l'OPEP de réduire sa production. Les prix sont donc sensiblement plus élevés que la semaine dernière sans toutefois atteindre des niveaux incontrôlés.



24 La prévention des accidents du travail  
25 L'Europe en procès

26 Communication.  
27 à 29 « Monde Affaires »

30 Marchés financiers.  
31 Bourse de Paris.

BILLET

Maires-banquiers

Au moment où la faillite d'Angoulême défraye la chronique et où les pouvoirs publics et les banquiers se penchent — sans trop le dire — sur les difficultés financières de plusieurs autres villes et régions, le ministère des finances publie des statistiques impressionnantes sur les aides qu'accordent les collectivités locales aux entreprises privées et aux organismes de HLM. Le volume de ces concours s'est accru de 22,4 % en 1989 par rapport à 1988, soit deux fois plus vite que l'année précédente. Ils frôlent les 11 milliards de francs.

Si les communes sont les plus tentées de puiser dans leur budget pour faciliter les créations d'usines, les zones artisanales, les goûts ou les parcs de loisirs (puisque leurs prêts et subventions représentent 47 % du total), les départements et les régions semblent plus prudents. Souvent soumis à des pressions, voire à des chantages à l'emploi de la part des entrepreneurs, les élus locaux cèdent : ici, on accorde un rabais sur le prix de vente ou de location d'un bâtiment ; là, on prend une participation dans une société d'économie mixte ; ailleurs, on accorde une garantie. L'encours des garanties d'emprunts et cautionnements accordés à des entreprises par les départements en 1989 s'élève à quelque 130 milliards de francs.

Les lois de décentralisation ont, depuis huit ans, transformé les élus locaux en véritables entrepreneurs, qui souvent, et heureusement, se substituent à un Etat impécunieux ou trop bureaucratique. Mais, ici ou là, ils ont tendance aussi à se substituer aux banquiers, ce qui, évidemment, réserve de mauvaises surprises. Et quoi qu'on dise au Crédit local de France ou au Crédit agricole, il n'est pas sain qu'une ville ou une région s'endette régulièrement pour s'équiper ou faire fonctionner leurs services. Un emprunt aujourd'hui se traduit toujours par des impôts demain. Surtout lorsque les taux d'intérêt réels atteignent des sommets. Dans ce domaine aussi, les inégalités géographiques sont considérables. La dette par habitant de la Martinique se monte à 183 F, celle de l'Auvergne à 93 F, celle de l'Alsace à 32 F...

Dans la chronique des collectivités locales en difficulté, on entend beaucoup des voix des maires, des hauts fonctionnaires — et évidemment celle, inflexible, des banquiers. Mais qu'en est-il de celle, pourtant essentielle, des habitants-contribuables-électeurs ?

FRANÇOIS GROSCHARD

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	13 mars	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	20,45	+ 0,77
Brent à Londres à l'ouverture	20,20	+ 0,95

La fermeté des cours du pétrole se maintient, le marché réagissant toujours favorablement à la décision de l'OPEP de réduire sa production. Les prix sont donc sensiblement plus élevés que la semaine dernière sans toutefois atteindre des niveaux incontrôlés.

Les objectifs du septième plan quinquennal officiellement dépassés

La technologie remplace l'agriculture en tête des priorités du gouvernement chinois

La Chine a annoncé, mercredi 13 mars, qu'elle avait dépassé les objectifs de son septième plan quinquennal (1986-1990), bien que les maux affectant son développement économique perdurent. Son produit national brut est passé de 855 milliards de yuans (1) en 1985 à 1 740 milliards en 1990, soit légèrement plus que prévu, l'objectif étant de doubler le PNB au cours de cette période. La cible fixée par M. Deng Xiaoping au pays avant de prendre sa retraite est de doubler à nouveau ce chiffre d'ici à l'an 2000.

PÉKIN

de notre correspondant

La croissance moyenne du revenu national au cours des cinq dernières années, selon les statistiques produites par les autorités au moment où se négocient les orientations du huitième plan, a été de 7,5 %, de près 1 point supérieure à l'objectif initial. La surchauffe avait porté la croissance de la production industrielle à 16,7 % en moyenne pendant les trois premières années du plan ; le programme d'austérité a permis de ramener cet indice à 8,1 %.

La structure de production reflète bien le dynamisme du secteur le moins lié à l'Etat, les industries en propriété collective ayant enregistré une croissance de 17,6 % en cinq ans, tandis que les entreprises d'Etat ne progressaient que de 7,3 %. L'agriculture a, elle aussi, enregistré une croissance annuelle moyenne légèrement supérieure à l'objectif, soit 4,6 %.

A en croire les chiffres du gouvernement, le revenu moyen du citoyen et celui du paysan ont progressé dans la même proportion (un peu plus de 4 % par an depuis 1985), si l'on inclut, pour le premier, les avantages en nature et les créations d'emplois.

Surchauffe et inflation

Les autorités se gardent, toutefois, de tout triomphalisme, notant que « si les indicateurs qui traduisent la qualité de la vie s'approchent ou atteignent le niveau des pays à revenu moyen dans le monde », nombre de foyers ont « encore des difficultés à joindre les deux bouts ».

L'économie dans son ensemble a souffert, de 1985 à 1990, selon les bureaux des statistiques, de problèmes tels qu'une surchauffe et une inflation dues à « une impatience de voir des résultats rapides », « une décentralisation excessive » et « une

capacité de régulation affaiblie du gouvernement au niveau macro-économique ».

Parmi les causes de ces phénomènes, figurait « la négligence de l'éducation idéologique et politique » avant la crise de 1989. Plus sérieusement, l'agriculture donne des signes inquiétants à long terme : la surface cultivée a décliné de 1,2 million d'hectares en cinq ans ; la surface irriguée et celle dont la culture est mécanisée sont également inférieures à leurs niveaux record. La détérioration du sol s'est enfin accentuée.

Cependant, le chiffre le plus révélateur des transformations intervenues dans les campagnes chinoises est celui de la valeur de la production non agricole : elle s'est accrue de 160 % en cinq ans, et représente maintenant plus de la moitié du revenu des zones rurales (54,6 % contre 42,9 % il y a cinq ans). Peut-être est-ce la raison pour laquelle, dans un discours récent, le premier ministre, M. Li Peng, a cité, dans l'ordre des « quatre modernisations » qui forment le programme de développement du régime, celle de la science et de la technologie comme venant en première position. Il y a cinq ans, l'agriculture était encore la priorité absolue.

FRANÇOIS DERON

(1) Un yuan = 1,02 franc.

54,3 % de propriétaires en 1988

Les Français sont de plus en plus séduits par l'acquisition d'un logement

Acheter son logement coûte cher, et il n'est pas sûr (sauf à Paris et dans sa proche banlieue) qu'on pourra le revendre aisément et avec une plus-value. Pourtant, les Français continuent à se lancer dans l'aventure. Principale motivation : la retraite venue, c'est la sécurité de ne pas payer de loyer.

Pendant des décennies, on a pu croire que le Français avait une âme de locataire. S'il aimait la pierre, c'était sous forme de résidence secondaire ou pour placer de l'argent. C'est ce sentiment qu'il s'est mis à l'achat de sa résidence principale.

Selon l'enquête logement 1988 de l'INSEE (1), 54,3 % des Français étaient propriétaires de leur résidence principale (voir graphique), soit 11,2 millions de ménages, tandis que seulement 7,9 millions sont locataires, et 1,5 million sont logés gratuitement (par un employeur ou par un membre

de la famille). En 1967, on comptait autant de propriétaires que de locataires, et un Français sur huit était logé gratuitement, alors qu'on n'en compte qu'un sur quinze, aujourd'hui.

Si les Français continuent à rêver d'être propriétaires de leur logement, c'est bien sûr pour des raisons psychologiques d'appropriation du territoire, mais aussi pour des raisons financières. Le placement en vue de constituer un patrimoine n'aboutit pas toujours aux résultats espérés : bien des petites maisons, mal situées, dans des banlieues où l'emploi se fait rare, ne sont vendables qu'au prix d'une moins-value importante.

La dernière décennie des trente glorieuses (1945-1975) a vu se multiplier des prêts attractifs, à une époque où les salaires croissaient régulièrement, tandis que l'inflation grignotait de plus en plus rapidement les intérêts de remboursement. A l'époque, se doter pour acquiescer un logement ne

coûtait pas plus cher que payer un loyer. L'argument a fait long feu et même si le tiers des victimes de la déflation sont devenus lourdement progressifs, il est aujourd'hui très coûteux d'accéder à la propriété.

50 000 francs par an

L'enquête menée par Claude Taffin, chef de la division logement de l'INSEE, ne laisse planer aucun doute. Le locataire récent d'un logement (emménagé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985) consacre annuellement plus de 26 000 francs à se loger, tandis que l'acquéreur récent doit rembourser plus de 50 000 francs... Il est vrai qu'ils n'occupent pas, l'un et l'autre, le même genre de logement, ne serait-ce qu'en surface : le locataire occupe 68 mètres carrés, et l'acquéreur à la propriété plus de 100 mètres carrés. Le locataire qui n'a plus rien à rembourser paie en moyenne 6 600 francs de charges annuelles.

Et c'est là que gît sans doute l'argument le plus solide en faveur de l'accession. Cela coûte cher mensuellement de rembourser un gros emprunt, mais cet effort est compensé sur les années d'activité : on achète vers trente-cinq ans, et on a fini de payer vers cinquante-cinq ans. L'âge de la retraite venu, on n'aura plus à payer les charges, et cet allègement de la charge logement constitue, en fait, un co-financement de la retraite d'autant plus appréciable que chacun s'inquiète du devenir du montant des pensions.

De plus, la propriété du logement garantit la sécurité : bien des locataires âgés d'appartements privés, dans les régions où le marché du logement est tendu, craignent comme un cauchemar d'être contraints de déménager, et donc de quitter leur quartier, leurs habitudes, faute de pouvoir trouver à proximité un logement abordable (le Monde du 30 septembre 1989).

Certes, le locataire conserve une mobilité que l'acquéreur à la propriété a perdue. Mais chaque déménagement, dans le secteur libre, oblige à accepter le prix du marché, et le nouveau loyer paraît d'autant plus cher qu'on était resté longtemps locataire dans le logement qu'on abandonne : l'écart moyen du nouveau loyer par rapport à l'ancien est de 26 % dans le secteur libre. Et on n'a guère de chances de pouvoir se loger dans le parc social, où la demande dépasse largement l'offre.

En gros, au cours de la vie, on est locataire jusqu'à trente ans (quatre Français sur cinq de cette classe d'âge), puis accède à la propriété jusqu'à cinquante ans (un ménage sur deux), puis propriétaire à partir de soixante ans (six ménages sur dix). Et les sommes consacrées au logement

diminuent en même temps qu'augmentent la proportion de propriétaires libres d'endettement.

La dépense logement est à son maximum pour les 30-35 ans (près du quart du revenu, 22 % si l'on déduit l'aide au logement). Puis elle décroît très vite, et pour les 65-70 ans elle n'est plus que de l'ordre de 12 %. Le taux d'effort budgétaire pour se loger remonte ensuite pour le quatrième âge : au-delà de soixante-cinq ans, on est souvent locataire, et les revenus sont beaucoup plus faibles, ce qui augmente d'autant le poids de cette dépense inévitable.

JOSÉE DOYÈRE

(1) Claude Taffin, « Pourquoi devient-on propriétaire ? », INSEE Première, mars 1991.

Prévision de reprise pour l'été

La conjoncture américaine se serait légèrement améliorée en février

Depuis plusieurs semaines, le président de la Réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, affirme que la récession subie par les Etats-Unis est peu profonde et que le pays retrouvera le chemin de la croissance dès l'été. Mercredi 13 mars, M. Greenspan a confirmé le dernier assouplissement du crédit intervenu vendredi 8 mars (le Monde du 12 mars) et signalé que « les données économiques des dernières semaines font ressortir des indications supplémentaires montrant une réduction des tensions sur les prix ».

Le même jour, la Réserve fédérale a publié son « livre beige », qui ana-

lyse périodiquement la conjoncture dans les différentes régions des Etats-Unis. Selon ce rapport, l'activité est restée faible en février sur l'ensemble du territoire, mais, dans certaines régions, une « légère amélioration » a été enregistrée. Le département du commerce a, pour sa part, annoncé mercredi qu'en février les ventes au détail avaient progressé de 0,8 %, enregistrant leur première hausse depuis quatre mois. En janvier, le recul de ces ventes a été particulièrement prononcé, atteignant 1,4 % selon les résultats corrigés publiés mercredi.

Malgré la demande du gouvernement

L'UNEDIC refuse de participer au financement du chômage partiel

Le CNPF ainsi que les syndicats CGT, FO et CFTC ont repoussé, mercredi 13 mars, la proposition du gouvernement visant à ce que l'UNEDIC participe financièrement à l'indemnisation du chômage partiel. En décidant de porter de 10,32 francs à 12,82 francs l'allocation horaire versée par l'Etat aux employeurs en cas de chômage partiel,

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, avait suggéré que le régime d'assurance-chômage consente également un effort (4 francs par heure chômée, soit 70 millions de francs par an). Une majorité des partenaires sociaux a toutefois refusé d'orienter l'UNEDIC dans cette voie.

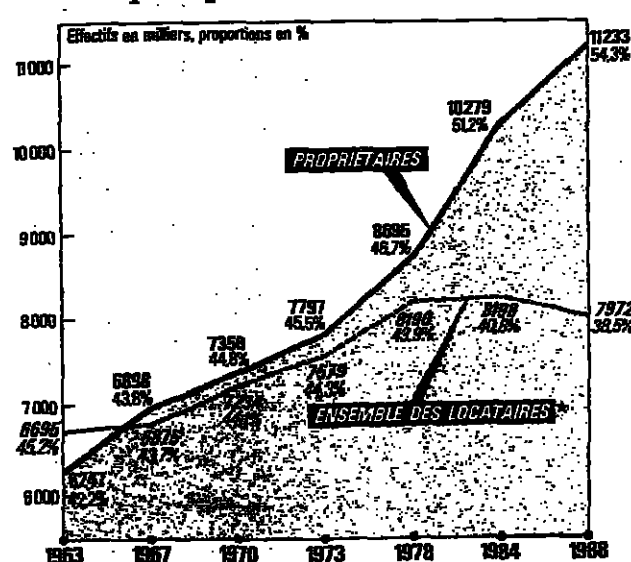
Alors que la CGT n'entend pas encourager le chômage partiel, qui « fait partie de la précarité et de la flexibilité », la CFTC et FO ont invoqué l'équilibre financier de l'UNEDIC pour s'opposer à ce que celle-ci contracte des engagements nouveaux. Pour M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, il n'est pas question que « l'UNEDIC, qui a déjà des difficultés avec les diminutions d'emplois, indemnise le chômage partiel ».

En revanche, la CFE-CGC a regretté que « l'immobilisme l'ait emporté sur la raison », alors que la CFTC s'est étonnée des convergences inattendues CGT-CNPF et a critiqué ceux qui « sont plus attachés à la défense de l'institution paritaire, fondée il y a trente ans, qu'à imaginer une diversification des garanties pouvant couvrir les risques de chômage pour les salariés ».

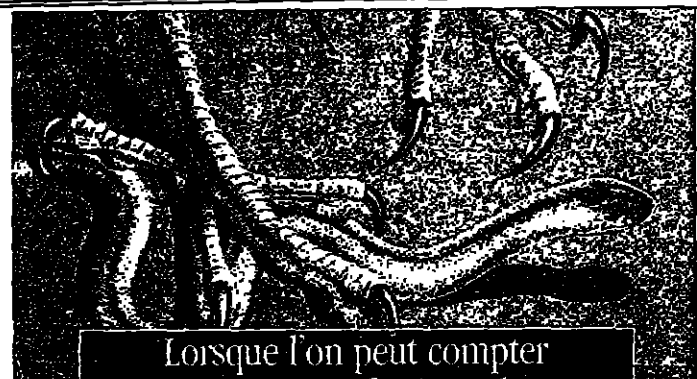
En jugeant que le chômage partiel n'est pas son affaire, l'UNEDIC refuse de s'impliquer dans une politique de prévention des licenciements, alors que la situation de l'emploi menace de se dégrader dans les prochains mois. Même si, affirme le CNPF, « la crise du Golfe est terminée ».

J.-M. N.

Le nombre des propriétaires occupants a presque doublé en 25 ans



Ils étaient un peu plus de six millions à être propriétaires de leur logement en 1963, et plus de onze millions en 1988. Les chiffres du recensement de 1990, quand ils seront connus, devraient confirmer la tendance, qui s'est accélérée à partir de 1973. En 1963, il y avait 45,2 % de propriétaires occupants, et ils étaient plus nombreux que les propriétaires occupants, malgré l'existence, à côté de ces deux catégories, de 12,5 % de ménages logés gratuitement. La proportion s'est inversée dès 1970, pour s'accroître jusqu'en 1988.



Lorsque l'on peut compter sur 950 professionnels partout dans le monde, la chasse aux mauvais payeurs devient une vraie partie de plaisir.

48 HEURES, C'EST LE TEMPS QU'IL FAUT A NOTRE FORCE D'INTERVENTION POUR SE METTRE EN CHASSE. OU QUE CE SONT NOS CHARGÉS DE MISSIONS LAISSERONT PEU DE CHANCE A VOS CRÉANCIERS. SUR LE 36 16 CODE POUÉY, VOUS POURREZ SUIVRE L'ÉVOLUTION EN TEMPS REEL DE VOS DOSSIERS. AVEC 65% DE RÉUSSITE, POUÉY INTERNATIONAL EST BIEN LE N°1 DU RECOURS EN CAS DE CRÉANCES. PARCE QUE VOUS N'ACCÉPTEZ PAS LES IMPAYÉS, APPELEZ NOUS AU 01 47 00 00 33

Groupe Pouey

Le sixième sens de vos affaires

## ÉCONOMIE

## Au Koweït, l'industrie pétrolière est dévastée

Suite de la première page

Sur le trésor pétrolier de l'émirat, véritable « éponge » avec plus de 100 milliards de barils de réserves, ils ont pratiqué la politique de la terre brûlée. Sur un millier de puits recensés dans la seule région de Burgan - qui représentent les deux-tiers du potentiel total du pays - huit cents ont explosé, assure M. Ahmed Murad, directeur chargé de la production à la KOC (Kor Oil Company). Sur ce total, cinq cents puits environ restent aujourd'hui en feu. Le reste s'est éteint de lui-même, soit par manque de pression, soit parce que l'explosion a libéré en même temps que le pétrole une nappe d'eau qui a éteint le brasier.

Une catastrophe dépassant tout ce que le monde pétrolier a connu en cent trente années d'existence. « Normalement, une explosion touche un, deux, au pire trois puits, explique M. Faïçal Al Jassem, directeur général adjoint pour les opérations de la KOC. Un tel accident ne s'est jamais produit nulle part. » Une catastrophe dont la KOC paiera très longtemps le prix. La région de Burgan produisait avant la guerre 2 millions de barils par jour; il faudra cinq à sept ans pour qu'elle retrouve sa pleine capacité, assure M. Murad.

## Pire qu'un tremblement de terre

Un à deux ans pour éteindre tous les puits en flammes et encore plusieurs années pour forer de nouveaux puits et reconstruire les infrastructures également détruites par l'armée irakienne : stations de collecte, équipements de pompage, sièges administratifs, etc. En mettant les choses au mieux, le Koweït devrait pouvoir produire, d'ici six à huit semaines, grâce aux puits restés intacts, quelque 50 000 barils de pétrole par jour,

tout juste de quoi alimenter les usines électriques et de dessalement d'eau de mer de l'émirat.

Dans une deuxième phase, la production sera portée à 150 000 barils par jour pour satisfaire les besoins du pays. Dans quels délais exactement ? Les responsables de la KOC lèvent les bras en signe d'impuissance. Quant à reprendre les exportations, il n'en est pour l'instant rien. « Nous produisons avant six mois. Quand pourrions-nous exporter ? Je n'en sais rien », assure Cheikh Ali Khalifa Al Sabah, ministre des finances et ancien ministre du pétrole.

Au bout du compte, l'émirat aura perdu, prévoit la KOC, près de 10 % de ses réserves, à condition que les réservoirs n'aient pas été définitivement endommagés, ce qui est loin d'être certain. Les explosions ont détruit les systèmes qui permettaient naguère de contrôler l'écoulement des puits, de façon à préserver les réservoirs

et à prolonger la durée de vie des champs. Aujourd'hui, dans la région d'Ahmadi, s'échappent de 4,5 à 5 millions de barils de pétrole par jour, soit plus du double de ce qui était extrait et de ce qu'il est raisonnable de produire.

Un bilan tragique pour un pays dont la seule vraie richesse est pétrolière. « Lorsque nous avions un seul puits en flammes, nous déclenchions les procédures d'urgence; cela n'est plus une urgence; c'est... c'est pire qu'un tremblement de terre, en bégane M. Murad. Au moins dans un tremblement de terre, vous pouvez faire un bilan dans les trois jours; mais ici, c'est impossible, la catastrophe ne s'arrête pas. »

Outre les difficultés inhérentes à ce genre d'exercice, l'extinction des puits en flammes a toujours été une performance longue, dangereuse et incertaine. Les obstacles s'opposent à une remise en ordre rapide sont, en effet, ici particulièrement importants. Première difficulté, et de taille : le terrain et les installations; toutes les installations sont minées ou infestées de bombes à fragmentation non explosées. Les plans fournis par l'Irak pour aider au déminage sont certes précieux, mais nettement insuffisants pour nettoyer toute la zone; et un grand nombre de puits n'ont pu être approchés, ce qui, par conséquent, rend les premières

estimations de la KOC particulièrement incertaines.

Seconde difficulté : l'absence totale d'équipements adéquats. Les irakiens, dit M. Murad, ont emporté tout ce qui était transportable, des ordinateurs aux instruments de forage, aux excavateurs, etc. Et ils ont brûlé le reste. Si la KOC a réussi à sauver une partie des informations contenues dans les disquettes des ordinateurs, elle n'est pour l'instant pas en état de les exploiter...

## Le problème de la logistique

Troisième obstacle, peut-être le plus grave : la logistique. L'extinction des puits, quelle que soit la méthode employée, nécessite énormément d'eau. Les équipes doivent, en effet, travailler en permanence sous une pluie d'eau dispensée par des pompes géantes, capables de traiter plus de 18 000 litres par minute. Or le Koweït n'a, en ce moment, ni eau ni électricité. Seule solution : utiliser l'eau de mer, voisine de seulement quelques dizaines de kilomètres. « Nous n'avons pas le choix », explique la KOC. Des travaux sont en cours pour utiliser les oléoducs pétroliers, afin d'amener l'eau de la mer vers les champs.

Dernière difficulté : les hommes. La plupart des cinq mille anciens salariés de la KOC ont disparu dans la nature; un quart environ sont restés dans le pays, que les responsables s'efforcent fébrilement de rassembler. Les sous-traitants - quinze mille personnes environ - ont également tous disparu. « Nous sommes obligés de repartir à zéro », assure M. Murad. « Nous prendrons tous les gens compétents disponibles, étrangers ou Koweïtiens, peu importe, ajoute M. Al Jassem, à condition de pouvoir les loger. » Car la logistique, là aussi, fait défaut. La ville d'Ahmadi a été dévastée et reste privée d'eau, de courant, de téléphone, de magasins...

Tous ces handicaps ont jusqu'ici empêché l'engagement des travaux, bien que le gouvernement en ait préparé le terrain depuis des mois. Des équipes basées à Houston (Etats-Unis) ont conclu des contrats avec quatre sociétés spécialisées dans l'extinction des puits : Red Adair, Boots Coots, Fire Protective, Wildcat Drilling et Safety Boss. Mais les plans établis avant la libération se sont vite révélés insuffisants pour permettre un démarrage immédiat. « Nous savions depuis les premiers jours de l'occupation irakienne, en août, qu'ils piégèrent les puits, raconte M. Al Jassem. Mais nous ne nous attendions pas qu'ils détruisent un aussi grand nombre de puits. Il nous faudra l'aide du monde entier. »

Les premiers travaux devraient commencer d'ici à la fin de la semaine si les équipements attendus arrivent à bon port. Quant à estimer le coût des réparations, c'est, pour l'instant, chose impossible. La remise en état des champs de production constituera certainement, et de loin, la plus grosse partie des quelques dizaines de milliards de dollars annoncés pour la reconstruction du pays, estime Cheikh Ali Khalifa. Le forage d'un nouveau puits dans cette région coûte en moyenne 15 à 20 millions de dollars, dit-il. « Faites le calcul pour cinq cents puits ! C'est déjà 7,5 à 10 milliards de dollars, et c'est seulement pour les forages... »

## Un crime de guerre

On comprend la détermination des Koweïtiens à faire déclarer ce sabotage « crime de guerre », d'autant que la destruction du potentiel de production ne prive pas seulement l'émirat de revenus estimés avant la guerre à 9 milliards de dollars par an, mais paralyse aussi toutes les industries en aval : raffinage et distribution - le Koweït, pour alimenter les réseaux qu'il a constitués en Europe sous l'enseigne Q8, doit acheter 180 000 barils par jour de pétrole à l'Arabie saoudite - et la chimie. Les usines chimiques laïssées intactes étaient malheureusement alimentées par le gaz associé extrait des puits de pétrole. Elles sont donc, elles aussi, paralysées pour l'instant.

On comprend aussi la volonté de l'émirat de « faire payer l'Irak », volonté jusqu'ici fermement soutenue par les alliés. Aussi longtemps, du moins, que Saddam Hussein restera au pouvoir. « Nous sommes prêts à faire payer aux Irakiens les dégâts qu'il sont commis ici, particulièrement dans le pétrole, assure un diplomate américain de premier rang. Nous trouverons un système, peut-être en contrôlant les exportations irakiennes et en prélevant une partie; peut-être autre chose, on verra; tout cela est à l'étude. » Déterminé, il ajoute : « Les sanctions économiques seront appliquées. »

VÉRONIQUE MAURUS

## SOCIAL

## M. Soisson veut renforcer la prévention des accidents de travail

Réduire de moitié le nombre des accidents et des décès sur les lieux de travail, dans les dix ans à venir : tel est l'objectif de M. Jean-Pierre Soisson, qui a présenté, le 13 mars, une communication au conseil des ministres sur le renforcement de la prévention. Le ministre du travail et de l'emploi entend ainsi mettre en œuvre « tous les moyens nécessaires » pour endiguer la recrudescence du nombre d'accidents de travail, qui ont progressé de 4,1 % en 1988 et de 6,8 % en 1989, selon les statistiques de la CNAMTS.

M. Soisson devrait déposer un projet de loi tendant, d'une part, à mettre au niveau européen la législation française en matière de santé et de sécurité sur les lieux de travail, et reprenant, d'autre part, certaines propositions du rapport de M. Max Querrien consacré à la prévention des accidents dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (le Monde du 31 janvier).

Dans le secteur du BTP, le ministre du travail a proposé aux

partenaires sociaux d'aligner partiellement le seuil de création des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) qui, dans le BTP, sont obligatoires dans les entreprises de plus de 300 salariés, sur celui du droit commun, c'est-à-dire à partir de 50 salariés par établissement. Même si ce dernier seuil était adopté, 64 % des effectifs du BTP (au lieu de 83 % aujourd'hui) ne seraient toujours pas concernés par cette réforme.

M. Soisson n'a pas souhaité inscrire dans son projet la proposition la plus contestée par le patronat, relative à l'habilitation de l'inspecteur du travail à se substituer à un salarié en danger grave pour faire immédiatement cesser son activité sur le chantier. Enfin, le projet prévoit d'inscrire dans la législation la part de la masse salariale dévolue au fonctionnement des CHSCT.

V. D.

## Les économies de la Sécurité sociale

## Les anti-asthéniques ne seront plus remboursés

Les anti-asthéniques, fortifiants utilisés dans le cadre de certains traitements, ne seront plus remboursés par la Sécurité sociale, a annoncé, mardi 12 mars, M. Claude Evin, ministre de la solidarité. Cette décision permettra à l'assurance-maladie d'économiser 700 millions de francs en année pleine. Elle concerne 141 produits pharmaceutiques dont la liste a été publiée le 13 mars au Journal officiel. Selon M. Evin, qui souhaite établir un lien étroit entre remboursement et efficacité thérapeutique, ces produits ne sont pas

« indispensables à la santé publique ».

Toutefois, la suppression de ces remboursements ainsi que les récents ajustements visant les biologistes, les cliniciens privés ou les radiologistes ne suffiront pas à dégager d'ici à la fin de l'année les quelque 8 milliards d'économies nécessaires. D'autres mesures pourraient concerner l'industrie pharmaceutique, invitée à réduire ses prix, et le mode de rémunération de certaines professions de santé.

## INDUSTRIE

## Siemens-Nixdorf sera déficitaire en 1990-1991

Le constructeur informatique allemand Siemens-Nixdorf Informations System AG (SNI) affichera vraisemblablement des pertes au cours de son premier exercice 1990/1991 commencé le 1<sup>er</sup> octobre, a estimé, mercredi 13 mars, le président de son directoire, M. Hans Dieter Wiedig.

L'état-major de Siemens, qui tablait encore sur un résultat équilibré lors de sa traditionnelle conférence de bilan au mois de janvier, a dû revoir à la baisse ses ambitions. Le redressement de Nixdorf, racheté en pleine déconfiture par Siemens pour le fusionner, en octobre dernier, avec sa propre division informatique, se révèle plus délicat que prévu. « Il n'est pas possible de dire quand SNI deviendra bénéficiaire », a affirmé M. Wiedig.

Les dirigeants de SNI n'ont pas voulu confirmer leurs prévisions de chiffre d'affaires (plus de 13 milliards de francs) pour l'exercice en cours. - (AFP.)

## BANQUES

## La Caisse des dépôts se défend d'avoir attenté aux fonds d'épargne

A la suite de la publication d'informations issues d'un rapport de la Cour des comptes sur des opérations boursières de la Caisse des dépôts et consignations (le Monde du 14 mars), M. Robert Lion, directeur général, a précisé, dans un communiqué, que les opérations en question (cession de titres Wagons-Lits et Eurotunnel) n'ont jamais lésé les épargnants qui font confiance au livret A des caisses d'épargne.

Selon le Figaro qui révélait l'affaire, la cession des actions Wagons-Lits à M. Georges Pebereau s'est effectuée avec une décote d'environ 20 %. De source proche de la Caisse, celle-ci ne serait que de 5 %. Quant aux plus-values réalisées sur les cessions de titres Eurotunnel, elles auraient bénéficié également aux fonds d'épargne. Même si c'est dans une moindre mesure.

## EN BREF

La CNAMTS se prononcera le 19 mars sur la formule d'abonnement aux soins généralistes. - Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), réuni le mercredi 13 mars, a renvoyé au 19 mars sa décision sur le projet de modification de la convention médicale, introduisant une formule d'abonnement entre un malade et son généraliste (le Monde du 9 mars). Ce projet qui, avancé par les généralistes de MG-France, comporte une dispense d'avance de frais pour le patient, a été rejeté dimanche par la Fédération des médecins de France, seul syndicat signataire de la convention médicale.

EDF-GDF : approuvé de l'accord salarial 1990. - Les directions d'EDF-GDF et les syndicats signataires (CFDT, CFTC et UNCM-CGC) sont parvenus à apurer l'accord salarial de 1990, dont l'originalité est de prendre en compte les ventes de gaz et d'électricité, ainsi que la croissance économique dans l'évolution des rémunérations. Le 12 mars, une augmentation complémentaire égale à 0,54 % de la masse salariale a été décidée. Elle s'ajoute aux revalorisations de l'année précédente (1,5 % au 1<sup>er</sup> janvier et 1 % au 1<sup>er</sup> juin, soit + 2,44 % en masse) et sera suivie d'une augmentation de points-coefficients hiérarchiques avec effet au 31 décembre 1990. La CFDT se félicite que « l'accord salarial ait pu être respecté au franc près, malgré la lettre de cadrage du premier ministre et malgré des paramètres économiques moins favorables que prévu ».

Signature d'un contrat entre l'Etat et l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). - M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, et les responsables de l'AFPA ont ratifié, mercredi 13 mars, un contrat d'objectifs destiné à donner un nouvel élan à la formation pour adultes jusqu'en 1993. Les partenaires de l'association (administration, syndicats et patronat) avaient, après bien des remous, approuvé ce texte, censé constituer la première phase de la réforme de l'AFPA, par 27 voix pour, 4 votes contre et 4 abstentions (le Monde du 13 mars).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ELECTRICITE DE FRANCE

## OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE D'OBLIGATIONS



LES MODALITES DE CETTE OFFRE ONT ETE PUBLIEES A LA COTE OFFICIELLE DE LA SBF (AVIS N° 91-722 DU 8 MARS 1991)

LES CARACTERISTIQUES DE LA NOUVELLE LIGNE ONT ETE PUBLIEES AU BALLO DU 11 MARS 1991

UNE FICHE D'INFORMATION (VISA COB N° 91-075) DU 7 MARS 1991 PEUT ETRE OBTENUE SANS FRAIS AUPRES D'EDF ET DES ETABLISSEMENTS PRESENTATEURS DE L'OFFRE

EDF DIRECTION DES SERVICES FINANCIERS ET JURIDIQUES 2, RUE LOUIS-MURAT, 75008 PARIS.

INFORMATIONS: CDC

TEL. (33) 40 49 6394

DE 19 EMPRUNTS ELECTRICITE DE FRANCE CONTRE DES OBLIGATIONS A Emettre ELECTRICITE DE FRANCE AVRIL 2001

VALIDITE DE L'OFFRE DU 11 MARS AU 27 MARS 1991

PRESENTEE CONJOINTEMENT PAR: CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ET CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE SOCIETE GENERALE

## ETABLISSEMENTS ASSOCIES:

BANQUE INDOSUEZ  
BANQUE NATIONALE DE PARIS  
BANQUE PARIBAS  
CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE  
CREDIT LYONNAIS  
JP MORGAN ET CIE SA.

POUR LE COMPTE D'ELECTRICITE DE FRANCE ET DE LA SAPAR

INVESTISSEZ DANS UN COURANT PORTEUR.

Cinq ans après la signature de l'Acte unique, préluce au « grand marché » de 1993, la construction de l'Europe sociale en France des oppositions croissantes, divisant les partis politiques de droite comme de gauche, comme nous l'avons indiqué dans un premier article (le Monde du 14 mars). Dans un second article, nous montrons que l'enjeu principal du débat est la limitation progressive de la souveraineté nationale dans quelques domaines essentiels de la vie économique.

La préparation pour 1993 d'un marché unique sans frontières à l'intérieur duquel seraient libérés les hommes, les marchandises, les services et les capitaux, la France - ou l'ex-États-Unis - à modifier pas mal d'habitudes et à revenir sur quelques grands principes.

M. Mitterrand avait-il une claire conscience des abandons auxquels la France devrait consentir, en temps qu'elle modifierait ses règles nationales, quand il avait réuni, à la fin de 1985, la dynamique européenne qui allait aboutir à la signature, en février 1986, de l'Acte unique, sorte de traité de Rome, était difficile pour lui de faire d'imaginer les conséquences de décisions qui allaient déconstruire la première manifestation concrète de la liberté de circulation des capitaux.

Le contrôle des changes, qui existait, en France, depuis un demi-siècle, faisait de plus en plus figure d'arme d'un autre âge, difficile à faire respecter quand à l'étranger, c'est-à-dire dans les périodes de tourmente ou d'insécurité, à l'étranger, en temps normal, dans une situation à part au sein du groupe des nations industrialisées, l'Europe, qui pouvait à son tour primer complètement le marché, allait mettre un point final à une évolution entamée depuis des années.

Ce qui n'avait pu être vu, ce qui était la nécessité, car les capitaux allaient circuler librement, empêcher leur fuite vers des climats plus cléments, la ou le fiscalité était plus douce, l'organisation bancaire ou les services financiers plus compétitifs ou plus attractifs. C'est bien pour cette raison que, des avant la libération totale des mouvements de capitaux prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1990, le gouvernement français avait fait voter par le Parlement, en 1989, dans le budget de 1990, des dispositions allégeant de la fiscalité de l'épargne : réduction de 2 % à 34 % à 17 % - et, maintenant, 18,1 % avec la CSG - de l'imposition des placements mobiliers à revenus fixes (obligations, titres de créances négociables du genre certificats de dépôt et billets de trésorerie); réduction de 47 % à 33,1 % des produits des autres placements à

## AVIS

## PREVOYANCE

SICAV OBLIG

pour la constitution

## MISE EN PAIEMENT DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration, présidé par M. Monod, propose à l'Assemblée actionnaires, qui se tiendra de fixer le dividende pour l'exercice clos le 29 décembre 1990.

NET

• obligations françaises non indexées	4,29%
• actions françaises	0,97%
• créances négociables	0,40%
<b>TOTAL</b>	<b>4,76%</b>

Sous réserve du vote de la commission de répartition, le dividende sera distribué en paiement le 15 (possibilité de réinvestissement) jusqu'au 15 juillet 1991.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



# ÉCONOMIE

## L'Europe en procès

### II. — Souveraineté limitée : les contraintes de l'intégration économique

Cinq ans après la signature de l'Acte unique, préluce au grand marché de 1993, la construction de l'Europe suscite en France des oppositions croissantes, divisant les partis politiques de droite comme de gauche, comme nous l'avons indiqué dans un premier article (le Monde du 14 mars). Dans un second article, nous montrons que l'enjeu principal du débat est la limitation progressive de la souveraineté nationale dans quelques domaines essentiels de la vie économique.

La préparation pour 1993 d'un marché unique sans frontières à l'intérieur duquel circuleront librement les hommes, les marchandises, les services et les capitaux va forcer la France — ou l'a déjà forcée — à modifier pas mal d'habitudes et à revenir sur quelques grands principes.

M. Mitterrand avait-il une claire conscience des abandons auxquels la France devrait consentir, en même temps qu'elle modifierait ses règles nationales, quand il avait relancé, à la fin de 1985, la dynamique européenne qui allait aboutir à la signature, en février 1986, de l'Acte unique, sorte de traité de Rome numéro deux ? C'est peu probable. Il était difficile pour un chef d'Etat d'imaginer les conséquences en chaîne qui allaient découler de décisions apparemment aussi simples que la fin du contrôle des changes, première manifestation concrète de la liberté de circulation des capitaux.

Le contrôle des changes, qui existait, en France, depuis un demi-siècle, faisait de plus en plus figure d'arme d'un autre âge : difficile à faire respecter quand il était utile, c'est-à-dire dans les périodes de tourmente ou d'inquiétude, il pesait la France, en temps normal, dans une situation à part au sein du groupe des nations industrialisées. L'Europe, qui possédait Paris, s'apprêtait à mettre un point final à une évolution entamée depuis des années.

Ce qui n'avait pas été vu, ou mal été vu, c'est que les capitaux allaient circuler librement, empêchant leur fuite vers des lieux plus cléments, là où la fiscalité serait plus douce, l'organisation bancaire ou les services financiers plus compétitifs ou plus attractifs. C'est bien pour cette raison que, dès avant la libération totale des mouvements de capitaux prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1990, le gouvernement français avait fait voter par le Parlement fin 1989, dans le budget de 1990, d'importants allègements de la fiscalité de l'épargne : réduction de 27 % et 34 % à 17 % — et, maintenant, 18,1 % avec la CSG — de l'imposition des placements mobiliers à revenus fixes (obligations, titres de créances négociables du genre certificats de dépôt et billets de trésorerie) ; réduction de 47 % à 38,1 % des produits des autres placements à

revenus fixes (bons de caisse). Enfin, un peu à la sauve, parce qu'on décourrait, jour après jour, les risques multiples d'exode des capitaux, les SICAV d'actions et d'obligations ont été autorisées à capitaliser dividendes et intérêts, faisant bénéficier leurs porteurs de la réduction de la plus-value, soit 17 % (18,1 % avec la CSG). Encore les revenus des SICAV pouvaient-ils être complètement exonérés si les cessions dont ils étaient nés n'avaient pas dépassé 298 000 francs dans l'année 1989 (307 600 francs pour 1990).

On justifiait, ces dernières années, les avantages fiscaux accordés à l'épargne mobilière par la nécessité d'assurer une certaine égalité de traitement avec les revenus du travail. Outre que ce genre de démonstration est épuisée, si l'on peut dire, par les mesures prises depuis un an (1), il est évident qu'un gouvernement de gauche n'aurait jamais favorisé pareillement l'épargne mobilière s'il n'y avait été contraint par la nécessité, c'est-à-dire par la libération des mouvements de capitaux. La preuve en est le dévoiement qu'ont produit au sein du Parti socialiste ce que beaucoup d'hommes de gauche considéraient comme des cadeaux faits aux plus favorisés — ceux qui peuvent épargner — au moment même où les salariés du secteur privé comme du secteur public se voient en permanence rappeler la nécessité de la rigueur.

#### Le malaise des socialistes

C'est bien l'immense malaise que les mesures prises en faveur de l'épargne ont provoqué à gauche qui a déclenché la guerre larvée qu'on sait entre le gouvernement et le PS. M. Mitterrand ayant jusqu'ici été, curieusement, inébranlable, l'impression d'avoir été trompé sur les conséquences de l'Acte unique et de l'engagement européen de la France pousse, maintenant, les élus socialistes à s'en donner à cœur joie chaque fois que l'occasion se présente, ébranlant l'autorité de l'exécutif et la cohésion de la gauche au pouvoir. Car la fronde qui se manifeste, de temps en temps, contre MM. Rocard et Bérégovoy s'étend, parfois, à tout le gouvernement : on l'a vu lors de la publication du rapport du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) sur les inégalités en France, on l'a vu plus récemment lors du vote du budget de 1991, qui contenait une baisse importante de l'impôt sur les sociétés pour encourager les entreprises à investir malgré l'inquiétude née de la crise du Golfe. A chaque fois, le gouvernement a dû faire des concessions au Parti socialiste et accepter de prendre pêle-mêle des mesures dites de justice sociale, consistant le plus souvent à durcir l'imposition des biens immobiliers. Tout un système fiscal national se trouve, ainsi, progressivement, modifié — et de façon assez incohérente — par la construction européenne.

Plus lourd de conséquences encore : la philosophie ancienne et très française qui voulait que les revenus du capital soient imposés comme les revenus du travail — et

plutôt davantage — est, progressivement, abandonnée. Sans véritable débat de fond.

Une autre spécificité nationale est en train de disparaître au nom de l'Europe : celle du rôle joué par la TVA dans le financement des dépenses de l'Etat. Il n'est pas certain du tout que le poids prépondérant de la TVA dans l'ensemble des recettes fiscales (presque 45 %) soit pour la France un avantage. A l'étranger, cet impôt occupe une place beaucoup plus modeste que l'impôt sur le revenu. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le système fiscal français est ainsi fait qu'il repose depuis longtemps, et très largement, sur des taux élevés et nombreux de TVA, l'impôt sur le revenu ne représentant, lui, qu'à peine 20 % des recettes fiscales de l'Etat.

Faire basculer cet équilibre en quelques années, pour aligner le système français sur les normes européennes, en fait très proches des habitudes allemandes, ne sera pas sans conséquences. L'impôt sur le revenu, vivement « ressenti » par les contribuables, devra être profondément modifié avant de pouvoir être allégé. Si, pour être rendu indolore, il doit être prélevé à la source, à l'instar des cotisations de sécurité sociale, il devra aussi être largement simplifié ; d'où la nécessité d'abandonner un certain nombre de dispositions le « personnalisant ».

Inversement, les taux de TVA devront être ramené à deux et harmonisés. La France applique, par exemple, à l'énergie le taux dit normal, alors que la Commission envisage d'y appliquer le taux réduit. De plus, le taux normal, qui est de 18,6 % en France, devra être fortement réduit pour tendre vers le taux allemand, qui n'est que de 14 %. La Commission demande, maintenant, qu'un taux minimum soit fixé qui pourrait être de 15 %. Un taux sur lequel chaque pays devra plus ou moins s'aligner, concurrence oblige.

Pour la France, qui disposait, il y a quelques années encore, d'un arsenal très fourni de taxes (quatre) dont le plus élevé atteignait 33,3 %, le repli est important : les abandons de recettes aussi, qu'on chiffre à une soixantaine de milliards de francs. C'est contre ce « chambardement », qui touche aussi les règles d'assiette de l'impôt, que M. Rocard s'était élevé, fin 1988, s'inquiétant de la « paupérisation » des services publics qui allait en résulter. Le premier ministre avait refusé, alors, la voie européenne, déclarant sans ambages que dans quelques années « plus personne n'aura envie de faire ce qui est envisagé aujourd'hui », ajoutant que, à l'avenir, « la seule base fiscale de la souveraineté nationale sera la TVA ».

Ce refus s'était traduit, peu après, par le rejet des propositions de la Commission, les décisions en matière fiscale devant être prises à l'unanimité. En l'état actuel des choses, ce n'est qu'en 1996 que sera fixé le mode de prélèvement de la TVA (sur les lieux d'achat et non plus sur les lieux de consommation) et, probablement, le taux minimum d'imposition que les pays pourront pratiquer. Trois années de gagnées,

donc. Il n'empêche : la France est dès maintenant contrainte de réduire ses taux de TVA, non seulement pour éviter les détournements de trafic et les fraudes qui naissent quand existent des disparités trop grandes d'imposition, mais aussi pour permettre à ses entreprises de lutter à armes égales quand le marché européen n'aura plus de frontières fiscales.

#### Les règles de la concurrence

C'est la même contrainte, non institutionnelle, mais s'exerçant par le marché et la concurrence, qui a forcé la France à réduire l'imposition des revenus de l'épargne et à le faire d'autant plus « généreusement » que les autres pays européens relâchent un peu plus la source généralisée, même faible. Nous voilà donc entraînés dans une spirale dont on ne sait où elle s'arrêtera, puisqu'on se rappelle que le gouvernement allemand, sous la pression des milieux d'affaires, avait dû annuler, en avril 1989, le prélèvement — pourtant minime — de 10 % qu'il venait d'instaurer sur les revenus des obligations.

On pourrait ajouter d'autres exemples d'abandons détournés de la souveraineté nationale, mais il est des cas d'intervention plus directe : ceux où l'Europe a déjà fait prévaloir des règles qui s'imposent au droit national. Il en est ainsi du règlement sur les concentrations entre entreprises, en vigueur depuis le 21 septembre dernier, applicable dans le droit interne de chacun des Etats membres sans passage devant les Parlements nationaux. Le texte sur les concentrations s'imposera, désormais, pour toutes les opérations d'une certaine importance — une cinquantaine par an, estime-t-on, si l'on retient les critères fixés par le règlement du 21 décembre 1989, le contrôle se faisant, désormais, a priori, ce qui le rendra plus efficace. Pour arriver à ce résultat, la Commission a utilisé l'article 235 de l'Acte unique, qui permet d'élargir le champ communautaire. C'est ainsi qu'un domaine essentiel de la stratégie des entreprises est tombé dans l'escarcelle de la Commission, qui jugera si les concentrations de dimension européenne entravent, ou non, la concurrence sur le plan national et international.

Autant dire que ce pouvoir nouveau donné à la Commission va faire perdre une grande partie de leur intérêt aux organismes nationaux de contrôle des ententes et positions dominantes que sont, en Allemagne, le Bundeskartellamt, en Grande-Bretagne, le Take-Over Board, ou, en France, la Commission de la concurrence. Les débats

très durs qui ont eu lieu sur le sujet au sein du conseil des ministres de la CEE montrent bien que l'enjeu était d'importance. Sous couvert de sauvegarder la concurrence, c'est un pan essentiel de la politique industrielle qui risque maintenant d'échapper aux Etats, incapables de faire prévaloir leurs vues quand des sociétés plus puissantes ou mieux informées voudront se fonder pour devenir plus puissantes ou mettre en commun leur technologie. C'est ainsi que la France, qui avait voulu faire admettre la nécessité de sa politique des « champions » (quelques entreprises de taille mondiale tissant autour d'elles un réseau de PME), s'est trouvée isolée et a échoué dans cette tentative.

La concurrence « pure » risque, ainsi, d'être le principal critère qui guidera la Commission dans ses acceptations ou ses refus des concentrations d'entreprises. Une vision un peu courte de l'intérêt public. Vision en tous les cas rétrécie par rapport aux ambitions affichées par la plupart des gouvernements qui se sont succédé depuis trente ans.

On aurait tort, pourtant, de croire que l'épanouissement des réglementations européennes a pour contrepartie systématique l'amoindrissement des pouvoirs nationaux. Dans beaucoup de domaines, les nouvelles règles qui s'imposent, ou s'imposent, ont été acceptées par les Etats, soit que l'évolution du monde les ait rendues de toute façon inévitables (la suppression du contrôle des changes en est un bon exemple), soit que les pays ou les professions y aient trouvé un intérêt majeur. Il en va ainsi des « normes » pour lesquelles la règle est devenue le « principe de la reconnaissance mutuelle » (2). Il en va ainsi de la libre circulation des services, notamment des services financiers, bancaires, d'assurances.

Les frontières bancaires étaient restées étanches jusqu'en 1989, permettant aux Etats de contrôler très strictement tous les établissements exerçant sur leurs territoires. La fin du contrôle des changes a profondément modifié la situation, les services bancaires pouvant se faire librement à travers les frontières. C'est la raison pour laquelle les Etats se sont entendus pour réaliser assez vite un marché intérieur bancaire fondé sur des principes communs : harmonisation des règles prudentielles ; reconnaissance mutuelle par les Etats de la façon dont les règles sont appliquées ; contrôle des activités bancaires par les autorités du pays de la maison mère.

Ainsi, au début de 1993, les banques pourront-elles établir librement des succursales dans les pays de la Communauté (3). Les règles

actuelles ne joueront plus : capital minimum, contrôle par l'autorité bancaire du pays d'accueil. C'est le capital de la maison mère qui sera pris en compte et les contrôles seront effectués par les autorités du pays de la maison mère : commission bancaire pour un établissement français installé en Allemagne ; Bundesaufsichtsam für das Kreditwesen pour un établissement allemand installé en France. Il y a là réciprocité ou partage, beaucoup plus qu'abandon.

S'il se limite à une simple référence à l'écu et à la réalisation d'une Union économique et monétaire, l'Acte unique pose, à propos de la monnaie et du crédit, le problème de savoir si chaque Etat, en s'engageant sans cesse davantage dans l'aventure européenne, abandonne des formes essentielles de sa souveraineté, ou s'il les partage pour une raison supérieure.

Si l'intégration politique est bien le but ultime visé par chaque Etat membre, alors, les abandons nécessaires à l'intégration économique, point de passage obligé, pourront paraître « raisonnables ». Raisonnable, même quand ils choquent profondément les consciences nationales : monnaie unique pour les Anglais ; pour les Allemands, pouvoir monétaire partagé à travers une banque centrale commune ; impôts pour les Français, qui commencent à voir leur fiscalité échapper au Parlement national et se reconstruire à partir de décisions prises entre conseil des ministres et Commission.

Si, au contraire, l'intégration politique n'était pas au bout du chemin, avec une politique étrangère et une politique de sécurité communes, ceux qui s'opposent à l'abandon des monnaies nationales, à la création d'une banque centrale commune, à l'harmonisation des politiques fiscales et budgétaires... ceux-là auraient eu, en fin de compte, raison.

ALAIN VERNHOLLES  
FIN

(1) Les calculs tendent à montrer que les dernières mesures fiscales sur l'épargne mobilière alignent le régime de celle-ci sur celui des rentes par répartition, qui sont fiscalement exonérées lors de leur constitution mais taxées lors du versement de la rente.

(2) Tel produit reconnu dans un pays le sera comme tel dans les autres pays de la Communauté, selon la règle tirée de l'arrêt du 20 février 1979 sur le cas de Dijon. Pour éviter une harmonisation par le bas, une réglementation minimum définit le produit.

(3) A la différence d'une filiale, une succursale a la même personnalité juridique que la maison mère. Dans le cas d'installation de filiales à l'étranger, c'est le droit du pays d'installation qui s'applique. Le contrôle continue donc à être appliqué par les autorités du pays d'accueil.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PREVOYANCE ECUREUIL

SICAV OBLIGATIONS FRANÇAISES  
pour la constitution d'un capital à long terme

#### MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration, réuni sous la présidence de Monsieur Maurice Bénusilho, proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 9 avril 1991, de fixer le dividende par action de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à :

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	4,29 F	0,09 F	0,23 F
• actions françaises	0,07 F	0,03 F	0,03 F
• créances négociables	0,40 F	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4,76 F</b>	<b>0,12 F</b>	<b>0,26 F</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 13 avril et mis en paiement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

#### POLITIQUE DE GESTION EN 1990

Dans un contexte rendu difficile par l'évolution des marchés, les gestionnaires ont progressivement réduit la part des valeurs les plus exposées. Prevoyance Ecuréuil étant destinée à des placements d'une durée supérieure à deux ans, il a été décidé de conserver la faible part d'actif investie en actions de manière à profiter d'une éventuelle reprise boursière.

#### PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.02.91 :

- depuis la création (28.12.87) : + 26,22 %
- depuis le 28.02.90 : + 7,24 %

Valeur de l'action au 28.02.91 : 110,27 F

Caisse d'Epargne Ecuréuil  
L'Ami Financier

SICAV gérée par Ecuréuil Gestion - Filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Dans le prolongement de son actionnariat historique et dans la logique de sa politique manageriale,

### GENERALE DE RESTAURATION

coleader sur le marché de la restauration collective, a été reprise par son encadrement, accompagné des groupes ACCOR et COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

#### L.B.O. FRANCE

a organisé l'opération

Le financement de ce LMBO a été conçu et assuré par



### SOCIÉTÉ DE BANQUE OCCIDENTALE

Groupe Crédit Lyonnais

## ÉCONOMIE

## Maghreb : une démographie moins explosive

Suite de la première page.

En 1986, pour la première fois, le nombre de naissances a baissé au Maroc (764 000 contre 845 000 l'année précédente), au moment même où les générations nombreuses nées à la fin des années 60 arrivaient à l'âge d'avoir des enfants. Cette baisse devrait entraîner bientôt un ralentissement de la croissance démographique — qui a été encore de 2,8 % par an en Algérie au cours des années 80, contre 1,8 % en Tunisie — et une révision des projections de population (103,6 millions d'habitants en 2025 contre 58 millions aujourd'hui). Déjà en 1988, la division de la population des Nations unies a été amenée à réduire d'un tiers par rapport à ses projections précédentes l'évaluation de la population du Maroc en 2025, faisant disparaître des statistiques près de 20 millions d'habitants (1).

Le déclin enregistré résulte pour partie des politiques de limitation des naissances engagées par les trois pays l'un après l'autre. La Tunisie, la première — a établi dès 1966 un programme de planification familiale, suivi par le Maroc quelques années plus tard. L'Algérie, longtemps hostile, au nom de convictions tiers-mondistes (2), ne l'a fait que tardivement, en 1983. Mais activement : dès 1987, 43,9 % de femmes mariées contre 49,8 % en Tunisie et seulement 35,9 % au Maroc recouraient à la contraception.

Cette action volontariste a cependant été précisée par l'évolution de la société. Depuis une vingtaine d'années, le recul de l'âge du mariage (quatre ans entre 1970 et 1982) a réduit automatiquement la durée de vie féconde des femmes, et avec elle le nombre d'enfants. Il a aussi secoué l'équilibre traditionnel de la famille arabe, fondé sur la différence d'âge entre époux, qui assure une autorité absolue au mari. Cette évolution a facilité le développement de la contraception, selon un même calendrier dans les trois pays : d'abord chez les femmes de plus de trente-cinq

ans, qui ne veulent plus d'autres enfants, puis chez les plus jeunes, qui souhaitent espacer les naissances.

Au point de départ, la progression de la scolarisation des filles, qui n'a sans doute pas fini de faire sentir ses effets. « L'école, même brièvement fréquentée, représente une rupture avec la coutume », écrit Philippe Fargues. Émoussant la hiérarchie des sexes, elle introduit un peu d'égalité dans les couples de demain... Les prémices de la transition, ajoute-t-il, coïncident avec l'arrivée aux âges de pleine procréation des générations nées autour de 1940, les premières où l'on a enregistré quelques progrès dans l'alphabétisation des filles. Au milieu des années 80, la baisse de la fécondité s'accroît avec des générations de femmes dont moins de la moitié avaient fréquenté l'école.

La proportion d'analphabètes chez les jeunes femmes, qui avait diminué de 28 % en Algérie et de 38 % en Tunisie entre la génération née en 1940 et celle née en 1955, a encore baissé de près de moitié avec la génération née en 1975. Aujourd'hui, près de 70 % des femmes arrivant à l'âge de la maternité en Algérie et en Tunisie ont été scolarisées et ont échappé à l'analphabétisme.

Comment expliquer alors que le mouvement n'ait pas été semblable dans les pays arabes du Proche-Orient et du golfe Persique, où la scolarisation des filles est plus élevée qu'en Afrique du Nord (au milieu des années 80, plus de 80 % suivent des études secondaires au Koweït, 60 % dans les Émirats arabes unis et en Libye, 40 % en Irak, contre 30 % à 35 % seulement au Maghreb) ? Philippe Fargues y voit l'effet de la « rente pétrolière ». Alors que classiquement la scolarisation, élevant le « coût » des enfants pour la famille, incite à en réduire le nombre, la rente pétrolière a permis de continuer à en avoir autant. Cela expliquerait le retard constaté en Algérie ; mais la croissance démographique y a rattrapé la rente pétrolière et rendu indispen-



sable une limitation des naissances. Déjà auparavant, dans des sociétés pauvres, un grand nombre d'enfants pouvait être vécu comme une catastrophe et provoquer une révolte contre l'ordre de la religion : on songe à la nouvelle de l'écrivain égyptien André Chéradet, *La Longue Patience*, où des villageois ressentent un saint pèlerin qui a banni les femmes en souhaitant qu'Allah leur accorde sept autres enfants (3)...

**Ebranlée, mais non détruite**

La montée politique de l'islamisme, notamment en Algérie et en Tunisie, renforcée par l'agitation issue de la guerre du Golfe, peut-elle arrêter l'évolution vers une famille restreinte — voire provoquer un retour en arrière ? Plusieurs raisons peuvent le faire craindre. La pression des islamistes pourrait contraindre les gouvernements du Maghreb à mettre le planning familial en sommeil et à arrêter le mouvement de scolarisation des filles, même si en Algérie le Front islamique du salut (FIS), par exemple, s'est contenté jusqu'à présent de mettre en cause la

mixité des écoles — et si les filles lui fournissent une partie de ses recrues dans la jeunesse étudiante. L'exemple de l'Égypte, qui avait mis en route une planification familiale presque en même temps que la Tunisie, et où, pourtant, le nombre d'enfants par femme stagne aujourd'hui autour de 5,5, montre que la baisse de la fécondité peut se ralentir fortement, voire s'interrompre, en l'absence de volonté politique.

En effet, l'organisation familiale traditionnelle, sérieusement ébranlée, n'est pas complètement détruite. Même instruites, les femmes restent le plus souvent confinées dans la famille et la maison (« travail et famille : la véritable concurrence », notent les auteurs de *Atlas du monde arabe*). Leur taux d'activité ne dépasse 20 % qu'en Tunisie et au Maroc — et encore dans ce dernier pays, le taux est-il plus faible dans les villes : en fait, sauf en Tunisie, les femmes travaillent rarement à l'extérieur. De même, c'est seulement en Tunisie que la loi accorde aux femmes des droits égaux à ceux des hommes dans la famille : la *mudawana* marocaine comme le code de la famille algérien de 1984 comportent des dispositions restrictives à leur égard.

Cependant on peut se demander si la remontée « islamiste » sera elle-même durable. La fréquentation des mosquées a beaucoup augmenté en Afrique du Nord, mais certains indices traduisent plutôt une évolution en sens inverse — une baisse des pratiques religieuses, au moins en Algérie et au Maroc — au cours des années antérieures. Ainsi, dans ces deux pays, note Philippe Fargues, la coutume du pèlerinage à La Mecque, après une progression dans les années 70 — comme en Tunisie, en Égypte, au Soudan, en Jordanie et en Irak — a commencé à décliner au cours de la première moitié des années 80 (4).

Moyen de manifester une opposition politique, de protester contre les difficultés sociales et économiques (les jeunes chômeurs sont, avec les étudiants, les meilleures troupes des islamistes algériens), la montée de l'islamisme ne traduit-elle pas aussi une « réaction » contre une transformation sociale radicale des sociétés maghrébines ?

A moyen terme, le ciel ne s'écroule pas encore pour les États du Maghreb, qui ont de plus en plus de mal à fournir des emplois aux nouvelles générations. Mais les évolutions de la famille et de la fécondité constatées au cours des années 80, notamment en Algérie, devraient encore réduire sensiblement les projections de population à l'horizon 2025. La « pression » démographique — qui n'est elle-même qu'un des facteurs de l'immigration, à côté du développement économique, de la demande, implicite ou explicite, des pays d'accueil, entre autres — devrait s'alléger progressivement. Le flot déferlant des Barbares n'est peut-être pas pour après-demain.

GUY HERZLICH.

(1) « La baisse de la fécondité arabe », *Population*, n° 6, 1988 ; « Algérie, Tunisie, Maroc, vers la famille restreinte », *Population et sociétés*, n° 248, juillet-août 1988 ; « La démographie du mariage arabo-musulman, tradition et changement », *Maghreb-Machrek*, n° 116, avril-mai-juin 1987 ; « Tradition matrimoniale dans les sociétés arabes », *Population et sociétés*, n° 198, janvier 1986 et avec Rafic Boustan, *Atlas du monde arabe*, Bordas, novembre 1990.

(2) L'idée d'une planification familiale était interprétée comme un moyen, pour les pays occidentaux, de contraindre la montée du tiers monde.

(3) Dans le recueil *l'Étroite Pass*, Julliard 1965.

(4) Les proportions de pèlerins sont de toute façon beaucoup plus élevées au Proche-Orient qu'au Maghreb au sens large. Après 1987, les chiffres n'ont plus de signification, l'Arabie saoudite ayant fléchi des contingents.

## COMMUNICATION

Autorisée par la directive européenne  
« Télévision sans frontières »

## La multiplication des coupures publicitaires profiterait d'abord à TF 1

Si la directive européenne « Télévision sans frontières » était strictement appliquée, la multiplication des coupures publicitaires à la télévision profiterait essentiellement à TF 1, estime une étude de BIPE Conseil.

Depuis la loi du 17 janvier 1989, les chaînes privées françaises ne sont autorisées à effectuer qu'une seule coupure publicitaire dans les œuvres audiovisuelles et cinématographiques. Elles demandent l'assouplissement de ce régime en arguant de l'étroitesse du marché publicitaire. La directive européenne « Télévision sans frontières », qui entre en application le 3 octobre prochain, est sensiblement plus libérale, et c'est pourquoi le ministère de la culture et de la communication a demandé à la société BIPE Conseil d'en étudier les conséquences économiques éventuelles.

Les coupures autorisées par la directive seraient en effet plus nombreuses pour les documentaires, séries, feuilletons et les dessins animés (de deux à cinq au lieu d'une) ainsi que pour les films et téléfilms d'une durée supérieure à 90 minutes (deux au lieu d'une).

En théorie, l'application mécanique de la directive pourrait conduire, estime BIPE Conseil, à augmenter de 20 % la durée de diffusion publicitaire, avec plus de 6 600 nouveaux écrans, essentiellement entre 17 h 30 et 20 heures (44 %) et entre 22 et 23 heures (35 %). Chaque téléspectateur pourrait ainsi regarder la publicité 11 minutes par jour contre un peu plus de 8 minutes actuellement. Vendus au prix officiel, ces nou-

veaux espaces procureraient 1,7 milliard de francs de recettes nettes aux chaînes.

Un calcul qui reste théorique : compte tenu des espaces invendus, BIPE estime que les nouveaux écrans ne procureraient aux chaînes privées que 680 millions de francs, dont 165 millions seulement seraient des ressources vraiment nouvelles. 250 millions de francs correspondraient à un simple glissement d'une chaîne privée à l'autre ou des anciens écrans vers les nouveaux ; enfin, le reste viendrait d'un transfert dont les chaînes publiques (240 millions) et Canal Plus (25 millions) seraient les victimes, faute probablement de ne pouvoir bénéficier de cette mesure.

Le service public risque donc de voir 10 % de ses recettes s'envoler, alors que TF 1 serait le grand gagnant de l'opération. La Une récolterait, selon BIPE, 77 % des flux ainsi dégagés. Quant à la Cinq et à M 6, elles capteraient respectivement 113 et 44 millions de francs.

Ce scénario a-t-il une chance de se réaliser ? Il faudrait d'abord changer la loi. Mais rien n'oblige à le faire, puisqu'un pays peut adopter des règles plus restrictives que la directive. De plus, la Une s'est engagée unilatéralement, lors de sa privatisation, à respecter la coupure unique, et rien n'indique que le CSA accepterait de revenir sur cette disposition. En revanche, réserver la « carotte » de ces recettes supplémentaires à la Cinq et à M 6 serait un argument de plus pour les inciter à se rapprocher sans trop amputer les recettes du service public.

M. C. I.

Les pools de presse et le Pentagone

## Un juge de New-York accepte d'étudier la plainte de l'AFP

L'Agence France Presse (AFP) et une dizaine d'organes de presse américains regroupés sous la houlette du magazine *The Nation* ont porté plainte, à l'occasion de la guerre du Golfe, contre le Pentagone (*Le Monde* du 4 février). L'AFP réclamait le droit d'accès au pool presse et photo de département américain de la défense, et surtout le droit de bénéficier des photos de ce pool comme certains organes de presse anglo-saxons — les agences Associated Press, United Press International, Reuter, Blackstar et les magazines *Time*, *Newsweek* et *News*. Ces derniers, selon l'agence française, « fonctionnent comme un club privé, voire une mafia ». Les journaux américains menés par *The Nation* exigeaient la disparition

pure et simple de ce pool. L'avocat du Pentagone a estimé que cette double action en justice était devenue sans objet depuis la fin du conflit et le démantèlement du pool. Les plaignants ont cependant demandé à un juge de New-York, M. Leonard Sand, de rejeter l'argument du département de la défense. « Il s'agit d'une question de principe, ce pool pouvant ressurgir à l'occasion d'autres conflits », note-t-on à la direction de l'AFP. M. Sand a accepté cette demande et devrait se prononcer prochainement. S'il avalisait la plainte de l'AFP et des journaux anglo-saxons, ceux-ci pourraient exiger des dommages et intérêts du Pentagone.

Y.-M. L.

## EN BREF

■ M. André Santini (UDF) dénonce « le hold-up sur les aides à la presse ». — M. André Santini, député UDF des Hauts-de-Seine et ancien ministre de la communication, a dénoncé le 13 mars « le véritable hold-up opéré par le gouvernement sur les aides à la presse, pour financer son plan d'économies budgétaires » (*Le Monde* du 13 mars). Il s'insurge « contre le coup de poignard porté à la presse écrite et à l'Agence France Presse en particulier, qui ont fait preuve dans la couverture des événements du Golfe d'une objectivité et d'une fiabilité saluées par tous », et affirme que « une fois de plus, le gouvernement a renié ses engagements ».

■ M. De Benedetti propose une partition de Mondadori. — M. Carlo De Benedetti, en concurrence avec M. Silvio Berlusconi pour le contrôle du groupe Mondadori (*Le Monde* du 14 mars), déclare dans un entretien publié le 14 mars par le quotidien romain *la Repubblica*, que « si l'on veut un accord, la seule solution est la partition » de la première maison d'édition italienne. Le patron d'Olivetti indique que le déficit de Mondadori s'établit à 300 milliards de lire (2,50 milliards de francs) et qu'elle « a rapidement besoin d'une augmentation de capital », dont devrait discuter la prochaine assemblée générale des actionnaires.

## Le Monde

## LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Le Monde**  
REPRODUCTION INTERDITE

**L'IMMOBILIER**

**appartements ventes**

**1<sup>er</sup> arrdt**  
PRÉS SEINE, 2 PIÈCES  
100 m², revendu 650 000 F.  
3 200 000 F. 45-55-96-98

**4<sup>e</sup> arrdt**  
MARAI  
Duplex 140 m², r.c. + s. et  
3 200 000 F. 45-55-96-98

**5<sup>e</sup> arrdt**  
BD ST-MARCEL  
2/3 P, état nf, Pierre de L.  
Apt. 1 580 000 F.  
45-55-96-98

**6<sup>e</sup> arrdt**  
BOULEV. RASPAIL  
6 P., 2 bns + service  
5 200 000 F. RIVE GAUCHE  
122, h. Raspail, 45-55-96-98

**SAINT-SULPICE**  
Pavillon de bel env., asc.,  
2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ét., 4 p., 140 m², 180 000 F.  
2 200 000 F. 45-55-96-98

**appartements achats**  
Recht. Urgent 2 à 4 P. PARIS  
prix 50, 60, 70, 120, 150, 180, 200 000 F.  
PAIE CPT chez notaire, 45-55-96-98

**locations non meublées demandées**

**Paris**  
Stagaire Le Monde cherche à louer d'urgence studio ou 2 P. à Paris. Mts 2 500 F/m. Caution fournie. T. 15 11 50-51-45-25 ou 15 11 45-07-20-40

**MASTER GROUP**  
recherche appa. vide ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vaneau, Paris-7<sup>e</sup> TEL : 42-22-24-88

**INFORMATION CÉLÉBRAIRE**  
Recherche à Paris grand appt. Tous conf. 30 m² min. Loyer raisonnable. T. (01) 45-54-25-52 dem. M. LANDAU, ou après 20 h. 42-48-56-00

**L'AGENDA**

**Cours**  
Étudiant à Sup. de Co. Rennes, SAXOPHONISME DIPLOMÉ D'ÉTAT, donne leçons à Lyon le week-end et à Rennes le samedi. Pour tout renseignement, demander Frédéric au : (01) 59-31-77-23

**Boutiques**  
ÉTOILE, 44 m² boutique à louer, 620 000 F. FA MMO 30-82-01-28

**Vacances**  
**Tourisme**  
**Loisirs**  
GRAU-DU-ROI (30)  
Parti loué STUDIO INDÉPENDANT, pour couple 1 enf., plein-pied, avec petit jardin, et conf. Coin cabine, 100 m² en plan, commerces très proches. Coin très agréable. Juillet 6 000 F. Tél. au (01) 78-55-55-38

**DRISCOLL HOUSE HOTEL**  
200 chambres individuelles 120 km de Paris, 172 New Kent Road, London SE1 4YT, G.B. 15-44-71-703-4176

**TIGNES (VAL-CLARET)**  
Parti loué studio à 4 personnes, du 7 au 14 avril, à louer 3 semaines. Cf. conf. Tél. : 34-51-48-41

**Locations**  
**VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS**  
Constitution de sociétés et services. 43-55-17-50

**locaux commerciaux**

**Locations**  
140 m² + 70 m² ÉTOILE. Rénové, 220 m², 220 m². FA MMO, 30-82-01-28

**fonds de commerce**

**Ventes**  
**CLINIQUE CHIRURGICALE MURS ET FONDS**  
Boutique parisienne, 70 lits. Taux modérateur 1000 franc. Ecrite sous le n° 82-69 LE MONDE PUBLI 2175, 8, rue de Montreuil, Paris-7<sup>e</sup>.  
Vente centre Valence murs et fonds hôtel 60 ch. 2 ét. Bât. Rest. Appart. Cse estr. Esc. Hémel, 3, rue Faventins Valence 26000



## Le Monde

# AFFAIRES

## Il y a même des RES qui marchent

Quelques échecs médiatisés (Pier Import, Eminence...) font croire que les rachats d'entreprises par leurs salariés sont condamnés. Une idée fausse. Mais il y a des clés pour la réussite

Les salariés de Pier Import (bazaars exotiques) avaient racheté en 1988 leur entreprise. Aujourd'hui, ils jettent l'éponge et ont revendu leur commerce aux meubles Darnal. Ceux d'Eminence (sous-vêtements masculins) étaient devenus leur patron en 1989. En février dernier, ils abandonnent et ont cédé leur affaire au groupe helvético-germanique Schiesser. Alors que certains salariés reconnaissent l'échec de leur RES, d'autres se lancent encore dans l'aventure. Ceux du numéro un français du pull-over marin, les Tricot Saint-James, viennent de faire le grand saut.

L'expérience des années récentes le montre, un RES n'est pas une promenade de santé. Les techniques sont multiples, mais certaines conditions sont nécessaires à la réussite. Les échecs récents ne semblent pas décourager les repreneurs qui de l'intérieur mais aussi de l'extérieur d'une firme s'associent avec des banquiers pour trouver les fonds leur permettant de prendre le contrôle de l'affaire. Evolution aidant, des financiers se mettent à développer une nouvelle technique en vogue aux Etats-Unis, la recapitalisation, lorsqu'une société a des difficultés pendant la durée de sa reprise.

Les Américains parlent de LBO, les Britanniques lui préfèrent le MBO. Quant aux Français, ils ont choisi la synthèse (LMBO) pour désigner le rachat d'une entreprise par l'ensemble de ses salariés ou seulement par ses cadres. Si, aux Etats-Unis, la forte des acquisitions s'est considérablement ralentie l'an dernier après les excès des années précédentes, la tendance en Grande-Bretagne est à un recentrage vers les petits MBO. En France, apparemment, le marché semble connaître une croissance assez stable, puisque selon PF Publications, avec l'aide et une opération réussies en 1990, le nombre de LMBO est identique à celui de 1989. « La tendance lourde que nous décelons dans nos affaires est une diminution des RES au profit des reprises s'appuyant sur la notion d'intégration fiscale », note-t-on chez Initiative et Finance, société spécialisée dans les LMBO. « Ainsi en 1990, seulement un tiers des opé-

tions effectuées ont été des RES, stricto sensu. »

D'entrée de jeu, lorsqu'on se penche sur les reprises effectuées en France, il faut distinguer deux techniques : celle s'inspirant de la loi Delors de 1984, créant le RES et complétée en 1987, et celle tenant compte de la loi de finances de 1988 sur le régime de groupe de droit commun. Chacune de ces deux systèmes offre des avantages fiscaux plus ou moins intéressants mais parfois contraignants.

Pour le RES, si en 1984 une loi a permis de débloquer le système de transmission des sociétés en s'inspirant des pratiques anglo-saxonnes, cette technique est jugée très rigide. Côté avantages, la possibilité, notamment pour le personnel repreneur, de déduire fiscalement les intérêts des emprunts contractés pour acquérir leurs actions dans la limite de 150 000 francs. Côté contraintes, l'obligation pour les acquéreurs d'être majoritaires en droit de vote dans le holding qui reprend la société et, pour cette dernière, d'avoir le contrôle de la firme rachetée.

### Subtilités fiscales

« Cette loi est empreinte d'une assez grande naïveté », entend-on souvent chez les spécialistes. « Elle a voulu donner une dimension sociale à une opération financière qui n'en comporte pas. C'était peut-être une question d'époque... », disent-ils avec un brin d'ironie. Aussi, les cabinets de conseils pour de telles opérations préfèrent-ils effectuer des LMBO en dehors de ce cadre en utilisant les dispositions de la loi de finances de 1988 sur le régime de groupe de droit commun. Comme à l'étranger, la loi permet à un holding d'intégrer fiscalement les résultats de ses filiales dès lors qu'il les contrôle à plus de 95 %. En clair, lors d'acquisitions, les repreneurs regroupés dans un holding d'endettement et remboursent leurs emprunts grâce aux dividendes versés par la société rachetée.

Dans le cadre d'un RES classique, ces dividendes distribués à l'actionnaire principal, c'est-à-dire le holding, sont considérés comme des bénéfices distribués et sont donc

taxés à 42 %. Avec l'intégration fiscale, les dividendes versés au holding sont assimilés à des résultats réinvestis et donc imposés à 34 %. Les effets de cette différence de taux sont importants, surtout lorsque les montants concernés se chiffrent en millions de francs.

Cependant, un RES peut bénéficier de l'intégration fiscale. Encore faut-il pour cela qu'il détiene plus de 95 % des actions de la société qu'il contrôle. Ce n'est pas toujours évident lorsqu'il s'agit d'une société cotée. Mis à part ces subtilités fiscales et l'importance du capital investi par les salariés, pour tous les professionnels, un rachat ne peut réussir que sur des entreprises bien gérées, dont l'évolution de l'activité est prévisible. Pas question d'effectuer ce type d'opérations dans une firme déficitaire. Et pour une simple raison, la société reprise devra verser d'importants dividendes à sa maison

mère pour rembourser les emprunts. Or cette masse d'argent destinée aux prêts ne doit pas non plus peser sur les besoins en investissements et en fonds de roulement.

### Une culture d'entreprise doit préexister

« Outre les affaires en difficulté, ces normes éliminent aussi toutes les entreprises ayant d'importants besoins d'investissement ou celles étant sur des créneaux technologiques en mutation », reconnaît Gérard Lessauvage, directeur général d'Initiative et Finance, dont la firme, depuis sa création en 1984, a monté soixante-quinze opérations. « Le LMBO réussit sur des affaires parvenues à maturité et ayant une part significative de leur marché. » Et de citer comme exemple-type le rachat de la société Bolivia, concepteur de la fameuse cheville Bol. « Si la crise

du Golfe avait continué, ce n'est pas pour autant que les Français auraient arrêté de bricoler, et surtout de faire des trous dans les murs et d'y mettre des chevilles... »

« Pour qu'une opération réussisse, il faut qu'il y ait déjà une culture d'entreprise qui fasse que l'actionnariat des salariés existe », affirme pour sa part Philippe Francès, président du directoire de Darty, qui, avec l'ensemble du personnel du groupe de distribution (4 500 personnes) et le soutien des fondateurs, la famille Darty, a réalisé en 1988 le plus important RES français. La financière Darty s'est endettée sur dix ans pour 5 milliards de francs. « Il faut être très clair avec les salariés. Etre actionnaire, ce n'est pas avoir souscrit un ticket pour préserver son emploi, mais c'est peut-être se sentir plus motivé. » Malgré le montant important des remboursements, et contrairement aux craintes d'actionnaires

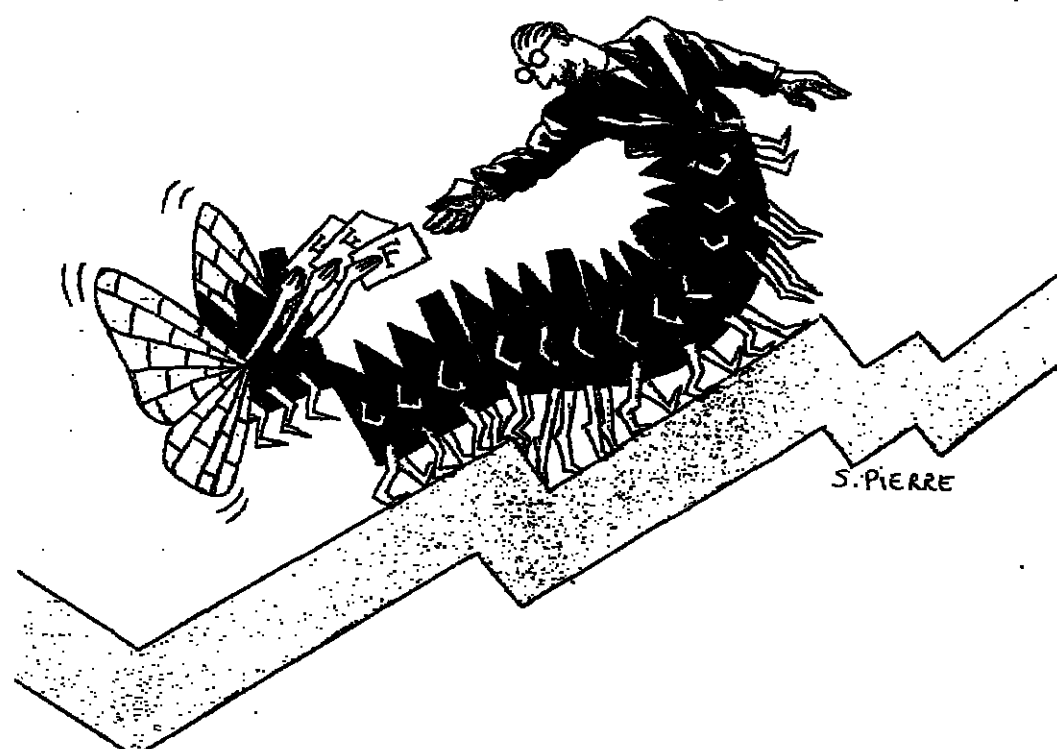
minoritaires, la chaîne d'électroménager poursuit son développement. Depuis qu'elle a été reprise par ses salariés, la chaîne a ouvert trente magasins, ce qui portait à cent vingt à la fin du mois le nombre des enseignes. « Dans le scénario de notre plan de reprise, nous avons même intégré deux années difficiles », indique Philippe Francès, appliquant ainsi les théories de la LBO France, la firme qui l'a aidé pour le montage de l'opération.

« Vous arrivez à la réconciliation de la compétence et du capital, note avec satisfaction Gilles Cahen-Salvador, président de LBO France, les gens qui savent gérer redeviennent par ce biais maîtres de leur destin. Pour les grands groupes, c'est de plus en plus intelligent de vendre certaines filiales au management en place. »

A côté de ces opérations de buy-out, reprises par des gens de l'intérieur, se développe maintenant le buy-in, le rachat par des dirigeants venant de l'extérieur. Souvent, ces opérations sont menées par des cadres de grandes entreprises qui, la cinquantaine arrivant, veulent goûter aux joies de l'indépendance. Originaux, voici encore quelques années, les cas se multiplient. Pierre Vargioni a ainsi, en moins de cinq ans, réalisé non seulement un buy-in en prenant la direction d'Elsydél mais aussi un buy-out, en lançant dernièrement un RES sur cette PME, leader mondial de systèmes de péage pour véhicules sur autoroutes, ouvrages routiers et parkings.

« Il y a cinq ans maintenant, le démon de midi m'a saisi et j'ai eu envie de réaliser mes souhaits de jeunesse en devenant entrepreneur », raconte cet ancien cadre « sup » de chez Rhône-Poulenc. Il persuade alors Spie-Batignolles de lui céder sa branche « électronique et systèmes », qui perdait 15 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 100 millions. Deux ans plus tard, après avoir redressé l'entreprise qui a pris entre-temps le nom d'Elsydél, les dirigeants, tout en restant en place, décident d'ouvrir largement leur capital au britannique Plessey, à hauteur de 74 %.

DOMINIQUE GALLOIS  
Lire la suite page 28



## Robin Edme, évaluateur d'entreprises

« Les RES sont un peu passés de mode. Car ils supposent des entreprises en cascade avec plusieurs structures de financement, alors qu'en ce moment la tendance est plutôt à raccourcir l'effet de levier », Robin Edme, qui émet ce jugement, est, à trente-quatre ans, le tout jeune président du directoire du bureau de Paris du groupe American Appraisal, qui se targue d'être le « leader mondial du conseil en évaluation et management de valeur ».

Après un passage dans l'administration, à la direction générale de l'alimentation, cet ancien d'HEC et de l'ENA a fait ses classes de consultant chez Arthur D. Little International et chez KPMG-Pest Marwick. Des Etats-Unis, il connaît ce qu'il a appris lors de son stage à l'ambassade de France à Washington. « De toute façon, je ne serais pas allé aux Etats-Unis pour obtenir un diplôme américain, dit-il. Car nous n'avons pas à rougir du niveau de ceux qui sont déçus en France. »

Il n'empêche que ses différentes activités l'obligent à observer attentivement ce qui se passe outre-Atlantique, notamment dans le domaine des fusions et acquisitions d'entreprises. « Depuis un an, le marché de l'évaluation d'entreprises et des LBO, tellement à la mode dans les années 80, s'y est totalement effondré », constate-t-il. Cette situation est la conséquence des difficultés de financement, liées à l'endettement faramineux que les entreprises ont contracté dans la période précédente.

Robin Edme estime qu'en France, la situation n'est pas comparable. « Sauf dans des secteurs particulièrement touchés comme l'automobile, l'hôtellerie ou le tourisme, on n'a pas constaté de ralentissement global des fusions et acquisitions. Les entreprises françaises avaient moins cédé à la mode de l'endettement et elles avaient conservé l'habitude de travailler avec leurs fonds propres. En revanche, les prix ont un peu baissé. Alors qu'en 1988 certaines affaires se payaient entre dix-huit et dix-neuf fois les bénéfices, en ce moment, les multiples sont autour de quinze. En outre, on constate que les opérateurs sont prêts à mettre le prix qu'il faut quand une acquisition fait partie d'une stratégie industrielle. De ce point de vue, les opérations liées à la politique de recentrage des grands groupes ne sont sûrement pas achevées. »

Cette analyse conforte Robin Edme dans l'objectif qu'il s'est fixé d'« avoir une place significative d'ici à deux ans ». Pour l'instant il travaille avec une équipe de huit personnes pour intervenir dans trois secteurs : l'évaluation immobilière, celle des actifs industriels et le management de valeur. Pour y réussir, il bénéficie de la logistique de son groupe : deux cents spécialistes en Europe et une belle carte de visite. American Appraisal compte en effet parmi ses clients Philip Morris, Kohlberg Kravis Roberts, Colgate Palmolive, Schlumberger, Elf Aquitaine et bien d'autres.

F. Ch.

## LBO : soyez « in » sans être « out »

Les acquéreurs peuvent reprendre des firmes sans disposer de capitaux importants. Les repreneurs utilisent les capacités d'endettement de l'entreprise pour son propre rachat et ensuite ses capacités bénéficiaires pour rembourser les emprunts. L'effet de levier joue tant au départ qu'au moment de la cession des parts. Les gains en cas de réussite sont nettement supérieurs aux mises de fonds.

— LBO (leverage buy out) : acquisition d'une société par effet de levier, c'est-à-dire par endettement. Technique vieille comme le monde et que nombre d'industriels pratiquent depuis longtemps sans le savoir. Dans les années 70, les financiers américains ont commencé à l'utiliser avant d'en user à outrance dans les années 1980, dépeçant les firmes rachetées pour rembourser le plus rapidement possible leurs emprunts (souvent des junk bonds) contractés à des taux très élevés. Cette spirale infernale — augmentation des dettes et de la taille des entreprises convoitées — conduisit à des catastrophes en série dès 1989 aux Etats-Unis. En France, le LBO s'effectue de manière moins agressive et plus polie. Des financiers prennent le contrôle d'un groupe, ils maintiennent l'équipe dirigeante ou si nécessaire « lui injectent du management ».

— MBO (management buy out) : alors qu'aux Etats-Unis se développaient les LBO, les Britanniques transplanteront la technique chez eux sous l'appellation MBO. Les repreneurs comptent sur le management pour redresser l'entreprise. Le risque financier est plutôt faible alors que le risque économique est important.

— LMBO (leverage management buy out) : achat d'une

entreprise par ses cadres ou par ses dirigeants salariés par effet de levier avec l'appui de partenaires intervenant en capital et en prêts à long terme. Si le LBO est réalisé sur l'initiative des financiers, le locomoteur dans un LMBO est le management. L'opération est financée par une dette qui sera remboursée par des distributions de dividendes de l'entreprise rachetée. Toutefois, bien que maîtres d'œuvre, les repreneurs sont fréquemment minoritaires aux côtés de financiers. Cette pratique s'est fortement développée aux Etats-Unis au début des années 1970. Tout comme les LBO, elle a connu des excès qui ont nu à son image. En France, le LMBO se développe depuis le milieu des années 1980. L'une de ses formes en est la RES (rachat d'entreprise par ses salariés).

— Buy-in, ou LMBO ou MBI : à l'inverse du buy-out, le terme in précise que le management vient de l'extérieur de la société. Une équipe de managers extérieurs à la cible arrive. On parle alors de MBI par opposition au MBO et de LMBO à opposer au LMBO.

— RES (rachat d'entreprise par ses salariés) : forme particulière de LMBO en France. Technique d'acquisition d'une entreprise par ses cadres définie et favorisée à l'occasion de la loi du 9 juillet 1984, complétée le 17 juin 1987. L'association de cadres crée un holding (société mère) avec la participation d'autres investisseurs, holding qui prend le contrôle de l'entreprise (société fille). Cette loi offre des avantages aux repreneurs salariés, tels le versement par l'Etat au holding d'un crédit d'impôt

égal à 42 % des frais financiers, la possibilité pour les acquéreurs de déduire fiscalement les intérêts des emprunts contractés pour acheter leurs actions, dans la limite de 150 000 francs par an, et la possibilité d'un droit de vote double dès la création du holding. Condition pour un RES : les membres du personnel doivent détenir au moins 50 % des droits de vote du holding et celui-ci doit être majoritaire dans la société reprise.

— Intégration fiscale : possibilité offerte depuis la loi de finances de 1988 à tout holding financier d'intégrer fiscalement les résultats des filiales qu'il contrôle à plus de 95 %. Toute société peut sur simple option, et sans agrément de l'administration, être redevable de l'impôt dû par l'ensemble du groupe. L'option est valable pour cinq ans. Cette mesure permet aux LMBO et LBO en France d'avoir des avantages fiscaux attrayants... et au RES de bénéficier parfois de l'intégration fiscale.

— Société mère ou holding : une société mère est créée par les acquéreurs pour reprendre la firme convoitée. Par simplicité, elle garde le nom de la fille, qu'elle fait précéder du terme financière. La mère est endettée. Elle rembourse ses emprunts grâce aux revenus de la fille.

— Société fille, encore appelée société cible : firme acquise par un groupe de repreneurs. Lorsque sur une période s'étalant entre cinq et zéro ans les LMBO et RES s'achèvent, les emprunts étant remboursés, la mère n'a plus de raison d'exister. Elle fusionne avec la fille.

— Junk bonds (obligations pourries) : obligations à hauts risques et à forts taux d'intérêt qui permettent de lever rapidement d'importantes sommes d'argent pour acheter des entreprises. Les faillites successives de firmes ayant eu recours à ce type de produits et la condamnation de son inventeur Michael Milken ont conduit à l'arrêt quasi total des émissions de junk bonds aux Etats-Unis l'an dernier. Lancées durant les années 1980, ces émissions d'obligations pourries avaient culminé en 1986 avec un montant record de 39,3 milliards de dollars. Elles sont tombées à 1,5 milliard de dollars en 1990.

— Dette senior : dette bancaire classique dans un montage de reprise, avec un échéancier de remboursement très précis et une garantie. Généralement, cette garantie est composée des titres que détient le holding (société mère) chez sa fille.

— Emprunt mezzanine : à la différence des emprunts classiques, les mezzanines sont non gagées et ont donc un taux d'intérêt plus élevé que les autres emprunts composant le montage de la reprise. Ils sont la plupart du temps assortis de bons de souscription d'actions du holding (société mère).

— Recapitalisation : techniques consistant à réaménager la dette d'un groupe qui traverse des difficultés ayant épuisé les fonds collectés lors de sa reprise. Le marché de la recapitalisation des LBO, en pleine expansion aux Etats-Unis, commence à se développer en France.

D. G.





AFFAIRES

# Une sombre année pour les banques britanniques

La récession économique, la concurrence et le gonflement des frais généraux ont fortement pesé outre-Manche sur les résultats des quatre grands établissements de crédit

LONDRES

correspondance

**D**ANS la City, la moindre trace d'émotion prend une incommensurable valeur. Quand, en ce début mars, le président de la Midland Bank, Sir Kit Mac Mahon, a reçu l'invitation du gouverneur de la Banque d'Angleterre, l'honorable Leigh Pemberton, à venir prendre le thé, il a immédiatement su que ses jours à la tête du troisième établissement de dépôt du royaume étaient comptés. Dans la secrète chaleur affective de cette cérémonie sacrée, « The Governor » lui a signifié son remplacement par Sir Peter Walker, ancien président de BP, accompagné de mille politesses exquises (le Monde du 7 mars).

Si le nouveau patron de la Midland ne parle pas en recourant

aux diphtongues palatées chères à Sir Kit, il possède au moins un trait du caractère indispensable pour redresser une banque contrainte de baisser de moitié son dividende, du jamais vu pour une « clearing » depuis la guerre. Supprimer des milliers d'emplois, maîtriser les coûts, inventer de nouveaux produits, préparer le grand marché de 1992 : aux yeux de Sir Peter comme de ses concurrents, c'est, pour la banque anglaise, une question de vie ou de mort.

« Franchement déçus » : c'est ainsi que les analystes du « Square Mile », qui aiment dire les choses sans employer les mots, jugent les résultats des banques britanniques de début 1990, rendus publics ces derniers jours. Avant provisions et avant impôt, Barclays voit ses bénéfices baisser de 33 %, National Westminster de 64 %,

Midland de 98 % et Lloyds de 33 %. Les quatre principales banques commerciales vont supprimer plus de vingt mille emplois au cours des prochaines années, qui s'ajouteront aux milliers de suppressions d'emplois intervenues l'an dernier. Le processus de redressement passe par des économies draconiennes. Midland sous-joue son siège, Lloyds se sépare de filiales, Barclays commercialise son service d'informatic. Le secteur bancaire britannique traverse l'une des crises les plus graves depuis la guerre. Les experts classent même la Grande-Bretagne en tête des pays européens où le péril pour les banques est le plus grand, seulement battue à l'échelon mondial par les États-Unis. Si l'on en croit Chris Wheeler, analyste du secteur auprès du courtier Lehman Brothers International, « la situation ne risque pas de s'améliorer dans les mois à venir et les années 1991-1992 promettent d'être très difficiles ».

Cette mauvaise passe traduit d'abord l'effet de la récession britannique. Signe des retombées de la réduction du produit intérieur brut : l'augmentation des provisions pour créances domestiques, douteuses - 270 % de hausse par exemple pour la Lloyds Bank. Or, l'an dernier, les faillites d'entreprises et l'insolvabilité des entrepreneurs concernaient surtout la

distribution, l'immobilier, le bâtiment. Aujourd'hui, le ressac économique est général. Le recul de la production industrielle s'accompagne d'un effondrement des petites et moyennes entreprises de service, fortement endettées lors du boom thatchérien de 1986-1989. Les retombées des faillites retentissantes (Polly Peck, British and Commonwealth, Colson...) en des difficultés des investisseurs de la finance, les Larry Goodman, Rupert Murdoch ou Bernard Ashley, n'ont pas épargné les « Big Four ».

Au-delà des fortes provisions pour risques domestiques, la concurrence acharnée que se livrent les établissements de dépôt à fini par se répercuter sur leurs bénéfices. La rémunération des comptes courants, la bataille de chiffonniers avec les caisses de prêts hypothécaires pour les dépôts d'épargne ont réduit la rentabilité du secteur. L'offensive commerciale de nouveaux intervenants (Abbey National, TSB...), le ralentissement de la demande de crédits des particuliers, conséquence de la cherté du loyer de l'argent, ont provoqué une contraction des volumes distribués. La diminution des marges alimentée par la concurrence sur les taux s'est accompagnée d'une progression des frais généraux. L'augmentation des coûts, salariaux et d'équipe-

ments, notamment informatiques (lancement de nouveaux produits, amélioration du service à la clientèle, délaissant outre-Manche), a accentué la morosité.

## Optimisme pour demain

Les banques anglaises sont également victimes des déboires de leurs acquisitions aux États-Unis. Ainsi, le krach de l'immobilier en Nouvelle-Angleterre et la banque route de M. Trump ont fortement affecté Natwest Bank Corp., filiale américaine de la National Westminster, qui a perdu 350 millions de dollars en 1990. « Ces rachats au prix le plus fort de banques américaines étaient basés sur le principe erroné de se protéger de l'effet des cycles conjoncturels. Or, on observe de nos jours que Londres est totalement en phase avec Wall Street », note Chris Wheeler. Les banques, qui ont investi dans

d'ouéres opérations de courtage dans la foulée du « big bang » (déréglementation) de 1986, ont payé un lourd tribut à la baisse du nombre de fusions et acquisitions, et le manque d'activité des marchés financiers en proie à la « guerre des taux » fait rage.

Si les conditions actuelles paraissent fort sombres, à moyen terme, les banques de dépôt sont optimistes sur leur capacité à bénéficier d'une reprise économique, qui se profile pour 1992. Si nul ne songe à nier la crise, l'état des lieux demeure satisfaisant sur bien des plans. La bonne performance de certaines activités annexes - comme la banque privée destinée aux « happy few » et l'assurance - met un peu de baume dans le cœur de ces grandes banques de dépôt parmi les plus sophistiquées et les plus diversifiées du monde.

MARC ROCHE

## Les « Big Four »

	Résultat * 1989 (avant impôt)	Résultat * 1990 (avant impôt)	Provisions 1990
Barclays.....	+ 682	+ 760	1 233
Natwest.....	+ 404	+ 504	1 153
Midland.....	- 261	+ 11	703
Lloyds.....	- 715	+ 591	778

\* En millions de livres, 1 livre = environ 10 F.

## L'indécence santé des petites banques d'affaires

« Small is beautiful. » Alors que les grands établissements de crédit britanniques souffrent, les petites banques privées londonniennes, réservées aux « happy few », continuent d'afficher une santé éclatante. Banquier de la maison royale depuis près de trois siècles, la vénérable maison Coutts passe pour être la Mecque de la banque sur mesure haut de gamme. Les courtages prélevés sur chaque transaction sont plus onéreux qu'ailleurs, les commissions de change plus élevées, les charges sur découvert font grincer les dents... Qu'importe ! Le Gotha, les stars du show-business et les grosses fortunes du Proche-Orient sont prêtes à payer au prix fort le privilège d'avoir un « tuteur », un banquier en habit, col blanc, chaussures noires et rasé de près. Pour le 1<sup>er</sup> semestre de 1990, Coutts a enregistré une hausse de 40 % de son bénéfice brut. Avec l'afflux de déposants du Golfe depuis le 2 août, l'année 1991 promet d'être exceptionnelle.

Gestion bancaire, vente d'un domaine, acquisition d'une résidence à l'étranger, placement dans les syndicats d'assurance du Lloyd's, réservation

d'hôtels... les services offerts par Coutts ne se limitent pas à des questions d'argent mais se facturent souvent à l'heure, comme dans les grands cabinets d'avocats.

« Nos clients sont très astucieux financièrement mais n'ont pas le temps de s'occuper de leurs affaires », explique-t-on chez Child and Co, le grand rival de Coutts, qui compte parmi ses clients l'université d'Oxford. « Pourquoi réussissons-nous là où les autres échouent ? La tradition, la continuité, l'autonomie et l'absence de discrétion qui sied au gentleman », ajoute sir Peter Baring, président de Baring PLC, une banque d'affaires fondée en 1760.

Coutts appartient à la National Westminster. Child and Co est une filiale de la Royal Bank of Scotland. Lloyds Bank possède Lloyds International et Midland a lancé la Midland Samuel-Montagu. Barclays préfère jouer la carte internationale en rachetant Merck Finck (RFA). Les petites banques ne sont finalement pas si indépendantes. Les « grandes » ont tristé, on le voit, ce marché porteur de la banque sélecte.

M. R.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappet, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amelric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUBE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

## MAAF-Assurances sur FR 3

Le 16 mars à 11 h 45, FR 3 consacrera à la MAAF une émission intitulée « AU CŒUR DE L'ASSURANCE » au cours de laquelle Jean-Claude SEYS, son directeur général, présentera la nouvelle campagne TV.

## Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82, Poste 4138

# First class coverage. Business perspective. Economy fare

Only The Economist brings you the world in depth. Our unique perspective and analysis give you valuable business intelligence you simply won't find elsewhere. To get your weekly briefing at up to 50% off the newspaper price, subscribe now to The Economist using the coupon below.

The Economist

Abonnez-vous tout de suite et gagnez jusqu'à 50 % du prix kiosque

Je désire un abonnement d'un an à The Economist

Non \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Prix : FF 599 □ £St 60 □ US\$ 117 □

Paiement : □ Cheque comptant (payable à The Economist Newspaper Ltd.)

□ Carte de crédit □ American Express □ Visa □ Diners Club □ Eurocard

Signature \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

(Ne renvoyer les coupons de crédit avec les chèques)

□ Facturer-moi □ Facturer ma société

Veuillez envoyer ce bulletin avec paiement à : The Economist Newspaper Ltd., PO Box 14, Harlow, Essex, England, UK. Tel. : (020) 400 1111. Telex : (44) 400 1111.

One year subscription price £100 (US\$ 117). The Economist is published weekly except on public holidays. It is published in French, German, Italian, Japanese, Korean, Spanish, Swedish, and Turkish.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

Couverture de première classe. Classe affaires en perspective. Tarif économique

Seul The Economist vous apporte le monde en profondeur. Notre perspective unique et notre analyse vous donnent des informations de valeur sur le business que vous ne trouverez pas ailleurs. Afin d'obtenir votre briefing hebdomadaire jusqu'à 50 % du prix kiosque, abonnez-vous tout de suite à The Economist en remplissant le bon à découper ci-dessous. The Economist chaque vendredi

## MARCHÉS FINANCIERS

La libéralisation de l'économie polonaise

## La France apporte son concours à la création d'une Bourse à Varsovie

Une délégation polonaise sera reçue à Paris, vendredi 15 mars, dans l'enceinte du palais Brongniart, à l'invitation de la Société des Bourses françaises (SBF). MM. Janusz Lewandowski, ministre de la transformation de la propriété, Lesław Paga, responsable de la réglementation boursière pour la Pologne, et Wiesław Rożucki, pressenti pour devenir directeur de la future Bourse de Varsovie, souhaitent susciter l'intérêt de l'Occident pour le marché financier qui doit ouvrir ses portes dans la capitale polonaise à la fin du mois de mars ou au milieu du mois d'avril.

LYON

de notre bureau régional

La SBF a confié à son antenne de Lyon la tâche de former une centaine de professionnels à l'information des futures sociétés de Bourse polonaises. L'ancien « modèle » lyonnais a été choisi pour son degré d'intégration informatique, dans lequel une seule saisie permet le déroulement de l'ensemble des opérations dans de bonnes conditions de sécurité. Son aptitude à traiter les valeurs moyennes a également prévalu. L'antenne lyonnaise de la SBF avait déjà été chargée de missions de conseil à l'île Maurice et en Côte d'Ivoire.

La Bourse de Varsovie, située dans l'ancien siège du Parti communiste polonais, doit accueillir la cotation de cinq valeurs qui seraient justiciables du second marché français par l'importance de leur capitalisation boursière. Il s'agit surtout de fabricants de matériaux de construction et de

biens d'équipement, dont les actions ont été récemment repêchées entre les salariés, des banques d'Etat et le public (12 000 souscripteurs sur 38 millions d'habitants). L'ouverture du marché devrait permettre à chacun de se libérer de son investissement à sa convenance. M. Pierre-Yves Aubert, du secrétariat de la Bourse de Lyon, souligne que le volume des transactions est encore très incertain.

## « Professeurs de capitalisme »

Jusqu'à la fin de l'année, les titres seront négociés au comptant, avec une cotation par semaine, sur un système manuel provisoire. Les principes de fonctionnement seront identiques à ceux d'un marché informatisé, afin de faciliter la transition en temps utile, car le système doit accueillir une centaine de valeurs dans les prochains mois. L'achat de titres sera ouvert aux investisseurs étrangers. Le contrat avec la SBF a été financé par la Fondation Franco-Pologne, bénéficiaire de fonds du ministère de la coopération.

Pour l'heure, le marché polonais ne comprendra pas d'obligations et de valeurs cotées à terme. Il autorisera pas encore d'augmentations de capital. Cependant, cette possibilité est clairement envisagée, pour permettre à la diaspora polonaise de souscrire au développement de son pays d'origine. Les « professeurs de capitalisme » qui ont formé les futurs opérateurs polonais semblent redouter les défauts de fonctionnement du système de télécommunications et l'apparition de marchés privés, dont les déboires nuiraient à la crédibilité du marché officiel, dans un pays encore faiblement « bancarisé ».

GÉRARD BUÉTAS

Suppression de la limitation de 5 % des droits de vote par actionnaire

## Pirelli marque un point dans son offensive sur Continental

Cinquième fabricant mondial de pneumatiques, le groupe italien Pirelli vient de marquer un point peut-être décisif dans le combat qu'il a engagé en vue de prendre le contrôle du manufacturier allemand Continental Gummi (Conti).

Initialement convoqués en assemblée extraordinaire pour décider du bien-fondé d'une fusion entre les deux groupes, mais n'ayant eu en fait qu'à se prononcer sur la réforme des statuts après que Pirelli ait décidé de ne pas pousser au vote sur ce point crucial avant l'assemblée annuelle de juillet, les actionnaires du groupe allemand ont finalement adopté, par 65,9 % des suffrages exprimés mercredi 13 mars et à l'issue d'une réunion d'une dizaine d'heures, une réforme des statuts qui devrait aider Pirelli dans ses projets.

Les statuts de Continental avaient été ainsi conçus, dans un pays où toute réglementation sur les OPA est inconnue, de manière

qu'aucun actionnaire majoritaire ne pouvait vraiment se faire entendre : le nombre maximum des droits de vote était limité à 5 %. Le directeur de Continental était naturellement opposé à la suppression de cette limitation, qui constituait une barrière difficilement franchissable par un *raider*, en l'occurrence par Pirelli, qui prétendait détenir 51 % des actions Continentales, et fort d'une telle participation, militait avec ardeur pour un rapprochement.

La réforme des statuts adoptée mercredi supprime cette limitation de 5 % des droits de vote par actionnaire. Maintenant, la porte est entrouverte, il reste moins de quatre mois - jusqu'à la prochaine assemblée générale, ordinaire, de juillet - à la firme italienne pour administrer la preuve qu'elle dispose du poids nécessaire pour faire pencher la balance en sa faveur.

A. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SEMA GROUP EN 1990 : CROISSANCE ET ACQUISITIONS STRATÉGIQUES

SEMA GROUP a réalisé pour l'exercice 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 375 millions de livres en progression de 28 % par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 1989.

Cette croissance, qui est due en partie à des acquisitions, reflète également une croissance organique de 12 % des activités informatiques qui constituent le cœur des activités du Groupe.

Le bénéfice d'exploitation du Groupe auquel s'ajoute la quote-part des bénéfices des Sociétés apparentées est en légère augmentation par rapport à 1989. Toutefois, compte tenu des intérêts liés aux acquisitions et de charges exceptionnelles, le bénéfice avant impôts a atteint 15,3 millions de livres contre 17,5 millions de livres en 1989.

Le résultat par action après impôts et intérêts minoritaires s'élève à 10,5 pence (11,6 pence en 1989).

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer la mise en paiement d'un dividende de 2,5 pence (2,4 pence en 1989).

Le Groupe a poursuivi ses efforts dans le domaine de la Recherche et du Développement en y investissant 13 millions de livres sur ses fonds propres en 1990.

Ceci associé à l'intégration réussie des acquisitions stratégiques réalisées en Allemagne (ADVORGA, Ennid) et en France (TIBET), renforce le potentiel du Groupe sur le marché européen du conseil et des services informatiques.

SEMA GROUP

NEW-YORK, 13 mars ↑

## Avance sensible

Les cours des valeurs se sont envolés dans la dernière heure de transactions mercredi à Wall Street, après avoir connu une progression irrégulière. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes clôturant à 2 955,20, en hausse de 32,68 points, soit un gain de 1,12 %. Quelques 175 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 953 baisses et 24,461 titres étant inchangés.

Selon les analystes, les investisseurs sont toujours incertains sur la conjoncture économique et l'évolution des taux d'intérêt, mais les déclarations du président de la Réserve Fédérale (Fed), M. Alan Greenspan, ont soulevé une vague d'optimisme. Celui-ci a confirmé que le Fed avait assoupli sa politique monétaire vendredi en faisant baisser d'un quart de point le taux des fonds fédéraux (taux interbancaires au jour le jour), après l'aggravation du chômage en février. M. Greenspan a ajouté qu'il déclinait déjà de légers signes de ralentissement de la croissance et que le Fed était prêt à agir davantage si besoin était pour stimuler une reprise économique.

VALEURS	Cours de 12 mars	Cours de 13 mars
Alcoa	67 1/4	68 3/8
Amstar	47 1/2	48 1/4
Boeing	47 1/2	48 1/4
Chrysler	14 7/8	15 1/4
Du Pont de Nemours	32 3/4	33 1/4
Eastman Kodak	45 5/8	46 1/4
Exxon	55 1/4	56 1/4
General Electric	67 1/8	68 1/4
General Motors	36 1/2	37 1/4
IBM	129 7/8	130 3/4
Intel	32 1/2	33 1/4
Johnson & Johnson	63 1/4	64 1/8
Pfizer	103 3/8	104 1/4
Schering-Plough	52 1/2	53 1/4
Texas Instruments	63 1/8	64 1/8
Union Carbide	148 1/2	149 1/4
United Technologies	124 1/4	125 1/4
Westinghouse	30 1/2	31 1/4
Xerox Corp.	58 1/2	59 1/4

LONDRES, 13 mars ↓

## Hésitante

A l'image de la veille, la tendance a été hésitante, mercredi, au Stock Exchange de Londres. Les valeurs ont légèrement terminé la séance en légère baisse, l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'étant déprécié de 8,6 points à 2 448,2, soit une perte de 0,3 %. Le volume des échanges a été sensiblement contracté, atteignant 828,1 millions de titres contre 857,8 millions la veille.

L'annonce de la réduction du déficit de la balance des paiements courants, passé de 19,9 milliards de livres en 1989 à 12,2 milliards en 1990, a, au moment, soutenu la tendance ; les analystes prévoyant, en effet, un chiffrage plus élevé. Les magasins, les brasseries et les banques ont progressé, tandis que les assurances, les compagnies d'eau et d'électricité sont restées irrégulières.

## FAITS ET RÉSULTATS

o Indosuez : résultat 1990 en baisse de 10 %. - La banque Indosuez a déposé pour 1990 un résultat net consolidé de 9,9 millions de francs, en baisse de 10 % par rapport à 1989. Cette chute s'explique par l'érosion continue des marges sur crédits et la dépréciation de la dette en Asie et en Grande-Bretagne, la baisse du dollar et l'augmentation des provisions. Indosuez a baissé ses provisions pour risques pays de 154 millions de francs. En revanche, celles affectées à la couverture des crédits douteux ont été accrues de 800 millions de francs. Selon M. Jean-Claude Gaspard, les provisions pour risques pays sont couvertes au-delà de 50 %. La charge Cheuvreux de Virieu a dégagé 40 millions de francs, mais les activités internationales de courtage ont rencontré des difficultés, notamment à Tokyo, mais aussi à Londres, où le groupe a été affecté par la faillite de Poly Peck. Au Moyen-Orient, la banque Al Saoudi Al Farsi, dans laquelle Indosuez détient 40 % du capital, a dégagé des profits en dépit d'une forte hémorragie de capitaux (1,75 milliard de dollars de dépôts) consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak.

o Chargeurs : baisse de bénéfice net. - Le groupe présidé par M. Jérôme Seydoux a publié mercredi 13 mars ses résultats pour l'année 1990. Le chiffre d'affaires a atteint 10,9 milliards de francs, contre 10,4 milliards en 1989. Le bénéfice net est de 527 millions de francs, contre 705 millions l'année précédente. Ces résultats incluent deux éléments extraordinaires dont le plus-value nette de 1,3 milliard de francs sur la vente d'UTA et une provision à caractère exceptionnel. Parmi les trois activités du groupe Chargeurs - transport, communication et tourisme, c'est cette dernière branche qui pèse le plus lourd sur les résultats de 1990.

o Redressement amorcé de la société de Bourse Meeschaert Rousselle. - Le redressement de la société de Bourse Meeschaert Rousselle, entreprise l'an dernier, s'est traduit par une importante réduction des pertes de cette filiale du groupe Axa. En 1990, le déficit a été ramené à 19,3 millions de francs, contre 76,8 millions de francs l'année précédente. Pour son président, M. Gérard de la Mairie, ce résultat marque « un progrès significatif » qu'il juge cependant insuffisant et devant être poursuivi. « Nous avons atteint la

PARIS, 14 mars ↑

## Une reprise vigoureuse

Pour la première fois depuis une semaine, un mouvement sensible de reprise s'est produit jeudi à la Bourse de Paris. Amorcé dès l'ouverture matinale (à 0,80 %), il s'est graduellement développé en séance. Aux alentours de midi, la hausse dépassait 1,8 %. Plus tard dans la journée, après une petite baisse, elle s'élevait à 1,71 %.

Pas mal quand même. En une fois, la Bourse de Paris est parvenue à réduire de 50 % les pertes (2,8 %) subies en quatre jours. Les motifs de satisfaction, il est vrai, n'ont pas manqué pour redonner envie aux investisseurs de reprendre des positions. Il y eut d'abord, en provenance des Etats-Unis, la confirmation par M. Alan Greenspan, président de la Réserve Fédérale, du coup de pouce au crédit donné vendredi dernier en faisant baisser de 1/4 de point le taux des fonds fédéraux, avec, simultanément, la promesse d'agir dans le même sens si la récession se montrait encore en janvier. Raminant du signal de la reprise économique, d'une reprise des ventes au détail, d'une baisse des prix de la guerre du Golfe, dans la foulée, la Bourse de New-York se redressait. Pour couronner le tout, les boursiers parisiens avaient appris, dans la soirée, que l'inflation s'était limitée en France à 0,2 % le mois dernier (contre 0,4 % en janvier), ramenant du même coup l'espérance d'un assouplissement des conditions de crédit.

Si l'atmosphère s'est nettement détendue, pour les boursiers, elle ne se berce d'illusions. Une période difficile reste à traverser, qui ne sera pas forcément ponctuée par un retour de la croissance.

TOKYO, 14 mars ↑

## Petite hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi en hausse. L'indice Nikkei s'est apprécié de 124,01 points, soit un gain de 0,47 %. Le volume d'actions échangé a été faible, représentant à peine 450 millions de titres.

Les gains de l'indice Nikkei ont été réalisés au cours des quinze premières minutes de transactions, ceux des valeurs étrangères de M. Greenspan, celui du Congrès américain, devant le Congrès américain, celui de l'annonce de la réduction du déficit de la balance des paiements courants, passé de 19,9 milliards de livres en 1989 à 12,2 milliards en 1990, a, au moment, soutenu la tendance ; les analystes prévoyant, en effet, un chiffrage plus élevé. Les magasins, les brasseries et les banques ont progressé, tandis que les assurances, les compagnies d'eau et d'électricité sont restées irrégulières.

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcoa	67 1/4	68 3/8
Amstar	47 1/2	48 1/4
Boeing	47 1/2	48 1/4
Chrysler	14 7/8	15 1/4
Du Pont de Nemours	32 3/4	33 1/4
Eastman Kodak	45 5/8	46 1/4
Exxon	55 1/4	56 1/4
General Electric	67 1/8	68 1/4
General Motors	36 1/2	37 1/4
IBM	129 7/8	130 3/4
Intel	32 1/2	33 1/4
Johnson & Johnson	63 1/4	64 1/8
Pfizer	103 3/8	104 1/4
Schering-Plough	52 1/2	53 1/4
Texas Instruments	63 1/8	64 1/8
Union Carbide	148 1/2	149 1/4
United Technologies	124 1/4	125 1/4
Westinghouse	30 1/2	31 1/4
Xerox Corp.	58 1/2	59 1/4

## PARIS : Second marché (affection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3601	3608	Gencl	1000	1020
Amstel Assoc.	256 50	256 50	L.C.C.	251	258 50
Ayrol	105	105	IDA	288	288
B.A.C.	171 20	171 20	Idem	139	139
Banque Paribas (ex BOM)	520	584	Immo. Habitat	861	841
Banque Paribas	388	388 10	Lox Invest	108	108 50
Bolass (Lyon)	204	205	Locat	282	282
C.A.J.-de-P. (C.C.I.)	1040	1040	Locat	103	103
Calsonic	451	478	Mars Comm.	157	157
Cardif	535	535	Mobier	122 50	122 10
C.E.G.E.P.	177	177	Olvest Legat	580	580
C.F.P.I.	320	325	Prolog	62 50	63 20
C.N.I.M.	900	896	Publ. Pigeot	536	536
Codotour	280	284	Réal	294	294
Conforama	873	886	Rhône-Alp. Est (E.P.)	174	172
Credis	295	295	S.A. H. H. H.	97 50	97 50
Daphni	480	480	Saint Louis (E.P.)	469	480
Delmas	890	900	Sarlat	175	170
Danachy Worme Co.	400	388	S.M.T. Group	248	250
Dauvigne et Glat.	288	285	Sopra	248	250
Daventry	1055	1081	Thermador H. (E.P.)	260	260 50
Deville	415	415	Ung	208	208
Dolac	150	150	Val et Cie	112	110
Edisons Belford	225 80	232 50	Y. St-Laurent Group	840	847
Europ. Propriété	351 20	351 50			
Finacor	125	125			
Financière	157	157			
G.F.F. (group. E.P.)	305	305			
Grand Lère	385	380			
Groupement	216 50	212			
Group. Orléans	655	655			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 mars 1991

Nombre de contrats : 85 871.

COURS	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	105,44	106	106,06
Précédent	105,58	106,16	106,16

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Prix d'exercice Juin 91 Sept. 91 Juin 91 Sept. 91

106 1,18 1,66 1,10

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 6 391.

COURS Mars Avril Mai

Dernier 1 798 1 813 1 825

Précédent 1 814 1 825 1 837

CHANGES

Dollar : 5,3690 ↑

Le dollar s'inscrivait en légère hausse jeudi 14 mars. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,3690 francs, contre 5,3630 francs la veille à la cotation officielle. Après les propos tenus mercredi par le président de la Réserve Fédérale américaine, les opérateurs s'attendaient à une nouvelle diminution des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

NEW-YORK (indice Dow Jones)

12 mars 13 mars

Indice général 2 922,52 2 955,20

LONDRES (indice Financial Times)

12 mars 13 mars

Indice général 2 424,80 2 448,20

20 valeurs 2 947,80 2 952,10

Mines d'or 145,80 146,10

Fonds d'Etat 85,01 84,47

FRANCFORT 12 mars 13 mars

Dax 1 571,61 1 542,19

TOKYO 12 mars 14 mars

Nikkei Dow Jones 26 418,32 26 542,33

Indice général 1 963,73 1 973,81

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR UN MOIS DEUX MOIS SIX MOIS

+ ou - base + ou - base + ou - base + ou - base

\$ E.-U. 5,3515 5,3535 + 136 + 146 + 275 + 295 + 760 + 820

\$ can. 4,6373 4,6431 + 16 + 14 + 84 + 84 + 28 + 28

Yen (100) 3,9436 3,9480 + 16 + 44 + 57 + 95 + 282 + 364

DM 3,4053 3,4088 + 2 + 19 + 4 + 29 + 20 + 78

Ruble 3,0226 3,0254 + 18 + 8 + 37 + 19 + 78

FR (100) 16,4814 16,4974 + 63 + 119 + 41 + 171 + 44 + 487

RS 3,9263 3,9306 + 75 + 41 + 66 + 107 + 34 + 303

L (1 000) 4,5622 4,5678 + 155 + 89 + 240 + 175 + 374 + 524

£ (1 000) 9,9672 9,9762 + 289 + 249 + 515 + 446 + 1163 + 1005

Taux des euromonnaies

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars 20 mars 21 mars 22 mars 23 mars 24 mars 25 mars 26 mars 27 mars 28 mars 29 mars 30 mars 31 mars

12 mars 13 mars 14 mars 15 mars 16 mars 17 mars 18 mars 19 mars



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 14 MARS

**Cours relevés à 14 h 27**

[illegible]

## COMPTANT

**(a) Election**

**SICAV**

**(sélection**

13/3

[illegible]

### Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	C
	préc.	14/3	achat	vente			
Etats-Unis (1 unit).....	5 363	5 368			Or fin dolo en barre.....	63 100	63
Gold.....	5 999	5 999			Or fin ten long.....	63000	63
Belgique (100 dm).....	340 780	340 980			Napoléon (200).....	381	
Belgique (100 f).....	18 537	18 535			Pièces 10 f.....	410	
Pays-Bas (100 fl).....	300 340	302 380			Pièces Suisse 20 fr.....	411	
France (100 fr).....	4 564	4 565			Pièces Latine (20 fr).....	470	
Allemagne (100 m).....	88 700	88 700			Souverain.....	498	
Grèce (100 drachmes).....	5 986	5 986			Pièces 20 dollars.....	2225	2
Grèce (100 lepta).....	3 159	3 164	3 060	3 060	Pièces 10 dollars.....	1260	1
Inde (100 rupees).....	392 540	392 540			Pièces 5 dollars.....	660	
Suisse (100 fr).....	52 260	52 455			Pièces 50 pesos.....	2380	2
Swède (100 kron).....	87 140	87 200			Pièces 10 livres.....	377	
Norvège (100 sk).....	89 445	89 453					
Norvège (100 sks).....	5 575	5 576					
Espagne (100 pes).....	927	3 322					
Portugal (100 reis).....	4 652	4 652					
Canada (1 \$ can).....	3 927	3 956	3 660	3 660			
Japon (100 yen).....	3 927	3 956					

## Marché libre de l'or

OURS 14/3			
	NO	300	.....
2280	Jago	130	135
2280	.....	.....	.....
380	Lacunas du Monde	314	339
415	.....	.....	.....
371	Nicolas	840	.....
428	Panama Rd.	1633	.....
380	Particip. Placard	265	.....
415	Quedens	240	.....
371	.....	.....	.....
428	Romero N.V.	190	189
380	S-Gabriel-Emballage	2830	2602
415	.....	.....	.....
371	Santa Maria	211 60	.....
428	S.E.P.R.	1540	.....
380	S.P.R. et. B.	378	.....
415	Ulfers	380	.....
371	Weymans	1500	1300
428	.....	.....	.....
380	.....	.....	.....
415	.....	.....	.....
371	.....	.....	.....

**Hors-cote**

Georgia	180 111	261
Germany	32 218	221
Guatemala	44 773	247
Guinea-Bissau	44 870	247
Hong Kong	26 102	260
Hong Kong Assoc.	96 325	353
Hong Kong Const.	806 19	807
Hong Kong Const. Term.	96 324	353
Hong Kong Const. Term.	91 13	86
Hong Kong Const. Term.	62 497	262
Hong Kong Const. Term.	90 43	185
Hong Kong Const. Term.	12 45	8
Hong Kong Const. Term.	20 21	151
Hong Kong Const. Term.	13 48	134
Hong Kong Const. Term.	11 14	104
Hong Kong Const. Term.	1302 13	1270
Hong Kong Const. Term.	455 68	456
Hong Kong Const. Term.	12 21	1206
Hong Kong Const. Term.	75 78	757
Hong Kong Const. Term.	66 18	642
Hong Kong Const. Term.	105 14	1156
Hong Kong Const. Term.	1195 84	1196
Hong Kong Const. Term.	68 81	682
Hong Kong Const. Term.	12 37	1237
Hong Kong Const. Term.	96 10	9610
Hong Kong Const. Term.	276 12	276
Hong Kong Const. Term.	104 38	104
Hong Kong Const. Term.	401 38	401
Hong Kong Const. Term.	411 93	411
Hong Kong Const. Term.	114 28	114
Hong Kong Const. Term.	1205 53	1205
Hong Kong Const. Term.	31 88	31

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4336

## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Naissances

Martine et Noël KOLM sont heureux d'annoncer enfin la naissance de

Raphaël-Stanislas,  
le 13 mars 1991, à Paris.

## Décès

M. René Bataille, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Bataille, ses enfants, Stéphanie, Gwendoline, Florence et Nicolas, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Marcelle Chamel, sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis BATAILLE, sous-directeur du groupe du Crédit lyonnais de Limoges, survenu le 12 mars 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Le service religieux sera célébré le vendredi 15 mars, à 14 heures, en la cathédrale de Bayeux (Calvados).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Buxières-les-Mines (Allier).

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Georges-Duhamel, 14000 Bayeux.

M. Léonce CLEMENT, ancien député général de l'Alliance française en Argentine, membre du conseil d'administration de l'Alliance française de Paris, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, officier de la Légion d'honneur,

est décédé dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 15 mars 1991, à 10 h 45, au nouveau cimetière de Neuilly.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques : 92 F  
Abonnés et abonnés : 80 F  
Communications diverses : 95 F  
Thèmes étudiants : 50 F

M. Jean Deram-Uzeel, son épouse, Chantal, Paul, Odile, Hauvettie, Marie-Pierre, Les familles Vigneras, Deram, Charly, Chenevère et Lassagne, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre DERAM,

leur mari, père, grand-père et arrière-grand-père,

survenu le 5 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Lyon et suivie de l'inhumation à Saint-Didier-au-Mont-d'Or, le 7 mars.

61, rue de Baraban, 69003 Lyon.

M. Edouard DUDON, son épouse, Ses enfants, ses petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M<sup>me</sup> Cécile DUDON, née Paris,

survenue à son domicile, 36, rue de Sévigné, Paris-3<sup>e</sup>, le 12 mars 1991, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées en la paroisse de Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, 68 bis, rue de Turenne, Paris-3<sup>e</sup>, le vendredi 15 mars, à 10 h 30.

Le corps sera inhumé dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

— Jacqueline Girerd, son épouse, Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Georges GIRERD, capitaine au long cours, décédé à Boulogne le 13 mars 1991.

Le défunt a fait don de son corps à la science.

— M<sup>me</sup> Simone Hoare, Ses enfants et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Léon Jeffrey HOARE,

survenu le 7 mars 1991.

47330 Castillonnet.

## Trois disparitions

La basse  
Nicola Rossi-Lemeni

Basse d'opéra connue pour son vaste répertoire, Nicola Rossi-Lemeni était né en 1920 à Istanbul d'un père italien et d'une mère russe. Son maniement parfait de plusieurs langues, l'étendue de son registre et l'éclectisme de ses goûts, de Mozart et Verdi à Poulenc et Britten, lui permirent d'interpréter plus de quatre-vingt-dix rôles différents, dont le rôle-titre de *Boris Godounov*, qui lui valut un triomphe en URSS, et Thomas Becket dans *l'Assassinio nella cattedrale* de Pizzetti devant le pape, pour lequel il fut décoré de l'ordre de Saint-Sylvestre.

Egalement metteur en scène d'opéra et professeur à l'université de Bloomington (Indiana, Etats-Unis), ville dans laquelle il est décédé le 12 mars d'un cancer du foie, Rossi-Lemeni est aussi l'auteur de cinq recueils de poèmes, et il pratiquait la peinture.

Le jazzman  
Jimmy McPartland

Cornettiste et chef d'orchestre né en 1907 à Chicago, Jimmy McPartland est mort à New-York le 13 mars d'un cancer du poudron. Il fut l'une des figures de proue des Chicagoans, ces jeunes musiciens blancs qui se mirent à l'école des jazzmen noirs de La Nouvelle-Orléans dès le début des années 20. Après avoir fait partie de l'Austin High School Gang, il remplaça en 1924 Bix Beiderbecke au sein des Wolverines. Il dirigea sa propre formation durant les années 40. Après une semi-retraite, McPartland avait repris sa carrière dans les années 70 — on l'a notamment vu au Festival de Nice en 1974 et 1985.

Le mime  
Etienne Decroux

Jean-Louis Barrault et Marcel Marceau furent ses élèves. Etienne Decroux, mort mardi 12 mars à Boulogne-Billancourt à l'âge de quatre-vingt-deux ans avait été à l'origine du renouveau du mime en France. D'abord comédien, dès 1923, il faisait la découverte du mime au Théâtre du Vieux-Colombier, à Paris, où Jacques Copeau enseignait cet art.

Dès 1931, il présente ses propres créations dans *la Vie primitive*, au théâtre de l'Atelier en compagnie de Jean-Louis Barrault, qu'il retrouvera pendant la guerre sur le tournage des *Enfants du paradis*, de Prévert et Carné, où Barrault joue précisément le rôle d'un mime.

Etienne Decroux avait fondé en 1940, à Boulogne-Billancourt, une école d'où devait sortir le plus célèbre ambassadeur du mime à travers le monde, Marcel Marceau. Cette école a aujourd'hui disparu, mais en 1984 deux de ses anciens assistants, Steve Wasson et Corinne Soum, devaient reprendre le flambeau et créer l'Ecole de mime corporel dramatique de Paris.

Pompes Funèbres  
MarbrerieCAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11

M. Gilbert Ginsburger, son épouse, Le sénateur et M<sup>me</sup> Henri Collette, son frère et sa belle-sœur, M. et M<sup>me</sup> Pierre-Charles de Lassus-Saint-Gonies, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Florent Xavier Collette, M. et M<sup>me</sup> Yves Gohet, M. et M<sup>me</sup> Bernard Ginsburger, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gilbert GINSBURGER, née Marie Louise Collette,

survenue le 13 mars 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 mars, à 10 h 30, en l'église orthodoxe Saint-Irénée, 96, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu à Ardres (Pas-de-Calais), dans le caveau de famille, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

73, rue de Paris, 92100 Boulogne-sur-Seine, 62850 Liéques.

— Ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Tomotaro IKENOUCHI, compositeur, doyen honoraire de l'Université des arts de Tokyo, président-fondateur de la Société franco-japonaise de l'Université musicale d'été, vice-président-fondateur de l'Université musicale de Potiers, grand-croix du Mérite culturel du Japon, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 9 mars 1991 à Tokyo.

Toutes leurs pensées vont à sa famille.

— M<sup>me</sup> Pierre Montellier, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre MONTELLIER,

survenu le 7 mars 1991, le jour de ses soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 11 mars, à Montpellier.

54 bis, route de la Figuerasse, 34070 Montpellier.

— M<sup>me</sup> Moïse SALAMA, son épouse, Laurette et Benny Hasson, Henriette et Moïse Eljarrat, Isaac et Christine Salama, ses enfants, Raphaëlle et Benjamin Salama, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Moïse SALAMA, née Rebecca Hasson, institutrice honoraire,

survenue à Lille, le 13 mars 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 15 mars, à 15 heures, au cimetière de Lille-sud (entrée 400 Maisons).

Réunion à la porte principale, à 14 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62, rue Edouard-Desallée, 59800 Lille.

— M. Marcel Woreczek, M. et M<sup>me</sup> Pierre Woreczek et leur fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jeannette WORECEK, née Tenenbaum,

survenue le 10 mars 1991, dans sa soixante-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— Pour le vingtième anniversaire du décès de

M<sup>me</sup> Jean AURIBAUT, née Henriette Nizon,

une pensée toute particulière est demandée à ceux et celles qui l'ont connue et aimée et en gardent le souvenir.

— In memoriam.

Il y a deux ans nous quittaient

Caroline et Philippe BERTRAND.

— Le 14 mars 1987,

Jean-Claude LANGELLIER

nous quitte.

« Faut-il qu'on voie partir ce qu'on a de plus cher ? » Goethe.

— 15 mars 1981.

Maxime VIBERT-CUIGUE.

Toujours présente dans notre pensée.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de :

M. Michel Ibrahim WARDE,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jacques-le-Majeur, 1, rue Saint-Jacques-le-Majeur, Paris-3<sup>e</sup>, le mercredi 20 mars 1991, à 11 h 30.

De la part de Son épouse Lidia Et de ses enfants, Robert, Nayla, Rita, Danièle et Paola, Ainsi que de toute la famille.

Ceux qui l'ont aimé sont conviés à se joindre à eux.

Famille Warde, 17, rue de Monceau, 75008 Paris.

Communications diverses

— L'assemblée générale de

l'Association des amis de

Max Marchand,

se déroulera les 15, 16 et 17 mars, à la bibliothèque-médiathèque Louis-Aragon, 91160 Longjumeau.

Nous pensons avoir la participation de Jacques Berling et Daniel Dumont sur le thème : « Intégration des différences et le rôle de l'école », de Jean-Philippe Aoudia (fils d'une des victimes), Mohamed Dib, Zemmouri, Henri Alleg.

De la part de Michel Lambart, vice-président de l'Association.

— Quelques amis de

José CABANIS

ont constitué un comité d'honneur pour lui offrir l'épave qui lui sera remise à l'occasion de sa réception à l'Académie française.

Ceux qui souhaitent s'associer à ce témoignage d'amitié et d'estime peuvent adresser leur participation aux Editions Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, 75007 Paris.

Les versements doivent être faits par chèque bancaire à l'ordre des Editions Gallimard, avec indication de leur affectation.

## Soutenances de thèses

— Ecole des hautes études en sciences sociales, 54, boulevard Raspail, Paris-6<sup>e</sup>, salle 524, mardi 19 mars 1991, à 9 heures. M. Henri Minckelers : « Vilno, Vilnius, la Jérusalem de Lituanie, un grand centre juif ».

## THÈSES

Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

## COLLOQUE : Cognition,

cognition sociale et la question du soi. — Le Centre de recherche en psychologie cognitive (CREPCO) de l'université de Provence et du CNRS organise, le lundi 18, le mardi 19 et le mercredi 20 mars, un colloque international, à Aix-en-Provence, consacré aux relations entre le soi et la cognition.

Organisé en hommage à Jean-Paul Codol, directeur de recherches au CNRS et directeur du CREPCO, disparu en 1989, ce colloque sera centré sur la référence à soi, domaine dans lequel celui-ci conduisait des recherches au niveau européen. Il aura aussi pour but d'engager, dans les sciences cognitives, un débat sur les rapports entre cognition et cognition sociale.

► Renseignements et inscription : colloque « Hommage à Jean-Paul Codol », CREPCO, Université de Provence, 29, avenue R. Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex Tél. : 42-20-60-96.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 12 mars. Elles nous sont communiquées par 583 France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-22 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

## HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 20-150 ; Les Carroz-d'Arches : 10-80 ; Chamonix : 40-253 ; La Chapelle-d'Abondance : 5-23 ; Châtel : 20-130 ; La Clusaz : 20-220 ; Combloux : 0-120 ; Les Contamines-Montjoie : 3-80 ; Flaine : 45-220 ; Les Gets : 10-110 ; Le Grand-Bornand : 5-100 ; Les Housses : 0-120 ; Megève : 40-140 ; Morillon : 0-80 ; Morzine : 5-120 ; Pray-de-Lys-Sommand : 40-70 ; Pray-sur-Arly : 15-120 ; Saint-Gervais : 10-90 ; Samoëns : n.c. ; Thônes : 10-300 ; Méribiel : 0-40.

## SAVOIE

Les Arcs : n.c. ; Arches-Beaufort : n.c. ; Aussois : 30-70 ; Bonneval-sur-Arc : 100-230 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : n.c. ; Courchevel : n.c. ; Crest-Voland-Colembert : 30-85 ; Flumet : 10-30 ; Les Menuires : 10-160 ; Méribel : 40-130 ; La Norma : 15-100 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 40-80 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 60-155 ; La Plagne (altitude) : 110-240 ; La Plagne (villages) : 10-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière : 1850 ; 100-220 ; Saint-François-Loupchamp : 25-120 ; Les Saissies : 15-110 ; Tignes : 146-255 ; La Toussuire : 40-60 ; Val-d'Isère : 10-140 ; Valfréjus : 25-150 ; Val-d'Isère : 110-150 ; Valloire : 15-120 ; Valmeinier : 15-120 ; Valmorel : 20-170 ; Val-Thorens : 110-300.

## ISÈRE

Alpe d'Huez : 98-250 ; Alpe du Grand-Serre : 0-70 ; Auris-en-Oisans : 40-80 ; Autrans : 30-80 ; Chamrousse : 30-100 ; Le Collet-d'Al-

levard : 15-60 ; Les Deux-Alpes : 35-250 ; Gresse-en-Vercors : 10-40 ; Lans-en-Vercors : 0-60 ; Méaudre : 10-40 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 0-30 ; Les Sept-Laux : 10-45 ; Villard-de-Lans : 25-50.

## ALPES DU SUD

Auron : 20-160 ; Beuil-Les-Lanoux : n.c. ; Briançon : 35-115 ; Isola-2000 : 120-150 ; Montgenèvre : 80-140 ; Orcières-Merlette : 20-150 ; Les Orres : 60-170 ; Pra-Loup : 30-180 ; Peyragudes : 35-130 ; Risoul-1850 : Saint-Vincent : 35-130 ; Super-Sauze : n.c. ; Serre-Chevalier : 25-160 ; Superdévoluy : 15-210 ; Valberg : 50-70 ; Val d'Allos-Le Scieur : 50-120 ; Val-d'Aullos-Le Foux : 90-180 ; Vars : n.c.

## PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 0-40 ; Bagnères : 20-90 ; Cauterets-Luz : 60-240 ; Font-Romeu : 0-90 ; Gourette : 5-130 ; Luz-Ardiden : 20-50 ; La Mongie : 50-70 ; Peyragudes : 30-30 ; Pla-Engat : 20-120 ; Saint-Lary-Soulan : 10-50 ; Superbagneres : 35-35.

## MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 0-55 ; Besse-Super-Besse : 0-25 ; Super-Lioran : 10-30.

## JURA

Métabief : n.c. ; Mijoux-Lelex-La Fautelle : n.c. ; Les Rousses : 0-40.

## VOSGES

Le Bonhomme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : 20-40 ; Gérardmer : 10-20 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : n.c.

## LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 5002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 47-42-80-55 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 5002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 47-46-66-68 ; Suisse : 11, bis, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 47-42-45-45.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5477

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

## HORIZONTALEMENT

1. N'est pas sans intérêt pour celui qui n'a pas hésité à se mouiller. — II. On en profite parfois quand on a le bol. — III. Est faite pour la terre. — IV. Éléments d'une cage. — V. De quoi faire le voyage. C'est du chinois ! — VI. S'agit, pour être mis sur le tapis. — VII. Fait tourner des têtes. — VIII. Ne sont pas toujours de la partie. Se montent très bien. — IX. Mauvaise tête. Cercle de marins. — X. Que l'on a souvent à la bouche. Conjonction. — XI. Avant le feu sacré. Va sur le plateau. — XII. Amateurs de bons mots.

## VERTICALEMENT

1. Homme des bois. — 2. Enfant de cœur. Est du passé. — 3. Quelque chose à se mettre sous le dent. — 4. Nous fait battre le cœur. Passe avant. — 5. Deux de a moins a. — 6. Du peuple. Lieu de rêves. — 7. Sous le chapiteau. On y enlève le morceau. — 8. Amateur de rouge. Est du Midi. En « quinquonce ». — 9. Fait grand bruit. Un homme de métier. — 10. Qui ne sont pas tout à fait eux-mêmes. Font vivre des heures chaudes.

Solution du problème n° 5476

## Horizontalement

I. Chocolat. — II. Outre. Bau. — III. Emmeurs. — IV. Réclame. V. R. Ré. — VI. Vite. — VII. Galeries. — VIII. Or. Assai. — IX. Minute. — X. Ma. Bornée. — XI. Esad. Eue.

## Verticalement

1. Cœur. Gomme. — 2. Hum. Avérés. — 3. Oter. II. — 4. Cernés. Ubu. — 5. Ota. Erato. — 6. Il. Ière. — 7. Abellies. Nu. — 8. Tarse. Na. Er. — 9. Usé. Unifié.

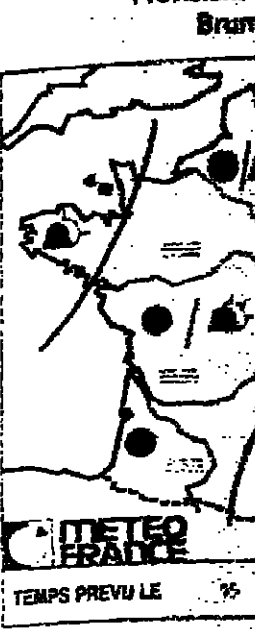
GUY BROUTY

## Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires. Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour la semaine du 15 mars



SITUATION LE 14 MARS



Prévisions pour la semaine du 15 mars

Le matin, la température sera comprise entre 10 et 15 degrés. Le jour, la température sera comprise entre 15 et 20 degrés. La nuit, la température sera comprise entre 10 et 15 degrés. Les vents seront faibles à modérés. Les nuages seront nombreux. Les précipitations seront faibles à modérées.

Prévisions pour la semaine du 15 mars



Prévisions pour la semaine du 15 mars

FRANCE	TEMPÉRATURES maximales	TEMPÉRATURES minimales
ALGER	18	8
BARCELONE	18	8





